Russel-A. Bouchard

citoyenne libre et historienne professionnelle, Chicoutimi, Ville de Saguenay (1948 -)

(2002)

Du racisme
et de l'inégalité des chances
-au Québec et dans le Canada-

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Russel-A. Bouchard (1948 -)

Du racisme et de l'inégalité des chances — au Québec et dans le Canada —. Suivi de Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics et à quelques témoins.

Chicoutimi, Saguenay, La Société du 14 juillet, 2002, 178 pp.

Russel (Aurore) Bouchard, historienne, nous a accordé le 1^{er} septembre 2007 son autorisation de diffuser électroniquement le texte intégral de ce livre dans Les Classiques des sciences sociales à l'occasion de la diffusion du 3,000^e titre.

Courriel : rbouchard9@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 2 octobre 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

**3,000^e œuvre
mise en ligne
dans Les Classiques des sciences sociales.**

Ce livre est la 3,000^e œuvre mise en ligne dans Les Classiques des sciences sociales. Il a été écrit par l'historienne de Chicoutimi, Russel (Aurore) Bouchard, citoyenne libre et intellectuelle intègre.

Merci infiniment à l'auteure de nous avoir permis de diffuser cette œuvre.

Page d'index de l'auteure dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Blog de l'auteure : [Les Délires d'Akakia](#).

Jean-Marie Tremblay, sociologue,
Fondateur et président directeur général
Les Classiques des sciences sociales.

Russel-A. Bouchard (1948 -)

**Du racisme et de l'inégalité des chances
— au Québec et dans le Canada —
Suivi de Lettres éparses adressées
à mes accusateurs publics et à quelques témoins.**

Chicoutimi, Saguenay, La Société du 14 juillet, 2002, 178 pp.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Dédicace](#)

[Préface](#) de Daniel Larouche, 2 août 2001

[Avant-propos](#) de l'auteur, 5 août 2001

[**Du racisme et de l'inégalité des chances —au Québec et dans le Canada—**](#) (20 novembre 2001)

[Les formes du racisme](#)

[Les facteurs du racisme](#)

[**Lettres éparses**](#) adressées à mes accusateurs publics et à quelques témoins

[À Isabelle Hachey](#) (Le Devoir, 4 mai 1994).

[L'histoire n'est pas une question d'équité mais de vérité](#) (Chicoutimi, 11 mai 1997. Lettre publiée dans *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. XXVII, no 2, Montréal, automne 1997, pp. 92-93).

[À Lauraine Robertson-Moar \(Mashteuiatsh\)](#), Chicoutimi, 19 mars 2000.

[À Alain Beaulieu](#) (RHAF, Montréal), 5 août 2000.

[À Paul Charest](#) (Université Laval, Québec), 10 août 2000.

[Le «pays renversé»!](#) [Pamphlet publié dans le journal *Lubie*, vol 7, no 68, 15 septembre 2000, p. 8.]

[À Georges Fortin](#) (Métabetchouan), 22 août 2000.

[Les homards de la colère!](#)... (Pamphlet publié dans le journal *Lubie*, vol. 7, no 68, 15 septembre 2000, p. 5.)

[À Pierre Dostie](#) (RAP, Chicoutimi)

[Liberté surveillée!](#) [Lettre à M. Claude Girard, représentant régionale de la Commission des Droits de la personne et des

droits de la jeunesse du Québec, semaine du 1^{er} décembre 2000.]

[Raciste, vous avez dit!](#) [18 décembre 2000.]

[Liberté surveillée ! \(suite\)](#) [Lettre à M. Louis Jalbert, Directeur de la Bibliothèque municipale de Chicoutimi, en complément à l'affaire Claude Girard.]

[De la présumée disparition des Montagnais : la vérité historique soumise à la censure des anthropologues!](#) [Lettre ouverte à Pierre Trudel, anthropologue], en réponse à sa réplique adressée à l'historien Alain Beaulieu, et publiée dans la Revue d'Histoire de l'Amérique française, hiver 2001.]

[À M. Pierre Lanthier](#) (RHAF, Montréal), Chicoutimi, le 10 mai 2001.

[À M. Pierre Lanthier](#) (RHAF, Montréal), Chicoutimi, le 1^{er} juin 2001.

[«La Grande Paix de Montréal» du 4 août... 2001.](#) (Lettre ouverte à Jean-Jacques Simard publiée dans Le Devoir du 29 juin 2001.)

[Journal Le Devoir](#) (Montréal). À \ S M. Venne ou à un membre de l'équipe éditoriale.

[Nous sommes tous des ... Canadiens.](#) [Lettre ouverte à M. Pierre Trudel, non publiée, datée du 27 juin 2001.]

[À Michel Venne](#) (Le Devoir, Montréal), le 29 juin 2001.

[Les autochtones et... vous!](#) [Lettre ouverte à Michel Venne. Chicoutimi, le 13 août 2001.]

[À M. Pierre Lanthier](#) (RHAF, Montréal). Chicoutimi, le 21 août 2001.

[7000 ans pour en arriver là!](#) [Lettre ouverte publiée dans le *Progrès-Dimanche* du 26 août 2001.]

[À M. Pierre Lanthier](#) (RHAF, Montréal). Chicoutimi, le 1^{er} octobre 2001.

[À M. Pierre Lanthier](#) (RHAF, Outremont). Chicoutimi, le 12 décembre 2001.

*La citoyenneté est une convention qui assure à l'individu
une place au sein du groupe et qui autorise le groupe à définir avec
lui le champ des droits et devoirs de l'un
par rapport à l'autre. Celui qui réussit à prospérer
dans cette fraternité sans être astreint aux mêmes
devoirs, est en état de privilège et soumet
nécessairement tous les autres*

R.B.

Russel (Aurore) Bouchard (1948 -)

**Du racisme et de l'inégalité des chances
— au Québec et dans le Canada —**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

«Les affrontements armés d'Oka, en 1990, ont stimulé une impatience latente de part et d'autre de la barricade. Conséquences perverses de cette crise et de la surenchère qui s'ensuivit, les «sangs» se sont échauffés, les voix se sont enflammées de part et d'autre, les coeurs se sont durcis et des tensions ethniques qui n'existaient pas avant ces jours funestes —du moins pas en apparence— empoisonnent désormais cette voie de tolérance qui caractérisait positivement la communauté canadienne dans son ensemble. Bref, en terme de racisme, car c'est bien de comportement raciste dont il est question ici, le Canada a perdu sa virginité et risque de s'enfoncer dans cette sombre avenue s'il ne corrige pas rapidement la trajectoire.»

Né le 4 octobre 1948 à Sainte-Anne de Chicoutimi d'une mère métisse (montagnaise, écossaise et canadienne-française) et d'un père canadien-français, l'auteur, Russel Bouchard, est membre de l'Alliance autochtone du Québec et se définit métis. Écrivain connu plus particulièrement pour son régionalisme inconditionnel et pour ses prises de position tranchantes à l'encontre des privilèges accordés à ses congénères amérindiens, il est l'auteur d'une multitude d'articles sur le sujet et d'une trentaine d'ouvrages d'histoire,

dont *Le Saguenay des fourrures* (1989), *Le dernier des Montagnais* (1995), et *Quatre années dans la vie du poste de traite de Chicoutimi* (2000). Il est un des cinq signataires de la «Déclaration du 14 Juillet 2000» ; laquelle est à l'origine de l'organisation citoyenne qui dénonce les décisions politiques menant à la désintégration des régions étiquetées «ressources», et le démembrement du territoire régional au profit d'une collectivité particulière à l'exclusion de toutes les autres.

Russel (Aurore) Bouchard (1948 -)

**Du racisme et de l'inégalité des chances
— au Québec et dans le Canada —**

Préface

Daniel Larouche, 2 août 2001.

[Retour à la table des matières](#)

À l'ombre d'une presse bienheureuse, au niveau supérieur, ceux qui gouvernent Blancs et Indiens du Saguenay–Lac-Saint-Jean pactisent en cette année 2001. Pendant que se négocie le pactole – autrement dénommé *Traité d'Approche commune*– l'immense mise en scène gouvernementale concoctée autour des Fêtes du Tricentenaire de la Grande Paix de Montréal (1701-2001) fait son cirque, déployant sa convaincante magie sur un peuple à mystifier et à divertir ¹.

En dehors du bon peuple, spectateur forcé de son destin, il y a unanimité ²... ou presque : les intellectuels d'office, les médias, les gou-

¹ «Divertir» est, entre autres, synonyme du mot «détourner», lui-même synonyme de «voler» et «écarter». Ce qu'on ne ferait pas pour le divertissement du peuple ! Tant de bienveillance afflige...

² L'*unanimité* est la condition *gagnante* par excellence. En vraie démocratie, elle reflète le triomphe de la raison, de la solidarité, de l'intérêt commun et de l'égalité des chances pour tous. Dans tout autre contexte, elle garantit à ceux qui ont su s'obtenir argent, avantages et privilèges exclusifs, la jouissance paisible et tranquille de leurs biens... avec la souriante complicité des spoliés, des extorqués, de toutes les bonnes gens bernés, mais émus par tant d'unanimité ! Ainsi, *unanimité* devient synonyme de duperie, escroquerie, tromperie, mensonge, vol, trahison et bien d'autres maux ou mots pertinents à notre situation

vernements, les dirigeants amérindiens, les préfets ³ (*préfais*) et les administrateurs publics idoines s'entendent. Ils s'entendent pour que le concept de *Première nation* ait préséance en droit (non en devoir), au point où la souveraineté québécoise sur le sol s'apparenterait à un droit résiduel à exercer sur ce qu'il en restera au terme de la conclusion de traités. Ils s'entendent pour que les non-Indiens *vivant* sur le territoire deviennent, par convention absolue, imputables et coupables de tous les errements de leurs ancêtres à l'endroit des amérindiens. Ils croient ensemble et fermement que seul l'accroissement des privilèges tangibles aux Amérindiens en vertu des permissions contenues dans la Constitution de 1982 pourra venir à bout des graves problèmes sociaux qui affligent ces communautés. Ils s'entendent *pour ne pas penser* que la disponibilité équilibrée du travail pour toutes les collectivités territoriales –quelles qu'elles soient– pourrait être la clef de voûte d'un pays en assurant un accès universel, naturel et juste à la richesse pour toutes les communautés, pour les familles et les individus qu'ils soient amérindiens, québécois, canadiens ou plus d'un à la fois ⁴. Ils

actuelle. Maharashi Mahesh Yogi ne disait-il pas : « *You see this hungry man ! I will make him a happy hungry man* » L'unanimité a ce pouvoir : elle assure aussi paix et tranquillité d'esprit aux pauvres gardés pauvres par leur riche mais «biens-veillant» rédempteur. Amen.

³ Moyennant raisonnable compensation (\$) pour le troc d'un droit d'aînesse qui ne leur appartient pas ... et qu'ils administrent dans le meilleur intérêt administratif de leurs *administrés*. Pendant que les chefs indiens et d'autres font la politique –partageant territoire, souveraineté, redevances, pouvoirs (législatif, exécutif, fiscal)– nos administrateurs, eux, administrent. Et les citoyens, ne s'en doutant point, ne sont que des administrés, bénéficiaires insouciantes (?) mais éphémères de ce qui nous reste encore du patrimoine à donner, à dilapider, pour d'autres qui, sagaces et éveillés, le réclament... *politiquement*. Sommes-nous, en politique, des cigales affables ? Comprend qui veut comprendre. Hé bien ! chantons maintenant !

⁴ Tout se passe en effet comme si la recherche individuelle du travail ou la détention d'une fortune privée héritée était la voie normale pour garantir sa survie et celle des siens lorsqu'on est non-amérindien. L'État s'occupera officiellement des personnes «mal prises», sans jamais reconnaître un pouvoir de négociation à la collectivité territoriale à laquelle appartiennent ces personnes.

Lorsqu'on est amérindien, cela se passe autrement. L'État discute avec les représentants politiques territoriaux pour négocier un accès direct et communautaire aux revenus publics découlant de l'exploitation des ressources naturelles et des autres sources (taxes, impôts,...) alimentant le Trésor public. *L'accès au seul pouvoir de discuter* des besoins des populations et de la répar-

s'entendent aussi pour préférer que les tractations entre pouvoir politique et représentants amérindiens échappent à tout débat respectant nos institutions démocratiques : il est préférable de substituer à celui-ci un *pilonnage médiatique systématique* de manière à fabriquer le consentement de la masse (sans les avatars de la démocratie). Ils partagent aussi sans le savoir un procédé commun : les problèmes de justice, d'équité et d'égalité des chances entre les groupes territoriaux qui forment une société nationale se traitent à la pièce, en vase clos, par le Haut, administrativement, et généralement, par l'octroi calculé de graisse (lire \$\$\$) à la roue qui grince le plus, au moment opportun. Autrement dit, un procédé commun qui consiste à *diviser* toujours davantage pour *régner* un petit peu plus longtemps, aveuglément. Ainsi va la vie et le pays.

Mais voilà ! au sein de cette symphonie d'unanimité, un bourdonnement disgracieux froisse l'oreille. Russel Bouchard, un citoyen-historien –qu'on dit de l'École de Chicoutimi (ce ne peut être, donc, qu'une toute petite école)– rompt l'harmonie.⁵ Sous l'encre corrosive de sa plume prennent forme des questionnements, des hypothèses et des réponses documentées qui ébranlent les murs du temple unanime (et les parois de la tente). La parution de son étude historique intitulée *Le dernier des Montagnais* (1995) soulève l'ire chez les négociateurs montagnais et leurs vis-à-vis. Des universitaires joignent le chœur chargé de submerger d'harmonies la voix du bourdon discordant.

tition de la richesse entre les collectivités territoriales n'est pas le même de part et d'autre. À titre d'exemple, où le député de votre comté a-t-il pris sa position relativement à l'adoption prochaine annoncée du traité dit d'Approche commune ? A-t-il seulement la permission d'en avoir une ? De fait, c'est la *majorité montréalaise* à l'Assemblée Nationale qui décide de l'aliénation des terres du Saguenay–Lac-St-Jean et de la Côte-Nord. Il en est de même pour toutes les autres décisions engageant l'avenir de notre région.

⁵ Un professeur d'anthropologie (informé sur les arthropodes !) de l'Université Laval, faisant sans doute allusion à la voix discordante de Russel Bouchard et ne proférant de la sorte aucun souhait voilé, écrira, comme on aurait pu le faire aux temps héroïques : «*Il y a des maringouins qui, à force de trop insister dans leurs agressions, ont dû faire face un jour à la main qui avait trop souvent été piquée...*» (N. Clermont, *La Presse*, 19 avril 1996).

Sur quelle erreur scientifique, sur quels vices de méthode porte l'attaque concertée ? La réplique ne porte *justement pas* sur des arguments scientifiques étayés et documentés : elle bâtit un procès d'intention à l'auteur ; elle lui impute des visées politiques inavouées ; elle manifeste, çà et là, le mépris d'intellectuels à la solde régulière, et sécurisés dans leur emploi, à l'égard d'un historien autonome qui devient leur *pair* seulement lorsqu'il s'agit de se faire «planter» dans leur revue. Elle se fonde surtout sur l'évocation habile, sulfureuse, totalitaire, de l'étiquette «**raciste**», évocation vague et non démontrée qui, à elle seule, peut disposer du destin d'un lieutenant-gouverneur (Jean-Louis Roux), jeter un discrédit posthume sur l'oeuvre d'un historien qui n'est plus là pour se défendre (Lionel Groulx) ou «régler» l'avenir politique d'un souverainiste trop franc et compétent (Yves Michaud).

Tout ce temps, Russel Bouchard réfute, répond, argumente et encaisse...

Et cinq ans plus tard (14 juillet 2000), un entrefilet médiatique révèle, par mégarde, que gouvernement et leaders montagnais en sont venus à un arrangement *sans équivalent* qui aura pour effet d'octroyer aux Montagnais, à même le territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean, le contrôle effectif sur plus de 4200 km². Voilà un projet politique clair...

Avec cinq autres citoyens qui ont, par d'autres voies, fait les mêmes constats sur une réalité politique, démographique et sociale qui menace la survie de *leur collectivité* régionale ⁶ et qui partagent avec lui les mêmes préoccupations sur l'impact de l'aliénation annoncée du territoire, Russel Bouchard signe *La Déclaration du 14 juillet 2000*. Celle-ci, s'inspirant de la nécessaire égalité entre tous les citoyens de quelque origine qu'ils soient, met à l'ordre de la discussion l'existence d'une population de 282,000 âmes larguée de questions vitales, sur la base du sang, n'étant pas amérindiens statués. Larguée, car les repré-

⁶ Les ouvrages *Désintégration des régions...* (JCL, 1990), *Radiographie d'une mort fine...* (JCL, 2000) et *Le Pays trahi* (Société du 14 juillet, 2001) cernent et expliquent l'ampleur et les causes décisionnelles de la problématique qui confrontent les populations des régions étiquetées «ressources» par le gouvernement du Québec.

sentants politiques (députés) des collectivités non-indiennes représentent leur parti –ou le gouvernement– auprès des citoyens de leur comté plutôt que leurs citoyens auprès de l'Assemblée nationale, à tout le moins en cette affaire.

Là encore, pour faire progresser leur projet politique, les *unanimistes* se sont appliqués à attaquer et à neutraliser la petite opposition en maniant l'archet **raciste** contre ce Russel Bouchard sur qui tous les canons se pointaient. Pourquoi l'argument raciste (la présomption de racisme) est-il si efficace pour jeter du discrédit sur un individu, fusse cet argument parfaitement faux et malveillant ? Qu'est-ce au juste que le racisme ? Comment savoir si nos paroles et nos gestes participent du racisme ? Dans la situation que nous venons d'évoquer, comment se situent Russel Bouchard et ses détracteurs publics à l'égard d'une définition convenable du racisme ? Qui mérite l'épithète ?

C'est à cette réflexion et à ce parcours que vous convient ici Russel Bouchard et La Société du 14 juillet. Pour que les mots et les hommes retrouvent leur sens.

Daniel Larouche
2 août 2001

Russel (Aurore) Bouchard (1948 -)

**Du racisme et de l'inégalité des chances
— au Québec et dans le Canada —**

Chicoutimi, Saguenay, La Société du 14 juillet, 2002, 178 pp.

Avant-propos

Russel Bouchard, 5 août 2001.

[Retour à la table des matières](#)

Depuis la sortie fracassante du livre, *Le dernier des Montagnais*, en 1995, l'émotion et la rhétorique ont pris le pas sur la méthode et la recherche de la vérité toute simple en ce qui concerne l'histoire des Indiens du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Sans autre forme de procès, sans avoir eu droit à une analyse scientifique honnête et étayée, cet ouvrage dérangeant et controversé a été brûlé en effigie sur la place publique par les leaders inlutsh qui y ont vu, contre toute vérité, une attaque en règle dirigée contre leurs pouvoirs politiques et une menace à la conclusion de traités particulièrement avantageux –pour eux !– qu'ils ambitionnent de signer d'ici peu avec le gouvernement du Québec.

Furieux des questions décapantes soulevées dans la conclusion de cet essai historique qui osait sortir du sillon idéologique creusé par la pensée dominante, Gilbert Pilot, un activiste montagnais de la réserve de Maliotenam, basse Côte-Nord, eut même l'audace, lors d'une

émission contradictoire télédiffusée à la grandeur du pays le 17 octobre 1995, de comparer le livre hérétique au «*Mein Kampf d'Hitler*» (sic), et d'asperger son auteur d'un concert d'injures calomniatrices que la bienséance la plus élémentaire interdit de répéter dans ces pages. Même délire convulsionnaire dans la réplique chargée de colère du revendicateur montagnais, Bernard Cleary, qui déclara *urbi et orbi* dans une libelle particulièrement virulente publiée le 8 mai 1996 dans le quotidien *La Presse*, que : «*le point de vue de Russel Bouchard, clairement exprimé en conclusion de son livre*», visait, de toute évidence, à «*détruire, par l'analyse du sang, toute velléité de revendications territoriales des leaders autochtones contemporains*» (sic). Pour ne pas être en reste avec cette rude prise à partie, on me permettra de souligner que l'auteur de ce procès d'intention, un Inuit de Mash-teuiatsh, dirigeait à l'époque sa propre firme-conseil, *Le Groupe Cleary*, une firme... *philanthropique* (!) chargée de négocier pour plusieurs nations autochtones des ententes avec les gouvernements du Québec et du Canada.

Après avoir subi des assauts de cette nature pendant plusieurs années et des attaques aussi irrationnelles qu'injustes de la part des chefs de file autochtones et des chercheurs universitaires qui leur sont inféodés, le temps est donc venu de confondre une fois pour toutes ces accusateurs publics et de livrer ma propre réflexion sur la ségrégation raciale légalisée au Canada –en espérant que cela puisse contribuer à percer cet insoutenable mur de préjugés qui étouffe notre communauté. Qu'il me soit permis enfin de dénoncer ici, avec toute la puissance de mon être, l'absence de débat rationnel sur la question du racisme chez nous, de condamner l'embrigadement presque généralisé de la presse (plus particulièrement écrite), des intellectuels institutionnalisés et des chercheurs voués à l'histoire des autochtones de ce Pays en mal d'identité, et de questionner avec force vigueur la pertinence de pratiquer une politique d'apartheid sur l'ensemble du territoire canadien.

«*Sans vie politique au-delà de la capacité administrative d'imaginer et de conduire des programmes*, écrit avec une lucidité rafraîchissante le politologue Pierre-Gerlier Forest dans la vertueuse

série portant sur «Les autochtones et nous» (*Le Devoir* du 19-20 juillet 2001), *il n'y a pas d'avenir commun pour les autochtones*». Et j'oserai ajouter à cette parcelle de vérité... *pas d'avenir commun pour les Canadiens*. Voilà un énoncé qui soulève un point d'ordre fondamental, celui du *sens commun* ; ce qui devrait sous-tendre également, le penseur aurait été bien inspiré de l'inscrire au coeur de sa réflexion, un avenir collé à la fraternité canadienne toute entière, c'est-à-dire un Canada libéré *usque ad mare* de toute discrimination, si *positive* et si bien intentionnée soit-elle !

De fait, l'histoire des peuples de la Terre en porte de multiples cicatrices et devrait nous servir d'exemple, une politique nationale et commune des «autochtones» n'a aucun avenir si, pour un, elle ne contribue pas à définir au départ ce qu'est la nation canadienne dans son intégralité, et si, pour deux, elle établit des lois et engendre des droits discriminatoires en fonction de l'hérédité et de la qualité des collectivités et des individus qui la forment. Il faut qu'il y ait d'abord acceptation mutuelle de l'*Un* et de l'*Autre*, cela est un pré-requis fondamental auquel aucune société ne peut se soustraire ; mais il faut aussi qu'il y ait réel souci de forger une société pleine et entière, c'est-à-dire une société intéressée à intégrer –au possible– dans son projet national, chacun de ses membres individuels et collectifs. Et pour l'heure, il est clair que nous n'y sommes pas.

À travers la rhétorique des politiciens et le discours asservi des intellectuels qui, pour une raison ou pour une autre, tardent à se libérer d'un sentiment de culpabilité historique à l'endroit des «autochtones» canadiens, nous avons encore tendance à oublier qu'un pays est fondé sur des obligations et des prérogatives soutenues soit par la force et la violence soit par la loi, et qu'il dépend, pour l'ensemble et l'essentiel, des liens effectifs de ses membres. De fait, la justice sociale a un caractère universel voire même absolu à l'intérieur des frontières où elle est définie et administrée, ou elle n'est simplement pas.

Qu'on se le dise plutôt deux fois qu'une : la discrimination dite «positive» au profit d'une communauté particulière, est une aberration de l'esprit, un illogisme, un leurre. Car accepter de donner à l'un dans un pays qui se targue d'universalité, c'est aussi s'octroyer le devoir sacré de donner à l'autre s'il le requiert : —et c'est cette nécessité in-

contournable de justice et d'égalité qui est, en outre, à la racine de la conscience sociale et du sentiment d'injustice ressenti par la fraternité (qui est, par définition, un corps sans privilège) contre ce qui est plus conforme d'appeler les... privilèges de quelques-uns, puisqu'on ne saurait parler de droits et de justice s'ils ne sont pas assurés à tous. De fait, quand la politique intérieure d'un pays est captive d'un programme qui vise à satisfaire les besoins d'une partie, faible ou forte, de ses membres au détriment de l'ensemble, l'injustice est instituée en monopole d'État et la justice n'est plus qu'une parodie, une manière de langage qui tend à en camoufler la dérive. Et c'est précisément sur cette base morale de l'établissement d'une justice universelle qui ne saura souffrir aucune préférence ni exclusion, que le combat pour la dignité humaine mérite ses premières lettres de noblesse.

R.B.

5 août 2001

« Quand une civilisation n'a pas dépassé le stade où la satisfaction d'une partie de ses participants a pour condition l'oppression des autres, peut-être de la majorité, ce qui est le cas de toutes les civilisations actuelles, il est compréhensible qu'au coeur des opprimés grandisse une hostilité intense contre la civilisation rendue possible par leur labeur mais aux ressources de laquelle ils ont une trop faible part. »

Freud, [*L'avenir d'une illusion.*](#)

Russel (Aurore) Bouchard (1948 -)

**Du racisme et de l'inégalité
des chances
— au Québec et dans le Canada —**

Chicoutimi, Saguenay, La Société du 14 juillet, 2002, 178 pp.

[Retour à la table des matières](#)

Du racisme et de l'inégalité des chances
— au Québec et au Canada —

Vous vous réclamez de la « première » nation. Cette règle vous reculera donc à la « seconde » lorsque les chercheurs auront terminé de démontrer que l'Amérique a été peuplée par des vagues parallèles et successives de migrants venus de temps, de lieux et de groupes humains différents.
R.B.

[Retour à la table des matières](#)

De tous les poisons qui contaminent la vie des peuples, le racisme est sans nul doute le plus pernicious, le plus venimeux, le plus ravageur. Il est la tare sociale qui amène toutes les autres, une perversion de l'âme humaine qui tire sa force du préjugé, raison des sots. Le racisme a de nombreux visages, mais limitons-nous à reconnaître que son caractère d'hostilité nous renvoie à une valeur culturelle dont l'enjeu est la vie humaine, le respect qu'on lui attribue et la valeur qu'on accorde à l'humanité. Le racisme, c'est la haine et le rejet de l'autre, consciente ou non, une haine consentie, affirmée, viscérale : haine et rejet de l'autre à cause de son sang, de ses origines sociales, de son histoire, de sa religion, de sa langue, de la couleur de sa peau, de ses idées, de l'image qu'il représente et de tout ce qui n'est pas nous. Refus inconsidéré et fruit de préjugés qui appellent la haine, la violence et la souffrance. Lorsqu'on réfère à cette notion, lorsqu'on accuse quelqu'un d'être un raciste, on interpelle donc le plus profond de son être, on porte un jugement, sans appel et lourd de conséquences, sur sa conscience, sur sa moralité, sur l'état de son âme.

Qualifier quelqu'un de raciste s'il ne s'est pas affiché comme tel —à la fois— dans son cheminement par ses déclarations, ses écrits, ses comportements et sa démarche, c'est donc lui faire un procès d'intention ; c'est lui coller une étiquette d'une extrême gravité, une étiquette qui nie ses engagements sociaux et ses opinions politiques, qui le marque au fer rouge pour toute sa vie durant, une marque indélébile qui le suivra jusqu'après son trépas, qui entachera sa mémoire et celle de sa descendance ; c'est placer un voile de doute, de suspicion et de préjugés qui lève un mur de mépris, de haine et de rejet ; c'est délibérément mettre quelqu'un à l'index, en rupture de ban avec l'humanité.

Le racisme c'est une idéologie, une intention de la destruction d'un groupe par un autre, d'un individu par un autre, une vision déphasée de la vie et des rapports humains qui sous-tend que les personnes ne naissent pas égales, une notion que je rejette de toute mon âme et dont on peut trouver une multitude de traces dans mes écrits et déclarations publiques. Mettez-y un inconséquent qui accuse son voisin, son rival, son concurrent de ce crime qui en est un contre l'humanité, parce qu'il a besoin d'une arme contre lui, parce qu'il veut le terrasser, parce qu'il veut sa place, son emploi, sa bonne renommée, sa vie, parce qu'il lui veut bêtement du mal, parce qu'il n'a pas d'autres arguments de le combattre que par la médisance, et vous avez là la recette d'une opprobre assistée de génération en génération, d'une haine plus ou moins calculée qui ne peut que conduire à l'affrontement et au malheur des peuples, une haine inacceptable qui ne fera que des perdants en bout de piste.

Le terme racisme est une épithète propre au XXe siècle et dont l'usage tend à se banaliser aujourd'hui pour faire avancer ou pour terrasser des options politiques. Il vient de *race*, un mot emprunté à l'italien et dans lequel on peut voir le latin *ratio*, qu'on employait au VIe siècle dans le sens de « *espèce d'animaux ou de fruits* » ; terme modifié dans sa terminaison (*isme*) à cause du genre ; d'où les dérivés *racé* (qui apparaît à la fin du XIXe siècle), *racisme* et *raciste* qui apparaissent au début des années 1930, alors que Mussolini et Hitler se préparaient à associer leurs démarches idéologiques (fascisme et nazisme) pour le plus grand malheur des Juifs et de l'humanité qui en restera à tout jamais entachée. Le dictionnaire *Larousse* définit le ra-

cisme comme « *une théorie fondée sur l'idée de la supériorité de certaines « races » sur les autres ; doctrine qui en résulte, prônant notamment la ségrégation entre « races inférieures » et « races supérieures »*. Bien que cette définition soit limitée à sa plus simple expression, elle a le double mérite d'échapper à la complexité et aux contradictions du jargon scientifique et d'être celle qui, juridiquement et socialement, s'en trouve à représenter l'idée généralement perçue par le grand public.

Dans *The Nature of Prejudice*, Gordon W. Allport (1958, 14-15) distingue cinq critères, cinq *formes* d'action « négative » à l'égard d'un groupe donné : 1- les attaques verbales ; 2- l'évitement, la ségrégation, la ghettoïsation ; 3- la discrimination visant à priver le groupe racisé à certains droits ou privilèges sociaux ; 4- l'attaque physique directe ; 5- l'extermination, le génocide. Au-delà de ces formes, il faut également prendre le temps de discerner à la base de cette démarche six *facteurs* qui y conduisent : 1- la recherche de l'avantage personnel et collectif ; 2- l'ignorance des autres groupes humains ; 3- les tensions nationales et religieuses ; 4- le contexte économique ; 5- le besoin d'une diversion politique ; 6- la reconnaissance d'une « race inférieure » et d'une « race supérieure ». ⁷

Voyons voir maintenant si ces cinq formes d'applications et si ces six facteurs collent à l'ensemble de mes affirmations, à mes agissements et à ma démarche, prenons le temps de relativiser et comparer mes agissements avec ceux de l'*Autre*, et faisons l'effort de situer le tout dans mes engagements citoyens qui m'opposent, sous la forme actuelle, au projet politique de traité entre le Gouvernement du Québec et les Inuit :

⁷ Trois lectures intelligentes à ce sujet : P.-A. Taguieff, *La force du préjugé / Essai sur le racisme et ses doubles*, Gallimard, Éditions La Découverte, Paris, 1987 ; Léon Poliakov, *Le racisme*, Seghers, Paris, 1976, 156p. ; Pierre Paraf, *Le racisme dans le monde*, Études et documents Payot, Paris 1964.

Les formes du racisme

[Retour à la table des matières](#)

Forme 1- les attaques verbales : Sur la foi de tout ce qui a été dit, enregistré, écrit et publié, il est clair qu'on ne pourra relever aucune citation où je m'adresse aux Inutsh avec des propos injurieux et avilissants, des propos visant à leur attribuer des défauts ou des tares raciales. Par contre, les discours tenus depuis plusieurs années par les représentants autochtones —j'ai bien dit représentants !— ont été bien souvent ceux de la colère, du mensonge, de la médisance et du préjugé racial négatif, préjugé incriminant qui a contribué à avilir l'image du « blanc » qui passe par mon engagement politique, et à attribuer une citoyenneté de deuxième classe à ceux et celles qui ne sont pas eux, à ceux et celles qui ne répondent pas à la définition culturelle, juridique et constitutionnelle de ce qu'est un « Indien ».

Citer tous les cas —vérifiables— où mon nom a été associé de façon malveillante à celui d'un « raciste » (parce que je m'oppose à la démarche politique autochtone), n'est pas nécessaire. Pour la démonstration de cette allégation, il suffit, pour un, de mentionner le cas de la rencontre télévisée avec l'activiste de Maliotenam, Gilbert Pilot qui a comparé mon livre (*Le dernier des Montagnais*) sur la voie des ondes nationales, le 17 octobre 1995, au « *Mein Kampf d'Hitler* » (ce qui est en dehors de toute vérité et une comparaison préjudiciable), et il suffit pour deux, de souligner la contradiction fondamentale que pose la soutenance fortement médiatisée et généralisée chez les Autochtones statués faisant d'eux les seuls *ayant droit* à la paternité historique du territoire, signifiant par voie de conséquence que les 282,000 citoyens non statués du Saguenay–Lac-Saint-Jean ne sont pas un peuple, qu'ils s'assimilent à l'étranger, à l'arrivant de la dernière heure, bref qu'ils sont tout au plus tolérés pour faire tourner l'usine à dollars canadienne. *Idem* pour les propos incendiaires du chef cri, Ted Moses, qui, le 23 mars 2000, a déclaré officiellement en anglais sur les ondes, que

le peuple québécois est « *fictif, inventé* », qu'il « *n'existe pas véritablement en fait et en droit* ». ⁸

Forme 2- l'évitement, la ségrégation, la ghettoïsation : Sur ce point, mes doléances et revendications ont toujours privilégié la rencontre conviviale des deux cultures, l'harmonisation des rapports et l'élimination du fossé rempli de préjugés qui les sépare et qui ne cesse de s'élargir. Le principe que je défends et que j'ai plusieurs fois exprimé dans ma correspondance avec les représentants de la communauté ilnuit ⁹, est pourtant fort simple : c'est celui qui est à la base de la loi humaine voulant que « *tous les hommes naissent égaux* ». Ici, point de nuances possible, je suis de ceux et celles qui pensent que la terre appartient aux vivants avant d'appartenir aux morts —bien qu'il incombe aux premiers de respecter la mémoire des seconds et de protéger ce patrimoine pour les suivants, peu importe leurs origines, leurs particularités culturelles et raciales. Et je réitère ma profession de foi aux trois principes déclarés solennellement dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « *Déclaration du 14 juillet 2000* » : 1- « *le territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean et toutes ses ressources appartiennent aux citoyens et citoyennes qui vivent sur ce territoire* » ; 2- « *la maîtrise politique et la gestion du territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean relèvent des citoyens et des citoyennes qui y vivent* » ; 3- « *le territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean est constitué des territoires actuellement délimités par les frontières des MRC Domaine-du-Roy, Lac-Saint-Jean Est, Maria-Chapdelaine et Fjord du Saguenay* ».

Forme 3- la discrimination : La discrimination est le fait de séparer un groupe social des autres en le traitant plus mal. Pour répondre à cette troisième forme, qui pourrait me reprocher de rappeler qu'il est toujours possible à un Indien statué, vivant dans une réserve ou non, d'aller s'installer à demeure partout au Canada, de travailler dans la localité de son choix avec pleine jouissance de la répartition de la richesse collective du milieu qui s'ajoutera à celle qu'il touche par ses privilèges, de s'épanouir où bon lui semble avec pleine jouissance des

⁸ Voir à ce sujet la chronique de Michel Hébert, « Selon les Cris le peuple québécois est "fictif" », in *Le Quotidien*, 24 mars 2000.

⁹ À titre d'exemple et entre autres, le lecteur pourra référer aux lettres et aux réflexions publiées dans *Le Pays trahi*, Société du 14 juillet 2000, 275p.

droits du citoyen reconnu par la Constitution, et de participer à la vie sociale et politique avec droit de vote si tels sont ses désirs —ce qui est fort bien ? Mais qui donc pourrait me faire grief encore une fois de soutenir ceci et cela, alors que l'inverse n'est absolument pas possible, alors qu'un « blanc » ne pourra jamais intégrer une communauté amérindienne ou réserve, ne pourra jamais participer à la vie politique et citoyenne sur ledit territoire autochtone, n'aura jamais le droit de vote et n'aura aucun droit de participer à la répartition de la richesse collective ?

Pour illustrer la contradiction du discours des représentants amérindiens qui témoignent justement d'une volonté pour eux et leurs communautés de s'enfermer dans une logique de ghettoïsation basée sur la discrimination, je rappellerai seulement le cas de la bataille juridique que les travailleurs blancs à l'emploi de la scierie *Industries Piekouagame* de Mashteuiatsh ont dû livrer au printemps 2000, pour obtenir la parité syndicale avec les « Ilnutsh » et réussir, au terme d'un combat juridique épique, à éliminer la création d'unités syndicales distinctes —avec droits et privilèges différents—en fonction de la race, une première en Amérique.¹⁰ Dans cette livrée, il n'est pas déplacé de rappeler au reste le récent avis d'éviction de la réserve de Kahnawake et la subrogation du droit de cité lancés *manu militari*, contre les Blancs résidant à cette enseigne, par le grand conseil de la communauté mohawk.¹¹

Et quoi penser de ce coup de clairon particulièrement mal inspiré de l'« *autochtone non inscrit* » (c'est ainsi qu'il se présente), Raymond Cyr, publié le 6 juillet 2001 dans le journal *Le Devoir*, en réplique aux lettres ouvertes du sociologue Jean-Jacques Simard (*Le Devoir*, 16-17 juin 2001) et de l'historien Russel Bouchard (*Le Devoir*, 29 juin 2001) ?

¹⁰ Voir à ce sujet la chronique de Louis Tremblay, « Syndicalisation à Mash-teuiatsh Me Françoise Gauthier se pose des questions », in *Le Quotidien*, 29 mars 2000, p. 4.

¹¹ Voir à ce sujet la chronique de Valérie Dufour, « Les femmes autochtones dénoncent l'éviction des Blancs de Kahnawake », in *Le Devoir*, 27 septembre 2000, p. A-4.

« Vous êtes-vous déjà arrêtés à savoir comment l'Amérindien vous perçoit ? [...] Avez-vous conscience d'être différents de l'Amé-rindien, vous à l'esprit irrémédiablement si cartésien ? Et, surtout, ressentez-vous la différence de nos êtres d'avec les vôtres ? Nous avons conscience de nos différences d'avec vous, de notre culture. Notre esprit passe d'une génération à l'autre, sans vous. Vous, en ce qui vous concerne, pouvez-vous parler d'une profondeur d'âme réelle ? [...] Mes fils sont de la culture des hommes, celle de mon père, de son père, et ainsi de suite, jusque bien avant que le Blanc ne se mêle à nous. Ceux qui ne sont pas de notre culture... [etc., etc., etc.] ». ¹²

En exprimant ses doutes aussi sévèrement sur la « profondeur d'âme réelle » des non-autochtones et en présentant ses fils comme étant ceux « de la culture des hommes » par exclusion des autres, M. Cyr établit justement les prémisses insoutenables de la ségrégation raciale et nourrit l'idée qu'il existe une « *race inférieure* » et une « *race supérieure* ». Difficile de ne pas le remarquer en effet, ces propos fielleux et particulièrement incendiaires proférés par un seul individu au nom du groupe ethnique dont il se réclame, expriment les émotions de quelqu'un qui s'est enfermé sur lui, de quelqu'un qui refuse l'*Autre*, de quelqu'un qui est en train de mourir de haine et qui n'a plus que le dépit à opposer ; qui plus est, des jugements de valeur de cette nature fixent des frontières ethno-culturelles inopportunes, entretiennent des préjugés raciaux qui creusent les écarts sociaux au lieu de les combler, bloquent le dialogue et pavent la voie à la violence.

Bien qu'il ne soit pas de mon intention d'attribuer une telle pensée sectaire et rétrograde à l'ensemble de cette communauté, on me permettra à tout le moins de souligner le fait qu'aucun leader « autochtone » n'ait jugé bon, à ce jour, de prendre le temps de s'en dissocier personnellement sur la même tribune et de la condamner sans nuances, ne serait-ce que pour mettre la collectivité qu'il représente à l'abri

¹² Voir à ce sujet la lettre ouverte de l'« autochtone non inscrit », Raymond Cyr, « Derrière un tas de pommes... », in *Le Devoir*, 6 juillet 2001.

d'accusations de racisme. D'ailleurs, il faut s'étonner du fait que le journal *Le Devoir*, d'ordinaire si tatillon sur la politesse de ses correspondants et si prompt à recalcr les écrits xénophobes, ait accepté de publier des attaques si viscérales et qu'il se soit fait messenger de telles insultes !...

Forme 4- l'attaque physique directe : Pour ne pas prendre le risque de réchauffer les sangs attédis de gens biens et susceptibles, on évitera de parler ici de la Crise d'Oka, du pays qui a été pris en otage pendant tout l'été 1990 pour des revendications politiques, par un groupe paramilitaire autochtone (les *Warriors*) armé jusqu'aux dents de fusils d'assaut (des armes prohibées par la loi), de coups de feu tirés au-delà d'une barricade de triste mémoire et de la mort violente du caporal Marcel Lemay, jeune policier de 31 ans tué par balle lors du raid de la SQ intenté contre les frondeurs, le 11 juillet 1990. ¹³

Mais même si je m'interdis de soulever cette désastreuse affaire, il n'est toutefois pas hors de propos de souligner qu'il devient difficile au lecteur de relativiser et d'établir correctement la part des choses lorsque : (1) l'ancien chef de la réserve de Mashteuiatsh, Harry Kurtness, « *fait un parallèle avec les conflits internationaux où le terrorisme est devenu la monnaie courante pour obtenir ce que les peuples veulent, affirmant avoir entendu trop longtemps, en négociant, de bonne foi, sans être écouté* » ¹⁴ ; (2) lorsque le grand chef de l'Assemblée des Premières nations, Matthew Coon Come, prévient Ottawa « *qu'il ignore combien de temps encore il pourra contenir ses troupes [et que] leur colère pourrait se transformer en violence* » ¹⁵ ; (3) lorsqu'il soulève publi-quement et intempestivement les spectres menaçants des révoltes d'« Oka », d'« Ipperwash » et de « *Burnt Church* » ¹⁶ ; et (4) lorsqu'il prévient belliqueusement son vis-à-vis

¹³ Voir à ce sujet la chronique de la Presse Canadienne, « Faits saillants de la crise », in *Le Quotidien*, 27 septembre 1990, p. 6.

¹⁴ Voir à ce sujet la chronique de Andrée Rainville, « Kurtness ne veut pas penser au terrorisme, mais... », in *Progrès-Dimanche*, 19 août 1990, p. 6.

¹⁵ Voir à ce sujet la chronique de la Presse Canadienne, « Les autochtones pourraient recourir à la violence », in *Le Journal de Québec*, 3 octobre 2000, p. 12.

¹⁶ Voir à ce sujet la chronique de la Presse Canadienne, « Coon Come craint une autre crise d'Oka », in *Le Quotidien*, 9 juin 2001, p. 20.

d'Ottawa, le ministre des Affaires indiennes, l'honorable Robert Nault, que « *n'importe quoi pourrait arriver* », et qu'il affirme du même souffle que « *quand on n'a plus rien à perdre, on peut faire n'importe quoi* » ¹⁷.

Dans un cas comme dans l'autre, qu'on me pardonne de ne pas vouloir préjuger le fond de la pensée de ces deux leaders spirituels et politiques influents, mais comment savoir s'il s'agit là d'une menace de représailles à peine voilée, d'une déclaration d'impatience citée hors contexte par un journaliste malhabile ou de mauvaise foi, de l'affirmation d'un pouvoir politique qui pourrait s'exprimer par la force si nécessaire, d'un ultimatum ; ou s'il s'agit plus simplement d'une peur exprimée, d'une mise en garde comme j'ai essayé personnellement de l'établir dans *Le Journal de Québec* du 18 septembre 2000 ¹⁸, pour dire que la tension monte dangereusement, pour signifier le danger de violence qui nous guette si ce pays et si cette province continuent de privilégier une politique d'apartheid favorable aux Indiens statués, une politique qui leur reconnaît des droits que les Blancs n'ont pas (ce qui est des privilèges accordés en fonction de critères raciaux), et qui attribue à ces derniers des devoirs que les Indiens n'ont pas (ce qui établit encore une fois, des critères discriminatoires de justice et de droit en fonction de la loi du sang) ?

Pour conclure sur ce quatrième point : quand les Micmacs de la réserve de Burnt Church, Nouveau-Brunswick, sous prétexte d'appartenir à la « première nation », s'octroient le droit de pêcher le homard dans la baie de Miramichi dans des temps défendus, qu'ils bafouent les lois de ce pays, qu'ils menacent d'user de violence, et qu'ils dérobent une part du butin de pêche des Blancs qui les observent de la rive en serrant les dents ¹⁹ ; et quand 300 chefs autochtones réunis en assemblée annuelle appuient, à l'unanimité, le chef d'une réserve de la Nouvelle-Écosse, Lawrence Paul, qui menace son vis-à-

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Voir à ce sujet la chronique de Denis Bolduc, « Le projet de traité avec les Innus "C'est l'ouverture à la guerre civile" », in *Le Journal de Québec*, 18 septembre 2000, p. 5.

¹⁹ Voir à ce sujet la chronique de la Presse Canadienne, « Pour Coon Come, Burnt Church symbolise le malaise autochtone », in *Le Devoir*, 18 août 2000.

vis d'Ottawa de bloquer l'autoroute trans-canadienne, « *de l'Île-du-Prince-Édouard jusqu'à Vancouver* » si le ministre n'accepte pas de se plier à leurs revendications, nous avons là, je crois, des comportements excessifs et conséquents, et des déclarations incendiaires qui attisent les ressentiments raciaux et qui ne peuvent que conduire à l'affrontement brutal entre les deux groupes. ²⁰

Forme 5- Et pour ce qui est de la cinquième et dernière forme, qui réfère à l'*extermination* et au *génocide*, elle n'est évidemment pas en cause ici puisqu'il est établi de part et d'autre et généralement admis que nul groupe culturel en présence —ou en opposition— dans ce pays, le Canada, ne souhaite la disparition de l'autre et que tous les groupes ethniques qui y ont pris racines reconnaissent qu'ils sont irrémédiablement liés pour la suite de l'histoire... Ce premier examen de conscience accompli, voyons maintenant si ces formes appliquées qui conduisent au « racisme » trouvent, d'une part et / ou de l'autre, un appui raisonnable quelconque sur l'un ou l'autre des six facteurs ci-devant établis et habituellement évoqués par mes détracteurs et accusateurs publics :

Les facteurs du racisme

[Retour à la table des matières](#)

Facteur 1- la recherche de l'avantage personnel et collectif : Ce premier facteur trouve ses fondements dans un contexte de colonisation, alors qu'une puissance métropolitaine ou impériale domine sur une ethnie asservie ; comme ce fut le cas chez les esclavagistes américains, d'avant 1865, ou comme c'est le cas aujourd'hui au Koweït, alors que les migrants sont confinés à des tâches laborieuses et serviles, et qu'ils n'ont pas la possibilité d'être reconnus comme citoyens. Vu qu'il n'a jamais été question d'attribuer de telles contraintes aux membres des « premières nations » (sic) et que la Constitution canadienne de 1982 leur reconnaît même des droits collectifs importants

²⁰ Voir à ce sujet la chronique de la Presse Canadienne, « Des chefs autochtones menacent d'ériger des barrages routiers », in *Le Soleil*, 19 juillet 2001.

assortis de privilèges particuliers discriminatoires (l'article 35), je ne crois pas qu'il soit abusif d'affirmer que cette manière de faire, qui est un puissant irritant pour le reste de la population (98%) qui se sent, à tort ou à raison, spoliée et abusée, n'a d'avantages que pour les « Autochtones ».

Facteur 2- l'ignorance des autres groupes humains : Celle-ci vient de l'isolement social, du manque d'instruction, de la volonté d'embrigader l'histoire pour des fins politiques ou mercantiles, de l'intérêt de maintenir les populations concernées dans l'erreur, c'est selon, mais qu'il soit dit que le racisme ne trouve jamais ses appuis dans la vérité, jamais dans l'effort honnête de s'ouvrir à la connaissance comme ce fut le cas avec la recherche historique et l'exercice d'écriture qui ont mené à la publication de mon livre, *Le dernier des Montagnais*.

Quand un chef Inuit (Rémy Kurtness) avoue « *qu'il n'a pas lu* » mon livre et qu'il reconnaît avoir répliqué publiquement sur la foi des « *textes journalistiques parus sur ce sujet dans [une] édition du Progrès-Dimanche* » ²¹ et qu'il recommande aux membres de sa communauté de ne pas lire le bouquin sous prétexte qu'il contient des propos racistes et mensongers à leur endroit (ce qui est contre toute vérité) ; quand un plénipotentiaire Inuit (Bernard Cleary), actionnaire principal d'une firme-conseil chargée de négocier des traités pour plusieurs nations autochtones à Québec et à Ottawa, associe ce même livre à « *la job de bras des historiens politiques* » dans une lettre ouverte publiée à la grandeur du Québec et qu'il affirme du reste comme une « *évidence* » éprouvée que j'ai voulu « *détruire, par l'analyse du sang, toute velléité de revendications territoriales des leaders autochtones contemporains* » ²² ; quand un chef de file Inuit (Gilbert Pilot) compare mon livre au *Mein Kampf* et qu'il afflige son auteur des épithètes de « *racistes* » et de « *baveux* » pour sa commission littéraire, nous avons là, je crois, l'évidence de comportements immatures qui ne

²¹ Voir à ce sujet la chronique d'Yvon Bernier, « Nation montagnaise / Le chef Rémy Kurtness prône le partenariat et l'équité », in *Le Quotidien*, 13 octobre 1995, p. 3.

²² Voir à ce sujet la lettre ouverte de Bernard Cleary, « Autochtones : « La “job de bras” des “historiens politiques” », in *La Presse*, 18 mai 1996, p. B-3.

peuvent qu'entretenir les préjugés des uns par rapport aux autres, nous avons là la manifestation d'une volonté ferme de continuer de discuter sur la foi de clichés erronés qui déforment la réalité historique, et nous avons là enfin l'expression de propos haineux qui ne peuvent que discréditer la rigueur intellectuelle de leur auteur et qu'envenimer les tensions qui ouvrent le chemin à l'affrontement inter-ethnique.

Facteur 3- les tensions nationales et religieuses : Il est clair que les affrontements armés d'Oka, en 1990, ont percé une première brèche dans le traité de paix de 1701, et ont stimulé une impatience latente de part et d'autre de la barricade. Depuis lors, les escarmouches ne se comptent plus au Québec et au Canada, et le bruit des tambours de guerre qui résonnent dans les quatre coins du pays se fait de plus en plus sourd et menaçant. Fondées ou non, raisonnables ou abusives, qui peut trancher pour l'heure sur l'acuité des prétentions et des récriminations des uns et des autres. Mais quoiqu'il en soit, cette crise a révélé et stimulé un laxisme politique au sein des Parlements québécois et canadien qui s'en sont trouvés affaiblis, et les leaders autochtones ont profité de cette anémie apparente pour hausser le ton et allonger la liste de leurs réclamations dites historiques. Conséquences perverses de cette surenchère, les *sangs* se sont échauffés (!), les voix se sont enflammées de part et d'autre, les cœurs se sont durcis et des tensions ethniques qui n'existaient pas avant ces jours funestes —du moins pas en apparence— empoisonnent désormais cette voie de tolérance qui caractérisait positivement la communauté canadienne dans son ensemble. Bref, en terme de racisme, car c'est bien de comportement raciste dont il est question ici, le pays a perdu sa virginité et risque de s'enfoncer dans cette sombre avenue s'il ne corrige pas rapidement la trajectoire.

Facteur 4- le contexte économique : Bien qu'il soit regrettable de voir la pauvreté et les malaises sociaux s'envenimer dans la plupart des communautés autochtones du pays—un phénomène qui affecte d'ailleurs un nombre de plus en plus important de communautés blanches de l'arrière-pays du Québec et du Canada— alors que nous produisons de la richesse au-delà des besoins du nombre et que les surplus budgétaires s'accumulent à Québec et à Ottawa, il serait mensonger de prétendre que les « autochtones » canadiens reçoivent moins que leur juste part au chapitre de la répartition de la richesse collec-

tive.²³ Rappelons seulement ici que les quelque 700,000 Indiens statués du Canada ont obtenu l'an dernier une aide financière d'environ 6,5 milliards \$ (ou 9,300 \$ par autochtone), une partie de la richesse collective totalement hors d'atteinte du reste de la population ; et que sur l'ensemble des dépenses publiques fédérales et provinciales, chaque autochtone a touché environ 19,500 \$ alors que la moyenne canadienne se situe à 10,200 \$ par habitant.²⁴

Facteur 5- le besoin d'une diversion politique : qui fut l'une des causes de l'antisémitisme hitlérien, des génocides juifs, ukrainiens, rwandais, etc. Il est le facteur le plus sournois et le plus sujet à critique et appréciation, mais il est aussi celui qui trouve sa place le plus facilement dans la plupart des formes que prend le racisme. Au Canada, au Québec et au Saguenay–Lac-Saint-Jean, soulever la question c'est aussi y répondre. *Pour le Canada*, reconnaître aux « premières nations » des privilèges au détriment des droits de tous, c'est se donner un allié de poids sur les plans international et national dans la lutte contre les nationalismes provinciaux —et notamment celui du Québec ; c'est engager le processus de partition des territoires provinciaux en fendillant et infiltrant, de l'intérieur, l'hégémonie politique de l'occupation du territoire en l'attribuant à un tiers en vertu de la loi du sang ; c'est plus prosaïquement diviser pour régner !

Pour le Québec (et plus particulièrement pour le gouvernement nationaliste du Parti Québécois), c'est une manière de courtiser les autochtones (qui sont par nature pro-fédéralistes) pour les amener à adhérer au projet d'indépendance nationale et c'est présenter une image de tolérance raciale sur le plan international ; c'est une manière de combattre à la racine (!) l'émergence d'un sentiment régionaliste et c'est neutraliser toute possibilité autonomiste de la part des populations régionales canadiennes-françaises en les réduisant à la condition de locataires dans leur propre « pays » et en les assimilant corps et

²³ Voir à ce sujet deux textes : André Duchesne, « Déficit de 239 millions \$ pour 174 bandes autochtones », in *La Presse*, 3 juillet 2000, p. A-6 ; *L'Acadie Nouvelle* le 12 juillet 2000, « Financement fédéral des réserves autochtones / Deux aînés de Big Cove exigent des explications ».

²⁴ Voir à ce sujet la chronique de Claude Piché, « L'aide financière aux Autochtones », in *La Presse*, 28 septembre 2000, p. D-3.

bien au melting-pot de la nation montréalisée ; c'est une façon particulièrement brutale, sournoise et efficace de s'emparer des ressources naturelles d'une région sans égard aux populations blanches qui y vivent et qui commencent à bomber le torse face à Québec ; et c'est se donner un interlocuteur d'affaires pour partager le butin.

Ainsi, le cas de l'association Hydro-Québec et Hydro-Ilnu dans la construction et l'opération d'une centrale hydroélectrique sur la rivière Mistassibi au Lac-Saint-Jean l'année dernière, permet de bien sentir l'âcre odeur des enjeux concernant la conclusion prochaine d'un traité entre le Gouvernement du Québec et les Inutsh : une centrale de 10 Mw à construire en milieu urbain, une population canadienne-française (98% de la population régionale) à neutraliser, et des normes environnementales à transgresser, rien de plus facile lorsqu'on réussit à faire reconnaître le principe que le territoire appartient aux Inutsh (2% de la population régionale) en vertu de l'histoire, que ces gens sont les seuls *ayant droit* à l'usufruit de ce patrimoine et qu'il suffit à l'Hydro-Québec (l'une des mains noires qui agissent au-dessus du gouvernement !) de leur donner 51% des parts pour surmonter aisément toutes les contraintes environnementales, sociales et politiques. ²⁵

Facteur 6- la ségrégation entre « races inférieures » et « races supérieures » : Ici, c'est le résultat final, la définition portée au dictionnaire. C'est l'horreur des différences qui plante ses racines dans les instincts les plus primitifs de l'homme, c'est croire et prétendre contre toute vérité que le sang de l'un est supérieur ou inférieur à celui de l'autre, et c'est soutenir contre nature que l'un des deux mérite des privilèges exclusifs et discriminatoires ; ce qui ramène inévitablement à la négation de l'autre à cause de ses attributs raciaux... ce qui est de la discrimination raciale, ce qui est le racisme. Ainsi donc, le simple fait de se réclamer membre de la « *première nation* » de ce pays et d'exiger un statut particulier en fonction de ses racines, établit, *de facto*, un ordre hiérarchique discriminatoire et exclusif basé sur la loi du

²⁵ Voir à ce sujet, Russel Bouchard, « La filière montagnaise à la rescousse d'Hydro-Québec », Chicoutimi, 15 octobre 2000, in *Le Pays trahi*, 2001, pp. 161-174.

sang. Cette réclamation soulève un problème d'ordre éthique et moral fondamental :

1- parce qu'elle contrevient au principe qui est à la base de la loi humaine voulant que tous les hommes naissent égaux en droits et que c'est la société qui les avilis ;

2- parce qu'elle désavoue les principes fondamentaux édictés dans les articles premier et deuxième de la *Déclaration universelle des droits de l'Homme* du 10 décembre 1948, considérant que « *tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits [, qu'ils] sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité [, et que] chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation* » ;

3- parce qu'elle heurte de plein fouet les principes fondamentaux de la *Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* du 20 novembre 1963, considérant que « *toute doctrine fondée sur la différenciation entre les races ou sur la supériorité raciale est scientifiquement fausse, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse et que rien ne saurait justifier la discrimination raciale, ni en théorie ni en pratique* » ;

4- parce qu'elle contredit de but en blanc l'esprit et la lettre de l'article 15 de la *Charte canadienne des Droits et Libertés* de 1982 sensé protéger la personne, « *non seulement contre la tyrannie de l'État mais également contre celle qui pourrait découler de l'appartenance à une collectivité minoritaire et disant formellement que tous sont égaux devant la loi et ont droit à la même protection, sans “discriminations fondées sur la race, l'origine natio-*

nale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques” » ²⁶

5- et parce qu'elle compromet le droit prévu à l'article 10 de la *Charte québécoise des Droits et Libertés de la Personne* du Québec, considérant que « *toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice en pleine égalité des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap [et qu'il] y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit.* »

Cela étant, si mes compatriotes amérindiens reconnaissent, comme moi, que tous les hommes naissent égaux, et que nous avons la même Mère, la Terre du Saguenay–Lac-Saint-Jean, alors comment peuvent-ils revendiquer un statut d'être humain (*ilnut*) supérieur au mien ? comment peuvent-ils prétendre à des droits qu'ils ne me reconnaissent plus ? et comment peuvent-ils m'exclure d'une histoire que nous partageons ? d'un héritage qui revient à tous les fils de notre Mère ? De même qu'il ne peut être nié qu'avant l'arrivée de l'homme blanc en terre d'Amérique il y avait des hommes au teint cuivré, il relèverait du mensonge de nier que d'autres au teint plus blanc se sont ajoutés à la caravane de l'histoire pour prendre part à cette marche commune, et il relèverait du mensonge par omission de ne pas prendre le temps de souligner et reconnaître que les enfants des uns et des autres appartiennent tout autant à cette sueur d'Amérique. Oui, tous les hommes naissent égaux ! Et le fait d'établir des différences relève d'une déci-

²⁶ *Charte canadienne des Droits et Libertés*, texte tiré de la *Loi Constitutionnelle de 1982* et présenté par Pierre Elliott Trudeau, in *Les années Trudeau – La recherche d'une société juste*, collectif préparé sous la direction de Thomas S. Axworthy, Éditions Le Jour, 1990.

sion engageante, d'un choix conséquent qui n'appartient qu'à celui (ceux) qui parle (nt) et agit (issent) en ce sens.

En ce qui concerne mon livre plus précisément, *Le dernier des Montagnais*, je suis d'avis que mes détracteurs publics n'ont là aucune leçon d'humanité et d'histoire à donner à qui que ce soit, et que les tribunes mortellement soumises où ils ont exprimé leur désaveu à cet égard et craché leur fiel à mon endroit sans jamais subir l'épreuve d'une analyse contradictoire, portent en elles le témoignage tenace de leurs limites. À maintes reprises depuis le lancement du 3 octobre 1995, ces gens —Cleary, Pilot, Kurtness, Moar, Trudel (Pierre !), Charest et consorts— ont porté un jugement moral, plutôt que littéraire. Pour une raison ou pour une autre qui reste à évaluer, ils ont préféré attaquer le messenger plutôt que le message, et n'ont jamais favorisé le débat d'histoire auquel j'avais pourtant droit. Ils ont donné un sens politique à une démarche qui n'avait qu'un seul et unique souci ; celui de comprendre. Ces politiques autochtones et ces anthropologues qui leur sont inféodés ont oublié qu'en histoire, comme en littérature, il n'y a pas de sujets nobles ou tabous ; il y a la *question* posée qui détermine la démarche, il y a les *faits* tels qu'ils se présentent à travers les documents, et il y a la manière de les faire parler, c'est-à-dire *l'analyse*, ce qui relève de l'intelligence et de l'art. Pour le reste, tout le grenouillage médiatique qui s'est fait à l'extérieur de cette trajectoire, —*questions, faits, analyses*— est totalement inapproprié et concerne bien peu le champ de l'histoire sur lequel ils n'auront jamais voulu se confronter. Un point c'est tout !

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics et à quelques témoins

[Retour à la table des matières](#)

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À Isabelle Hachey ²⁷
(*Le Devoir, Montréal*) ²⁸

Chicoutimi, 28 avril 1994

Madame,

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques semaines, plusieurs journaux du Québec, y compris le vôtre, se sont livrés à un exercice d'auto-flagellation collective portant sur la question autochtone et sur les propos racistes qui ont pu s'échapper, par mégarde, de la plume de certains de vos confrères de pupitre. Lors de ces séances mea-culpistes qui sentent les puérielles confessions publiques pratiquées par les prédicateurs américains et qui commencent à friser l'hystérie médiatique, vous vous êtes confessés publiquement d'être parfois tombé dans la mièvrerie, voire même dans le jaunisme. Comme pour vous laver de cette insubordination face à un idéal collectif qu'on tient à orienter —à juste titre— vers l'acceptation des différences et le respect des autres sans égard à la langue, à la race, à la religion, à la culture et à la couleur de la peau, certains d'entre vous ont préféré tomber dans le facile et tout simplement transmettre leurs « péchés » aux autres ; se disant sans

²⁷ En réponse à la chronique de Isabelle Hachey (« Ils devaient répondre hier. Onde de choc au Saguenay. Un animateur radio et un historien devant le CRTC pour propos racistes ») publiée dans *Le Devoir* du 28 avril 1994.

²⁸ Cette lettre adressée au journal *Le Devoir*, fut publiée (non sans combattre) dans l'édition du 4 mai 1994, sous le titre, « Insoutenable spirale du racisme. Un texte contribue à accentuer l'incompréhension entre les communautés blanche et rouge ». Cette lettre ouverte a été publiée également dans *Lettres du Saguenay*, 1998, pp. 187-189.

aucun doute qu'ils avaient fait là le nécessaire pour promouvoir la paix et la justice.

Ne vous en déplaie madame, le problème autochtone est un problème collectif qui cimente la totalité de la communauté canadienne et nul d'entre nous —même vous, sous prétexte de vous laver publiquement— ne peut s'attribuer le droit exceptionnel de s'en dissocier. Dès lors où quelqu'un revendique des privilèges particuliers au nom de la qualité de son sang, qu'il sort dans la rue, l'obstrue, bafoue les lois, se soustrait à ses devoirs sociaux et qu'il tire sur son opposant avec des armes à feu illégales, nous entrons malheureusement dans l'insoutenable spirale du racisme et nous nous exposons, collectivement, à des débordements de langage, à la violence verbale qui, horreur des horreurs, dégénèrent en violence physique.

Du reste, je vous dirai, chère madame, qu'il n'est pas dans mon intention de vouloir me disculper des propos —si on les prend à la lettre— soit disant « racistes » et « agressifs » que j'aurais tenus à la station radiophonique CJMT, de Chicoutimi, l'automne dernier. Loin de moi cette idée ! Et encore moins celle de vouloir m'en excuser !

Malgré mon offre cordiale de vous acheminer rapidement le collectif de mes textes et de mes chroniques —intégraux et sans nettoyage— portant sur les autochtones et la cause qu'ils soutiennent, et de vous permettre ainsi de faire une lecture plus juste de ma pensée profonde et des intentions qui ont suscité mes propos, vous avez préféré tomber dans le facile et faire dans le discours lénifiant qui a l'avantage de bien paraître publiquement. Prétendre que l'on a la vertu, ne fait pas nécessairement de nous des êtres vertueux... et quand bien même qu'on s'écorchera la peau à vouloir se libérer de la partie dérangeante de notre histoire, le mal est fait, atrocement fait, et ne pourra jamais être effacé de la mémoire collective. Comme un autre journaliste de la presse anglophone l'a fait avant vous ²⁹, vous avez

²⁹ Il est question ici du journaliste Alexander Norris qui a publié, dans le journal montréalais anglophone *The Gazette*, une série de chroniques mensongères, biaisées et hors contexte (du moins en ce qui me concerne), une série de chroniques dont voici les titres et la chronologie :

préféré jouer le jeu, brillant et intelligent, des porteurs du flambeau de la cause autochtone et vous avez contribué ainsi à accentuer l'incompréhension et les préjugés qui séparent les deux communautés, blanche et rouge. Chapeau madame !!! Vous avez fait dans le mille et j'oserai même vous dire que votre texte devient même un incitatif à la violence...

J'aimerais vous dire que j'entretiens bien de la méfiance envers ces gardiens des bonnes manières, ces « suffragettes » du protocole et de la bienséance, tous ces esprits vertueux qui veulent épurer la société et ces âmes bien pensantes qui s'arrogent la prétention d'avoir l'unique et seule bonne parole, en fait la seule « vraie » version de l'histoire.

En ce qui concerne ma propre vision du problème autochtone, je vous dirai succinctement qu'en vertu de mes origines tout aussi autochtones (montagnaise de Tadoussac et du Lac-Saint-Jean) qu'un Billy Two Rivers, un Pelletier, un Norton ou un Kurtness (qui ne sont en fait que des métis comme moi), je trouve tout à fait abusif et injuste de me faire attribuer l'étiquette de « raciste » et « fasciste » sous prétexte de propos débordants et enflammés, des propos lancés dans la mêlée émotive de la crise de la contrebande des cigarettes, l'automne dernier : crise qui, est-il utile de le préciser, est surtout le résultat du laxisme honteux de notre système politique. Tout au plus peut-on parler de dissident à l'intérieur même de la communauté autochtone, un rebelle qui s'oppose énergiquement à l'éclosion d'une société canadienne cristallisée entre plusieurs factions racistes, un citoyen qui s'oppose à l'instauration d'une société bipolaire, segmentée à partir du seul critère sanguin et d'un ludique droit du « premier occupant ». Évidemment, ces gens qui se prétendent de la « Première Nation » (déclaration on ne peut plus raciste), sans en avoir soumis la

« Racism said rife on radio broadcasts. Activist cites instances of anti-Indian rhetoric on two talk shows », *The Gazette*, march 31, p. A-5 ;

« CRTC investigates complaints of racism. Radio stations in Chicoutimi and Jonquière both broadcast racist and inflammatory comments about Indians, Kahnawake Mohawks charge », *The Gazette*, April 21, p. A-6 ;

« Racism poisons the airwaves » (Editorial), *The Gazette*, April 24 ;

« Radio station apologizes to aboriginals. Commentator suggested on air that some Indians should be shot », *The Gazette*, May 17, p. A-6

preuve généalogique, ont été suffisamment efficaces pour émouvoir la communauté mondiale qui connaît bien mal notre réalité. C'est bien connu des Canadiens, la notion d'« amérindianité » aujourd'hui, est une définition irrationnelle et essentiellement juridique, très floue et d'une émotivité angélique.

Je pense que ce pays —s'il en est encore un— appartient à tous ceux et celles qui se retroussent les manches et qui le construisent. En 1534, lorsque Jacques Cartier est arrivé au Canada et qu'il en a pris possession officiellement au nom du roi de France, dans l'esprit de l'époque la planète ne connaissait aucune limite. Nous savons présentement qu'elle n'est qu'un petit bateau qui est en train de se polluer atrocement, et que tout le monde doit mettre la main à la pâte pour être capable de le maintenir à flot. Sous aucun prétexte, les Amérindiens ne peuvent et ne doivent essayer de se défilier devant cette responsabilité.

Je dis, enfin, qu'avec les défis énormes que nous impose la modernité, aucune société ne peut se payer le luxe de libérer certains de ses membres de leurs devoirs envers elle, et surtout pas sous prétexte de la qualité du sang. En plus de subir une criante injustice, la population aurait l'impression d'être flouée par un système déphasé qui ajoute l'insulte à l'intolérable. Malgré leur refus d'y participer, les autochtones sont engagés dans un processus social planétaire d'une extrême importance et je crois qu'ils ne peuvent s'y soustraire tout en tentant de tirer le meilleur parti possible de la bonne volonté de l'immense majorité. Laisser se produire cette injustice sans réagir, serait à toute fin pratique accepter qu'on établisse une situation d'apartheid au Canada. Et cela, au nom de la justice et en tant que citoyen né libre et égal, je ne peux et ne dois l'accepter...

Russel Bouchard

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

L'Histoire n'est pas une question d'équité mais de vérité ! ³⁰

[Chicoutimi, le 11 mai 1997]

[M. Chevrier]

[Retour à la table des matières](#)

Je viens tout juste de prendre connaissance de votre dernier numéro, *Recherches amérindiennes au Québec* (printemps 1997), sous-titré « Innuat anutshis » et consacré aux Montagnais d'aujourd'hui. Bien que j'y découvre un contenu passablement moins « copieux » et beaucoup plus « réservé » que celui qu'on nous annonçait avec une assurance désarmante, à l'automne 1995 (donc peu de temps après la médiatisation fracassante du « dernier des Montagnais »), j'ai eu beau-

³⁰ Lettre rédigée à Chicoutimi, le 11 mai 1997, et publiée dans la revue *Recherches amérindiennes au Québec*, Vol. XXVII, no 2, Montréal, automne 1997, pp. 92-93. Elle est suivie d'une réplique qui reprend en gros les dénonciations antérieures et qui est loin de faire reluire l'argumentation pro-autochtone et pro-universitaire. Cette lettre ouverte a été publiée également dans *Lettres du Saguenay*, 1998, pp. 327-332.

—Si les Lafontaine, Rousseau, Voltaire, Zola et Buies avaient coiffé des bonnets carrés —lire universitaires—, parions qu'ils se seraient réfugiés dans les honneurs et le confort du Louvre et qu'ils n'auraient su briller avec autant d'intensité que dans leur marginalité. Voilà tout le drame du savoir critique de notre époque ; il a été mis sous séquestre par les possédants ; il a été réquisitionné par les bien-pensants et emprisonné dans les protocoles corporatifs pour ramollir les cerveaux et neutraliser toute volonté de changement, toute possibilité d'émancipation ; il est désormais de l'unique ressort d'une armée de mercenaires orgueilleux et vaniteux qui troquent leur liberté créatrice, brandent leurs vérités aux plus offrants et se laissent emprisonner sous les monceaux de médailles, les prix d'excellence et le poids des subventions qu'il leur faut obtenir coûte que coûte, même au prix de la lâcheté et de la vérité.

coup de plaisir à lire le collectif de Paul Charest et Daniel Clément : « Les Montagnais ou Innus à l'approche du XXI siècle ».

Bien sûr, depuis la publication, in extenso dans le journal *Le Soleil* (Charest 25 mars 1996) et dans vos colonnes (Automne 1996), d'un pamphlet rédigé par le professeur Charest, qui avait tenu à dénoncer avec force « La supposée disparition des Atikamekw et des Montagnais », j'avais déjà eu l'occasion de développer mon flegme face à des analyses littéraires méprisantes, accusatrices, injurieuses, émotives, partiales, voire même biaisées. Ayant alors considéré qu'il n'y avait pas là matière à débat scientifique et que la passion suppléait, hélas, à la raison, j'avais jugé, derechef, qu'il n'était pas opportun de répondre à l'invitation juvénile de Pierre Trudel qui me défiait de « répondre à mes pairs » (sic) « dans les pages mêmes de *Recherches amérindiennes au Québec* » (Automne 1996). Le dernier numéro de votre périodique et la « présentation » pondérée qu'en fait aujourd'hui le duo Charest-Clément, démontrent, avec grandiloquence, qu'il est maintenant possible d'engager des échanges plus constructifs et de comparer la teneur de certains éléments qui tapissent la toile de fond de nos conclusions respectives —si opposées soient-elles.

Vous en conviendrez sans aucun doute assez aisément avec moi, la quête de la liberté, fut-elle transcendante à la pensée humaniste, ne doit pas pour autant cautionner la transgression des règles, des principes et des préceptes qui encadrent la recherche de la vérité. En fait, je suis de ceux et celles qui croient que ces deux idéaux qui tendent vers l'absolu, sont indissociables l'un de l'autre et ne doivent souffrir d'aucune compromission ! Je ne vous cacherai pas ma surprise —agréable, je dois le dire— d'apprendre que j'appartiens à une « école de pensée » : celle de « Chicoutimi ». Loin de me déplaire, l'idée m'enivre et me séduit ; réprimé et écarté de la guilde savante, à cause de la délinquance irrévérencieuse de mes opinions de chercheur libre et sans port d'attache, vous mettez ainsi fin à mon long bannissement de la « sainte » table des discussions sélectes, conformistes et institutionnelles, et vous nous permettez, enfin, d'apprécier des notions qui nous échappaient jusqu'alors !.. Et j'ajouterai que la Liberté, la vraie, celle avec un grand « L », celle qui permet de s'ouvrir aux autres malgré les différences fondamentales et les divergences d'opinions, ne saurait être et se développer sans une constante remise en question de

notre histoire commune, sans une reconnaissance inconditionnelle de ce que nous sommes en tant qu'individus, cultures et sociétés, et sans une solide réflexion de ce que nous voulons être sur ces mêmes plans. Chacun, à sa manière, vient donc de faire un pas dans la bonne direction. Vous m'en voyez ravi ! Car le respect des différences ne peut venir qu'après l'acceptation de l'autre !..

Mais en dépit de cette ouverture d'esprit fort prometteuse, permettez-moi cependant de nuancer certains des termes qui réfèrent à cette fameuse « école de Chicoutimi » : « De fait, —écrivent alors Charest et Clément— c'est surtout comme partenaires commerciaux qu'ils —[les Montagnais du Québec]— sont présentés par les historiens de « l'école de Chicoutimi » (Victor Tremblay, Jean-Paul Simard, Russel Bouchard) pour qui « la chasse-gardée » de Tadoussac, remplacée par le Domaine du Roi, est au coeur même de l'histoire montagnaise (Simard 1989 [1979], 1983 ; Bouchard 1995). » Nul doute, l'idée est emballante sur le plan intellectuel et stimulante sur le plan scientifique. Elle ouvre des pistes de recherches fort intéressantes et mérite d'être creusée davantage ; ne serait-ce que pour mieux définir et mieux comprendre les assises et les grands courants de pensée historiographiques qui animent la plate-forme des discussions relatives aux Autochtones du Canada.

Bien que l'approche historiciste et économique soit effectivement un dénominateur commun qui singularise les paradigmes de cette « école », je crois cependant qu'une simplification excessive du concept permet de banaliser et d'évacuer —un peu trop facilement— les antinomies irréconciliables marquant l'originalité de chacune des thèses soutenues, au fil des ans, par ces trois chercheurs qui appartiennent à des époques bien différentes, mais qui, il est vrai, se rejoignent à quelque part dans leurs cheminements scientifiques personnels et dans la manifestation des traits de caractère de la culture judéo-chrétienne.

À tout seigneur tout honneur, représentons d'abord pour les besoins de la cause la thèse de l'abbé Victor Tremblay. Manifestement la plus ancienne et la moins nuancée des trois sur le plan scientifique, celle-ci privilégie plutôt les rapports commerciaux et le transfert culturel dominant des Euro-canadiens, par le biais d'une pression

évangélisatrice constante et particulièrement dénaturalisante pour les nomades évoluant dans les limites du « Domaine du Roi ». Publiée en 1938 pour la première fois avec la participation assidue de l'abbé Lorenzo Angers, elle fut réaffirmée avec force trente ans plus tard par Tremblay (mais en solo cette fois-ci), dans une version refondue, corrigée, augmentée et publiée en 1968 dans son « Histoire du Saguenay depuis les origines jusqu'à 1870 ». —« Bien qu'il se soit toujours évertué —écrivais-je dernièrement dans mon livre anathème (Bouchard, 1995)— à proposer une approche d'une extrême « générosité » envers les Montagnais du temps de Cartier, cette « vision », gardienne de la Bonne Parole, n'était qu'une sorte de prolongement de la pensée missionnaire qui l'avait habitée toute sa vie durant, alors qu'il confondait naïvement, zèle apostolique, histoire... et Parole d'Évangile. »

La thèse soutenue, en deuxième lieu, par l'abbé Jean-Paul Simard, est beaucoup plus stimulante sur le plan scientifique que celle initiée par son maître, l'abbé Victor Tremblay (qui n'a, d'ailleurs, rien à voir dans l'élaboration de la théorie de la « chasse-gardée »). Développée et approfondie par ce professeur-chercheur de l'Université du Québec à Chicoutimi, entre 1970 et 1983, celle-ci se définit alors dans la relation des rapports commerciaux dominés par l'esprit d'une économie mercantiliste qui subordonne les influences politiques et les échanges culturels établis autour de la vivifiante théorie de la « chasse-gardée de Tadoussac ». Analysée dans l'angle d'une enquête épistémologique savante, la série d'hypothèses et de pistes soulevées par cette approche nouvelle et les multiples analyses qui vont en découler, marquent, pour ainsi dire, —et le mot n'est pas trop fort— une révolution sur les plans scientifique et historiographique. À tout le moins, ceux qui, comme moi, ont eu la chance et le plaisir d'assister aux cours d'histoire de cet humaniste attachant (notamment « Français et Amérindiens : le choc des cultures » et la « Politique indienne de Champlain »), en ont été positivement marqués.

Enfin, la dernière des trois thèses —donc la mienne— qui servent de support à « l'école de Chicoutimi », établit une corrélation très étroite entre (1) l'activité commerciale de la traite (toujours dominée par l'esprit du mercantilisme à la française), (2) les tactiques diplomatiques métropolitaines paternalistes et la récupération des rouages po-

litiques qui polissent les rapports entre les différentes composantes de la société amérindienne d'alors, (3) et le raffermissement des alliances militaires qui permettent de consolider cet ensemble. En fait, cette vision singulière de l'histoire des Montagnais se démarque considérablement de celle proposée initialement par Tremblay et trouve, par contre, de nombreux appuis dans les écrits et les enseignements de Simard. Elle plante plus exactement ses premières racines dans les études initiatiques élaborées (de 1975 à 1985) autour des armes de traite et des rapports soutenus qu'elles ont entretenus avec l'histoire commerciale et militaire de l'Amérique du Nord. Plus précisément, cette pensée historiciste émerge avec la publication du « Saguenay des Fourrures » (1989) et atteint sa maturation lors de la parution de livre titré, « Le dernier des Montagnais » (1995) ; un essai littéraire novateur, faut-il le répéter, vivement répudié (par les membres de l'ethnie mise en cause) et violemment qualifié (par les chercheurs pro-autochtones) de... « brûlot » rédigé « dans le but manifeste de nier l'existence des droits territoriaux aux Montagnais. » (Charest-Clément, 1997). Cette manière de faire vieille comme le monde et bien naïve, faut le reconnaître, consiste à tirer sur le messager au lieu de s'attaquer à la teneur du message qu'il véhicule.

Mais de la motivation profonde qui a guidé ma démarche et creusé le sillon de ma plume qu'en savez-vous au juste ? À défaut d'une analyse critique empreinte de respect et d'ouverture, mes pourfendeurs ont préféré, ici et avant, me faire un procès d'intention sur la place publique et m'attribuer de bien noirs desseins ! À vous, descendants des premiers Inutsh et frères de sang, amis collègues et chercheurs aguerris, faut-il vous préciser que l'histoire n'est pas une question d'équité mais bien de vérité ! Qu'elle est l'une des formes de cette vérité, pure et simple, que nous portons tous en chacun de nous. Qu'elle est une manifestation de cette recherche de la vérité qui se veut et se doit d'être influencée par le prisme de nos émotions, de notre vécu, de nos frustrations, de nos joies, de notre expérience, bref... de notre culture. L'histoire, engagée ou pas, conciliante ou déplaisante, est celle du reflet que nous envoie le miroir de l'âme du passé des hommes qui ont habité et habitent toujours cette région, ce pays, ce continent, cette planète. Ici, il n'y a pas de diplomatie ni d'alliances qui vaillent ! Il n'y a qu'à se pencher et cueillir ce qu'on voit, ce

qu'on goûte et ce qu'on mange. Le reste n'est qu'illusion, fabulation, mensonge, néant...

Russel Bouchard

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À Lauraine Robertson-Moar ³¹
(*Mashteuiatsh*)

« La sève qui court dans les arbres transporte les souvenirs des Hommes Rouges. Nous faisons partie de la terre, et elle fait partie de nous. [...] Enseignez à vos enfants ce que nous avons appris aux nôtres, que la terre est notre mère. Tout ce qui survient à la terre arrive aussi aux enfants de la terre. [...] La terre n'appartient pas à l'homme ; l'homme appartient à la terre. Cela nous le savons. Toutes les choses sont liées comme le sang qui unit une famille. »

Chef Seattle, 1854

Chicoutimi, 19 mars 2000

Chère Madame,

[Retour à la table des matières](#)

Tel que promis jeudi dernier, je vous fais parvenir cet essai —que je trouve aujourd'hui bien prétentieux— consacré à mes mémoires et vous offre, en surprime, cet autre bouquin consacré au Dernier des Montagnais. Maintenant que l'émotion qui a auréolé la sortie de ce dernier s'est dissipée (il aura fallu cinq ans !), je vous invite bien humblement à le lire. Ne serait-ce que pour vous donner bonne conscience et pour vérifier —par vous-mêmes— si tout le mal qu'on en a dit au sein de la communauté montagnaise (et de la guilde historienne

³¹ L'auteur de cette lettre n'a reçu ni accusé de réception ni réponse de la destinataire, Mme L. R.-Moar, l'épouse de M. Clifford Moar, l'actuel chef de la réserve indienne de Mashteuiatsh.

institutionnalisée qui ne s'est pas privée pour déformer mon message !) est fondé. Et qui sait, peut-être en apprendrez-vous sur vous ?...

Chaque mot qui s'y trouve, chaque phrase qui les tisse avaient pourtant été pieusement soupesés, polis et repolis afin d'éviter le délire que je pressentais déjà à mi-chemin. Mais il me faut croire que le préjugé de ce qui provient de l'autre, la peur de perdre quelque privilège ont surclassé la raison pour finalement permettre à la clameur d'étouffer la poussière de vérité dont il est porteur. Sans doute ai-je été bien maladroit et bien téméraire de m'être attaqué à un tel défi, mais je refuse d'en porter seul le blâme, de ne rien dire de ce que j'ai découvert au fil de ma recherche pour ne pas heurter. Pas question pour moi de fermer les yeux sur les ombres de notre histoire commune ! Et encore moins d'accepter d'appartenir à la deuxième ou à la troisième nation, comme le suggèrent ceux et celles qui se disent de la première (ce qui, au reste, est un geste de refus envers les autres). Certains de mes ancêtres ilnutch portent les mêmes noms que les vôtres, dans mes veines coule le même sang, dans mon esprit se perpétue le même drame, et il ne m'est pas permis de les renier, de me défilier.

Car comme vous, comme ceux de votre communauté je suis en crise d'identité, et il m'importe de pénétrer le cercle. Nous avons tous, en regard de l'histoire qui s'écrit par nos choix et par nos actions, une croix qui nous vient du passé, un témoignage à livrer, un message d'espoir à porter, un pas à faire dans le cercle. « Vous avez remarqué que toute chose faite par un Indien, est dans un cercle, expliquait avec beaucoup d'émotion et de poésie Black Elk, le chef des Sioux Ogla-las ; il en est ainsi parce que le pouvoir de l'Univers agit selon des cercles et que toute chose tend à être ronde. [...] Tout ce qui fait le pouvoir de l'univers se fait dans un cercle. » Oui ! cette terre sacrée qui est ronde, cette terre dans laquelle reposent les os de nos ancêtres communs, appartient à ceux et celles qui l'habitent aujourd'hui. Il ne tient qu'à nous de faire en sorte qu'elle en soit une de paix, qu'elle soit en mesure de nourrir les solitudes qui y cohabitent et qui, dans la fosse commune du temps n'en forment plus qu'une.

Mes amitiés et mes respects.

Russel Bouchard par mon père,
McKenzie et St-Onge par ma mère
Pays du Saguenay

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À Alain Beaulieu
(RHAF, Montréal)

Chicoutimi, le 5 août 2000

[Monsieur Beaulieu,]

[Retour à la table des matières](#)

Je viens de terminer, cher Monsieur, la lecture de votre article publié dans le dernier numéro de la Revue d'Histoire de l'Amérique Française (printemps 2000) ³², et j'aimerais apporter un peu d'eau à votre moulin avec ces quelques textes et commentaires qui vous ont certainement échappé vu la difficulté, pour les historiens sans port d'attache institutionnel et non branchés envers la « cause » autochtone, de faire valoir leur argumentaire dans les forums scientifiques. Comme vous le soulignez avec beaucoup d'à-propos, un curieux « réflexe critique » se manifeste au Canada et au Québec (surtout au Québec) « dès qu'on aborde la question territoriale autochtone ». Je l'ai appris à mes dépens à l'automne 1995, lors de la sortie de mon livre (Le dernier des Montagnais) qui a dû passer sous les fourches caudines des négociateurs montagnais et leurs supporters (historiens, ethnologues, archéologues, et autres quêteurs de subventions), sans avoir eu droit à un traitement équitable et sans avoir pu subir l'épreuve souhaitée d'une critique scientifique dégagée de tout préjugé, de toute émotion et de tout prosélytisme (j'ai failli dire de tout proxénétisme intellectuel !). Même dans la prude revue où vous vous commettez ce tri-

³² L'article en question est titré, « Les pièges de la judiciarisation de l'histoire autochtone », pp. 541-551.

mestre-ci (RHAF), on refusa à Denis Vaugeois, historien de libre pensée, le droit de publier une critique de mon livre parce qu'elle m'était tout bonnement favorable (vérifiez, il vous dira). Et c'est la première fois, par le sillon de votre plume, que quelqu'un prend le risque de défier l'anathème qui pèse sur mes travaux depuis...

Pourtant, l'objectif que je m'étais fixé au départ de cette démarche livresque était tout ce qu'il y a de plus pur, de plus candide, de plus terre à terre. J'aspirais simplement à comprendre le fondement du débat qui prenait une tournure nouvelle avec le retour au pouvoir du Parti Québécois (réélu le 12 septembre 1994), et je tenais à vérifier le bien-fondé du discours négationniste entretenu à notre endroit par les leaders autochtones confortés à leur tour sur le plan de la moralité historique par la colonie de chercheurs qui leur est inféodée. Rien de plus ! Je n'acceptais pas cette place subalterne —pire encore que celle de porteur d'eau dont m'avait affublé la Conquête anglaise— qu'on m'assignait une fois de plus dans cette nouvelle histoire nationale. Remué par cet insoutenable vent de rectitude, je voulais jauger la profondeur de mes racines de « métis » et d'enfant « bâtard » au coeur de cet univers qui est nôtre, et j'étais désireux de me situer spirituellement dans cette histoire étriquée qu'on se plaît à nier ou à déifier depuis le rapatriement de la Constitution de 1982 —selon qu'on est statué « aborigène » et membre de la « première nation », ou citoyen de seconde zone dépouillé de sa mémoire, de ses droits et de son avenir...

Mon livre fut lancé à Chicoutimi le 3 octobre 1995, l'affaire dévala en cascade dans les journaux régionaux qui en firent leurs choux gras, et ma crainte d'être aspiré dans le puissant tourbillon de la récupération médiatique... fut exaucée (hélas !). « La nuit a été bonne, mais agitée, écrivais-je à l'en-tête de mon Journal intime, le lendemain du lancement. La crainte d'un dérapage et d'une récupération pour des fins racistes de mon oeuvre, me dérange. À ce stade-ci, tout peut basculer... » J'étais encore loin du compte ! Le 5 mars 1996, alors que je croyais la poussière enfin tombée et tassée sur le pavé, le journaliste de Radio-Canada, Paul Toutan, se présenta chez moi et réalisa sur le sujet une entrevue de trois heures qui me parurent assez fructueuses. Au fil de la rencontre, le plantureux bonhomme m'apprit qu'il avait essayé de rabattre mon livre sur le national pendant tout l'hiver. Mais comme ses patrons l'avaient frappé d'interdit sans l'avoir lu, il avait

dû jouer de patience et attendre le moment propice pour faire son feu d'artifices qui brûla tout le monde —y compris lui. La fenêtre tant souhaitée par lui s'ouvrit donc six mois après le lancement, lorsque son directeur immédiat (Alain Picard), un pro-autochtone (voire même un autochtone si cela peut se vérifier) qui lui barrait le chemin dans cette affaire, dut s'absenter de son poste pour une quelconque raison.

Et puis ce fut l'éruption suivie du délire ! Le 12 mars 1996, le ministre Chevrette arriva dans le *Téléjournal* avec sa mine de gnome bienheureux en brandissant devant les caméras le spectre de mon livre et celui de l'historien Ratelle (quel nom grand Dieu !), un illustre inconnu en ce qui me concerne, qui concluait, pour sa part, à la disparition des Attikameks. Et puis ce fut au tour de Bernard Cleary (\$), l'accusateur public, le grand inquisiteur montagnais d'alors, de préférer ses anathèmes sur la version québécoise des « versets sataniques », de crier à pleins micros à l'impur tout en lançant la fatwa montagnaise sur mon écrit qui fut aussitôt mis à l'index, à Mashteuiatsh, par le chef Rémy Kurtness. La guerre m'étant déclarée par médias interposés, l'activiste montagnais, Gilbert Pilot, mit le feu au bûcher et termina le concert d'épithètes en comparant mon livre au « *Mein Kampf* d'Hitler » (*Radio-Québec*, 17 octobre 1995), allant même jusqu'à me menacer de sévices physiques si je me présentais un jour sur « sa » réserve.

L'affaire était donc jugée et classée par le politique avant d'avoir été entendue, et la colonie universitaire, lâche au point d'inspirer poèmes et toujours prompte à lécher les bottes des porteurs de subventions, n'avait plus qu'à se bien tenir ! L'épître des grands prêtres montagnais, on ne peut plus clair, était proclamée dans la foulée de leur excommunication à mon endroit, et la menace, à peine voilée, d'interdire toute subvention aux « braves » chercheurs institutionnalisés engagés sur les traces du passé autochtone fit le reste sans trop de problème. En cinq ans vous dirai-je pour conclure, toute référence à mon livre fut ainsi soigneusement écartée du débat scientifique censuré par le politiquement correct universitaire et éloigné des publications savantes dont ils ont le contrôle vertical et horizontal (dont la ci-devant RHAF, qui n'a d'yeux et d'ouïe que pour les médaillés). Mis à part les historiens Marcel Trudel et Denis Vaugeois qui ne se sont pas

privés pour s'afficher en ma présence, vous avez été le seul à avoir le courage de mentionner mon nom d'auteur dans un écrit qui a entrepris de lever le voile sur un chapitre peu digne de l'historiographie québécoise. N'en doutez pas mon cher monsieur, la suite est appelée à vous donner raison. Vous venez de faire la preuve que la vérité trouve toujours sa voie...

« Du peu de lectures que j'avais faites, écrit Henry Miller dans son célèbre *Sexsus*, j'avais tiré cette conclusion que les hommes qui trempaient le plus dans la vie, qui la moulaient, qui étaient la vie même, mangeaient peu, dormaient peu, ne possédaient que peu de biens, s'ils en avaient. [...] Ce qui les intéressait, c'était la vérité, rien que la vérité. Ils n'accordaient de valeur qu'à une seule forme d'activité : créer. » Voilà ma vie depuis les trente dernières années. Et je n'ai surtout pas l'intention de m'arrêter pour nourrir l'espoir futile d'obtenir un jour un honoris causa et une médaille de chien savant, ou une planureuse subvention versée sous l'égide du conclave autochtone soucieux de m'aider à trouver les mots justes qui permettront à d'autres d'atténuer les conséquences de la vérité qu'il m'est donné de découvrir au terme d'une dure et pénible journée de labeur. Avec mes hommages et ma plus vive appréciation, je vous prie de croire encore une fois à l'expression de mes meilleurs sentiments,

Russel Bouchard
Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À Paul Charest
(Université Laval, Québec)

Chicoutimi, le 10 août 2000

[Monsieur Charest,]

[Retour à la table des matières](#)

Je ne sais jusqu'à quel point l'information est exacte, mais de source particulièrement crédible j'apprends ce matin que vous seriez, sinon l'auteur du moins l'ombre derrière la lettre que m'a adressée M. Clifford Moar, le chef de la bande de Mashteuiatsh, le 28 juillet de la présente. Si tel est le cas, auriez-vous l'amabilité d'imposer votre griffe sur la copie d'icelle afin de la rendre à la postérité à laquelle je la destine, et de vous inscrire plus courageusement au rôle de l'histoire qui s'écrit. Corrigez-moi si j'ai tort monsieur Charest, n'étiez-vous pas de cette phalange de condottieres à la solde des Inuit qui se sont acharnés à torpiller mon livre, *Le dernier des Montagnais*, à l'automne 1995, planqué derrière vos prétentions, sans jamais vous commettre sur le plan scientifique ? Si tel est le cas, j'aimerais savoir où sont vos intérêts réels dans cette affaire vu qu'il apparaît de plus en plus clair que la vérité historique se trouve exclue de votre démarche scientifique ?

Mais quoiqu'il en soit, je constate, une fois de plus, que vous ne retenez du passé que ce qui fait votre affaire. Et je prends à témoin cet énoncé qui contredit la réalité historique décrite par vos collègues depuis plusieurs décades : Les Pekuakamiulnuatsh (Montagnais du Lac-Saint-Jean), soutenez-vous dans votre petit chef-d'oeuvre de demi-vérités, constituent une société organisée qui a eu et a toujours pour territoire notamment toute la région du Saguenay-Lac-St-Jean. Vous m'en direz tant !

Façon de remettre votre pendule à l'heure, permettez que je vous ramène à votre cours d'histoire du Québec 101 et que je vous rappelle que les deux sous-régions du Saguenay et du Lac-Saint-Jean, ont été, de tout temps, passablement homogènes l'une par rapport à l'autre sur le plan de l'occupation humaine. Pour un, vos amis archéologues qui trempent leurs plumes dans le même encrier subventionnel (j'entends là assujettis à l'acceptation des descendants d'autochtones pour obtenir leurs subventions de recherche et leur os de ragoût), ne vous ont-ils pas enseigné que l'ensemble du matériel céramique préhistorique découvert à Chicoutimi depuis les années soixante, s'apparente, a priori, à la culture des Iroquoiens du Saint-Laurent, alors que celui exhumé dans le secteur du Lac-Saint-Jean en allant vers l'ouest est rattaché à la culture de l'Iroquoisie occidentale ? Et pour deux, ne saviez-vous pas que le « pays » qui s'étire de Tadoussac au lac Ashuapmushuan était partagé, jusqu'au début du XIX^e siècle, par au moins cinq bandes homogènes, ou petites « nations » (les bandes du Bas-Saguenay, de Chicoutimi, du lac Kénogami, de l'Ashuapmushuan et du lac Saint-Jean) ; des bandes unies par la langue, les coutumes et le négoce qu'elles pratiquaient entre elles certes, mais des bandes farouchement distinctes sur le plan politique ?

Même la carte de ce pauvre Speck, qui confirme encore et pourtant dans ses écrits —125 ans après la déposition littéraire de Neil McLaren (un témoignage à découvrir dans mon prochain livre qui sera lancé le mois prochain)— l'existence de la bande de Chicoutimi distinctement de celle du Lac-Saint-Jean, aura été déformée sous vos traits de plume, simplifiée et dénaturée pour servir les besoins de la « cause » de vos protégés. Pour le reste et dans de telles circonstances, je ne crois pas qu'il soit indiqué de vous saluer avec les convenances usuelles, mais sachez à tout le moins que nul ne peut prétendre au respect s'il ne l'a mérité de haute lutte. Comprenez que je suis, malgré tout ce que vous pouvez en penser, en dire et médire dans mon dos,

Russel Bouchard
Historien de libre pensée
Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean

P.-S. Ce qui me console cependant dans cette histoire, c'est de savoir que vos écrits, votre expertise, portent en eux les traces de vos compromis, de vos arrangements scientifiques, et qu'ils sont déjà à la merci des chercheurs appelés à construire leurs propres vérités sur vos décombres. Dites-moi, vu que ce n'est pas la première fois que vos manoeuvres dissimulées portent atteinte à ma réputation : vous est-il déjà arrivé d'affronter vos adversaires à visière levée, en homme d'honneur ?

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

Le « pays renversé » ! ³³

[Retour à la table des matières](#)

Il s'en est fait des taches d'encre et il s'en est craché des épithètes à mon endroit depuis le 14 juillet de la présente, depuis qu'on a annoncé que le Saguenay–Lac-Saint-Jean—Côte-Nord (faudra dire bientôt le Nitassinan Mamuitun) allait devenir prochainement... pays Inut. D'abord Rémy Kurtness, négociateur en titre de la nation Inut, qui promet aux 286 000 Blancs peuplant son territoire « ancestral » de ne pas les obliger « à rentrer en Europe avec leur maison sous le bras » (magnanime, le sire !) ³⁴ ; ensuite Clifford Moar, grand chef des ci-devants « êtres humains » ³⁵ de Mashteuiatsh qui, de son propre aveu, n'a pas l'habitude de prendre la « plume pour répondre aux différentes opinions véhiculées dans les médias d'information », réclame son titre de propriété sur une terre qu'il jure n'avoir « jamais cédé ou aliéné » ³⁶ ; et puis l'Abénaquis Alain Nepton, ci-devant délégué aux négociations gouvernementales, qui coupe au plus facile en m'accusant, rien de moins, d'avoir agi sous l'impulsion « d'une réaction émotionnelle » ³⁷ ; et tout dernièrement, un quelconque Ferdinand Lavoie de la rue Cabot à « Eshtiyimiu » ³⁸ qui métaphorise Sakespeare pour rassu-

³³ Ce pamphlet a été rédigé en réplique à la lettre ouverte de Ferdinand Lavoie, « Territoire montagnais : usons de sagesse », publiée dans *Le Quotidien* du 16 août 2000, p. 8. Il a été publié sous le même titre dans le journal *Lubie*, vol. 7, no 68, 15 septembre 2000, p. 8.

³⁴ Propos de Rémy Kurtness, « Mamuitun est critiquée au Lac-Saint-Jean et sur la Côte-Nord », in *Le Devoir*, 24 juillet 2000.

³⁵ Traduction française du mot montagnais « Inut ».

³⁶ Propos de Clifford Moar, « Clifford Moar répond à Russel Bouchard », in *Le Quotidien*, 31 juillet 2000, p. 8.

³⁷ Propos de Alain Nepton, « Le contenu de l'entente doit être rendu public », in *Progrès-Dimanche*, 20 août 2000, p. A-16.

³⁸ « Chicoutimi », en montagnais, qui veut dire « jusqu'où l'eau est profonde ».

rer nos trois « êtres humains » sur le fait que « les Québécois souverainistes n'étaient ni racistes, ni xénophobes » ³⁹, et qui leur promet, croix sur le coeur, qu'il allait... « être à sa place ou ne plus être » (!?!).

Que ces messieurs apeurés de Mashteuiatsh et ce Cabotin (habitant de la rue Cabot !) se rassurent de suite, il ne s'agit ni d'une crise de nerf mal contrôlée ni du désaveu de la communauté Inlut avec qui je partage, pour le meilleur et pour le pire, une histoire et un territoire communs depuis 52 ans, mais plutôt d'un désaccord fondamental sur une nouvelle manière d'Être et de vivre dans ce « pays renversé » appelé à nous échapper d'ici peu. En plus précis MM. Moar, Kurtness, Nepton, Lavoie (et pourquoi pas MM. Chevrette et Généreux vu que nous y sommes), je refuse le traité concocté par le Gouvernement du Québec et les chefs Inlutsh : parce qu'il a été comploté dans l'obscurité et qu'il m'apparaît déraisonnable ; parce qu'il vise à graver dans la Constitution canadienne des droits et privilèges octroyés à un segment de notre population sur la base de l'hérédité ; parce qu'il est raciste, méprisant, discriminatoire et avilissant à mon endroit ; parce qu'il exclut au lieu d'inclure ; parce qu'il nie mon histoire, qu'il m'enferme dans un présent sur lequel je n'ai plus d'emprise et qu'il me coupe de mon avenir ; parce qu'il est un net recul pour l'ensemble de notre société ; parce qu'il n'y a pas de processus de consultation populaire prévu pour décider de la suite sur une base démocratique. Voilà pourquoi ce traité doit être rejeté dans sa totalité au premier abord !

Et au risque de me répéter, j'ajoute sans honte aucune que je reconnais aux Inlutsh tous les droits qui sont sensés être miens, y compris celui d'établir des ententes particulières avec les gouvernements du Québec et d'Ottawa ; mais je leur refuse le droit de ne pas reconnaître dans ces mêmes ententes ma communauté sur un pied d'égalité et de me mépriser. Je reconnais aux Inlutsh la place de premier plan qu'ils ont eu dans l'histoire de ce continent, de ce pays, de cette province, de cette région ; mais je leur interdis, avec toute la puissance de mon être, de nier ma propre participation et ma présence toute aussi essentielle et marquante dans ce même chapitre. Je reconnais aux Il-

³⁹ Propos de Ferdinand Lavoie, « Territoire montagnais : usons de sagesse », in *Le Quotidien*, 16 août 2000, p. 8.

nutsh la richesse de leur culture particulière ; mais je leur refuse le droit et le pouvoir de reléguer la mienne à un vulgaire rôle de composition. Je reconnais aux Inutsh le droit de se libérer de l'étreinte du passé et de se développer dans la dignité ; mais je leur refuse le droit de nous transférer leurs fers et de réaliser leurs rêves en écrasant les miens. Je reconnais aux Inutsh le bien-fondé de se faire concéder des droits collectifs en vertu de la Loi Constitutionnelle de 1982 ; mais j'exige des gouvernements québécois et canadien qu'ils me concèdent les mêmes droits collectifs prévus dans la même Loi Constitutionnelle.

Bref, je respecte leur désir de se proclamer Inutsh et d'y réclamer une reconnaissance ancestrale, mais impossible pour moi, j'insiste encore une fois sur ce point pour m'assurer que ma pensée ne soit pas déviée, de leur reconnaître le droit de construire leur liberté et leur prospérité sur la base de mon asservissement et de ma déchéance. Après cet ultime blitz de clarification sémantique, si vous trouvez encore dans ma démarche citoyenne la moindre trace de « racisme », de « xénophobie » ou « d'émotion », expliquez-vous de suite –et par écrit je vous prie– car vous en savez plus que moi sur mes états d'âme et mon intériorité. Et qu'on se le dise une fois pour toute : ce « pays », le Saguenay–Lac-Saint-Jean, sera à tous et à toutes sur un pied d'égalité et de fraternité comme il est admis et reconnu dans toute société libre, évoluée et tournée vers l'avenir, sans distinction de sexe, d'orientation sexuelle, de langue, de religion, de culture, de race et de couleur de peau, ou il ne sera pas –du moins pas dans la paix ni dans le respect des uns et des autres, j'en suis convaincu. La terre, bien qu'elle soit notre mère et que vous vous en réclamez les seuls héritiers, ne nourrit pas les morts ; certes, elle leur sert de linceul sacré qu'il nous faut respecter jusqu'à ce qu'on les y rejoigne, mais elle ne nourrit que ceux et celles qui y vivent, un point c'est tout !...

Russel Bouchard
Eshtiyimiu
Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean
20 août 2000

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À Georges Fortin ⁴⁰
(*Métabetchouan*)

Chicoutimi, 22 août 2000

Cher ami,

[Retour à la table des matières](#)

Sitôt arrivé chez moi après mon débarquement dans ton petit paradis du rang Sainte-Anne, je me suis mis à l'ouvrage et j'ai fait une première lecture rapide de ta thèse de doctorat (Tshakapesh et moi), histoire d'évaluer, de prime abord, le terrain couvert et d'essayer de découvrir par quel bout il me faudra l'attaquer pour lui donner toute l'attention qu'elle mérite. À première vue, le repas conceptuel est plus que copieux : la table est mise de façon originale (enfin, en voilà un qui a le courage de libérer son esprit), le choix des hors-d'oeuvre est varié, certaines pièces sont montées de main de maître et les portes d'entrée sont multiples. Celui qui voudra plonger dans cet univers particulier devra laisser derrière lui les menus faciles, le formalisme intel-

⁴⁰ Georges Fortin, anthropologue, est l'auteur de deux thèses qui portent sur les Montagnais : la première, titrée « Le notaire J.-Henri Fortin et les premiers habitants des basses terres du Lac-Saint-Jean », a été présentée en avril 1993, à l'Université du Québec à Chicoutimi, comme exigence partielle de la maîtrise en Études régionales ; et la seconde, titrée « Tshakapesh et moi : brève exploration à l'intérieur d'un blanc ensauvagé », a été présentée en juillet 2000, à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval, pour l'obtention du grade de Doctorat (Ph. D). Il est également l'auteur d'un article, « Le modèle ethnohistorique des Kakouchaks : les Montagnais du Lac-Saint-Jean », publié dans la revue Saguenayensia, vol. 33, no 4, 1991, pp. 28-39.

lectuel et le conventionnel sécurisant qui emprisonnent la conscience. Décidément, tes « souteneurs » n'ont pas dû chômer pour se taper un tel travail, pour oublier leurs vieux réflexes de curés porteurs d'Évangile et leur petit moi, et pour accomplir plus simplement et convenablement leur boulot.

Je suis franchement impressionné par l'ampleur du défi que tu t'es donné, de la modestie qui t'auréole et t'accompagne tout au long de ce cheminement, et de la tâche accomplie. Et je me demande bien, moi le « blanc ensauvagé » du Saguenay (ce concept va te survivre, j'en ai bien peur), comment il est possible de chicaner une oeuvre dont la pierre d'assise repose sur la base du questionnement existentiel ? Une telle tâche, corrige-moi si je me fourvoie, ne se peut aborder qu'à partir du faisceau de l'âme confrontée à son propre univers. À plusieurs endroits, si je puis me permettre, j'ai même ressenti les pulsions qui m'ont accompagné dans la rédaction du « dernier des Montagnais ». Qui suis-je ?

Certes, le travail d'introspection est ardu et parsemé de « trous noirs » comme tu le dis si bien, mais on ne peut sortir indemne d'un tel voyage : des préjugés tombent d'eux-mêmes sitôt qu'une question est soulevée, et le vide qui les enveloppait est comblé par une vue nouvelle de l'univers collectif qui a forgé notre personnalité. Pour un étranger appelé à juger d'une telle démarche, je dirais que le défi de s'y prêter relève plutôt de l'inconscience, de la prétention, de la témérité ; mais pour un « autochtone » du Lac-Saint-Jean, pour un Ilnut « blanchi » ou un « blanc ensauvagé », toi et moi, il m'apparaît comme un effort de recueillement et une invitation à la modestie, une nécessité de situer le réel à partir de la conscience, une manière de solliciter « l'âme des choses » ainsi que l'expliquait le père Lejeune dans sa Relation de 1634 (j'ai toujours été interpellé par cette vision du monde), pour en décoder les pourtours, la coller à notre univers collectif, voire métaphysique.

En ce qui concerne ma propre démarche, car elle est éprouvée à de multiples occasions dans ton travail, j'ai cru comprendre que tu étais en accord avec le « blanc ensauvagé » qui s'exprime dans Le Saguenay des fourrures, mais que tu te sentais inconfortable avec cet Ilnut « blanchi » qui tente de se découvrir une plume bien à lui à travers Le

dernier des Montagnais. En somme, dans le premier bouquin (1989) j'ai tenté de décoder les ombres profilant l'âme du blanc qui s'exprimait en moi depuis mon tout jeune âge, alors que dans le second (1995) j'ai voulu faire éclater celle que notre histoire a emprisonnée pour de multiples raisons. De fait, jusqu'à ce que j'entreprenne la démarche scientifique, littéraire et spirituelle devant aboutir à la révélation du « sauvage » qui sommeillait en moi dans *Le dernier des Montagnais*, j'avais l'impression d'être prisonnier d'une enveloppe qui interdisait à mon âme de se déployer. Je me sentais un peu comme une chenille qui ne savait pas qu'elle était aussi et surtout papillon. Depuis, les ailes se sont déployées au grand jour, je me suis fait chrysalide de l'intérieur et je refuse de tout mon être qu'on m'interdise désormais l'accès à cette partie de mon moi, à ce recoin de mon âme à l'extérieur duquel je ne me sens plus rien. Il n'y avait aucune autre intention crois-moi !

En page 272 de ta thèse, tu écris : Si le biais de Bouchard aura été d'entasser des données, comme autant d'arguments servant à démontrer que les Kakouchaks, comme toute société, ont été « dans l'histoire » ce qui, rappelle aussi Lévi-Strauss, est une évidence (Lévi-Strauss, 1962, 280), c'est qu'il ignorait surtout que ces Kakouchaks, comme société froide, utiliseront leurs institutions pour faire échec à l'hubris. [...] Revenant toujours aux « images mundi », celles du mythe, du rite et du quotidien algonquien, ces images s'acharnent toujours à combler l'espace continu —discontinu : tel Tshakapesh, issu de la Terre Mère, absorbant l'autre pour mieux se confondre avec le coeur du Soleil. Relisant les « faits » de Bouchard, les puisant aux mêmes sources, son montage s'écroule. »

Malgré la rudesse de l'approche, je veux bien qu'il en soit ainsi puisque... Lévi-Strauss l'affirme (!), et que je n'ai jamais, à vrai dire, sondé la question sous cet angle particulier. Je souligne et retiens cependant les termes « entasser » et « montage » plus que le reste parce qu'ils m'attribuent une sorte d'intention idéologique et parce qu'ils sous-tendent un bricolage réfléchi d'énoncés d'histoire dans le but de dire et de convaincre, alors qu'il n'en n'est rien. Absolument rien ! Et j'avoue, en dépit du bricolage des citations puisées dans le dictionnaire du père Laure qui prennent le relais des miennes que tu fais « s'écrouler » lourdement, ne pas être convaincu par l'image parcel-

laire que me propose le prisme de l'anthropologie sur ce sujet fumant.⁴¹

L'histoire, théoriquement parlant j'entends, observe le phénomène auquel nous participons à partir de l'observable, c'est-à-dire les « faits », alors que l'anthropologie observe le constructeur de « faits », c'est-à-dire l'Homme. Les deux regards sont partiels et déformants l'un par rapport à l'autre : ils ont leur importance et convergent vers un tout ; le premier est un aveugle qui touche à la trompe de l'éléphant à tâtons, le second un autre aveugle qui sent le poids du pachyderme à partir du pied qui l'écrase. La bête est là, mais personne ne peut la toucher partout à la fois. Ceci dit, dans *Le dernier des Montagnais*, j'aimerais bien qu'on cesse de me faire un procès d'intention, car je n'ai fait que de l'histoire, je n'ai fait qu'établir des séquences pour tenter de voir, comprendre, savoir qui je suis. Rien d'autre crois-moi ! Il n'y a jamais eu de plan pour nier et encore moins pour blesser qui que ce soit ! Pendant ce voyage à travers les âges et les mânes des ancêtres qui m'a valu tant de reproches et toute cette opprobre, je n'ai essayé que de me situer, que de comprendre ce qui est encore du mystère pour moi, pour nous tous : Qui est « Inuit », ou plutôt qui n'est pas « Inuit », c'est-à-dire un « autochtone » (blanchi ou ensauvagé, aucune importance) dans ce pays ? Et qui est ce dieu Inuit si pur pour avoir cette capacité de me diminuer, de me déposséder de mon univers, de me dire que je ne suis pas « fils de Caïn » et qu'il me manque

⁴¹ Ici, si j'avais un jugement de valeur à faire pour rabrouer cette critique sans appeler (un « montage [qui] s'écroule » n'a rien d'une nuance !), je te soupçonnerais d'avoir manoeuvré pour ménager la susceptibilité de tes directeurs de thèse qui t'ont recommandé de ne pas trop te coller à moi... « pour ne pas perdre ton nom » (c'est bien ce que tu m'as dit l'autre jour ?). Mais ce serait te faire là procès d'intention et te faire subir les atrocités qu'ils m'ont fait subir, et je ne crois pas qu'il soit bien grand de sombrer dans le délire de tous ces grands prêtres qui m'ont excommunié de leurs bouquins, de leurs cours, de leurs discours et de leurs chaires. Les idées qu'on développe à force de travail et qu'on a le courage de soutenir par la puissance de l'écrit, méritent plus que ce genre de considérations et je vais donc éviter de sombrer tête première dans ce piège en coinçant mon inconfort dans cette seule et unique parenthèse. Bien que dur et confortablement branché sur le courant idéologique québécois, j'accepte donc ton reproche comme une vision proprement opposée à la mienne...

ceci ou cela pour en être, de me reconnaître enfant de cette Terre, notre Mère ? Oui ! qui ?

Je suis absolument convaincu que si j'avais titré mon livre autrement —« Les premiers Montagnais », par exemple— et si j'avais été un membre complaisant du sérail institutionnel, tout un chacun n'y aurait rien trouvé à redire : les descendants des Montagnais qui revendiquent des droits et des privilèges en vertu de leur alliance héréditaire et culturelle auraient senti leur importance se décupler, les idéologues n'y auraient vu que du feu puisqu'ils se foutent de la vérité, les chercheurs plus soucieux de comprendre l'auraient peut-être questionné pour éprouver leurs propres croyances, et le livre n'aurait eu aucun effet déclencheur sur notre conscience collective (car il en a eu, à preuve tout le mal qu'on en dit depuis son lancement, le 3 octobre 1995). Mais le titre, n'en déplaise aux intéressés et quoi qu'en dise les bigots qui font commerce de l'histoire, traduit, autant que l'ensemble du travail, une réalité qu'on s'est appliqué à détourner pour des motifs politiques, voire même purement mesquins et mercantiles.

De fait, le crime de ce livre n'est pas, comme on le prétend de façon malveillante, son approche raciste de l'histoire et ses propos injurieux envers l'autre, car il n'en n'est strictement rien et cela ne pourra jamais être démontré. Cette charge injuste et indigne qu'on me livre coup sur coup depuis cinq ans, n'est que sillage d'écume masquant le dépit et l'ignorance, que rhétorique qui permet à ses « souteneurs » (blanchis ou ensauvagés !) de se soustraire aux contraintes d'un argumentaire scientifique objectif sur lequel ils n'ont aucune prise. Son crime est, d'abord et surtout, d'avoir heurté les projets politiques des Montagnais statués et d'avoir osé défier le saint des saints universitaires qui s'est arrogé le mandat de décréter la vérité qu'il veut entendre et la demi-vérité qu'il faut laisser passer pour ne pas nuire à la carrière de celui-ci, ne pas mettre en péril les intérêts de celui-là, ne pas rabrouer les croyances qui ont mérité un prix de mérite à cet autre, ne pas briser l'harmonie, ne pas miner les assises et les acquis. Son crime est aussi d'avoir percuté de plein fouet le conformisme sclérosant de tous ces gardiens de la vérité ; crime d'avoir secoué leur paresse, leur lâcheté et leur médiocrité intellectuelle ; crime d'avoir remis en cause leur insoutenable compromission envers la réalité qu'ils connaissent mais refusent d'admettre parce qu'ils sont trop petits pour reconnaître

leur errance ; crime de les avoir soumis au regard de l'autre qu'ils méprisent parce qu'insoumis envers leurs diktats ; crime d'avoir commis une pensée qui m'est propre et souveraine dans une oeuvre à la fois banale et originale qui n'a pas cru bon obtenir leur imprimatur doctrinaire. Voilà mon vrai crime !

Et voilà pour la nuance du propos qu'il me plaisait d'apporter à ta thèse sans plus attendre parce qu'elle me concernait plus directement à cet égard et qu'elle éveille en moi des fibres qui m'interpellent. Pour le reste, pour tout ce que tu apportes de nouveau et de stimulant sur le plan des idées, il me faudra relire le tout à tête reposée sachant maintenant de quoi il retourne, et laisser décanter tout doucement, comme un grand millésimé, avant de revenir t'ennuyer avec mes états d'âme. D'ici là, te réitère mes plus vives félicitations pour ton accomplissement, te sers bien fort les phalanges comme disait ce cher Buies de toutes les extravagances, et te souhaite le plus grand succès du monde. Sincèrement ton ami et ton admirateur,

Russel

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

Les homards de la colère !... ⁴²

[Retour à la table des matières](#)

À la baie de Miramichi, provinces Maritimes, les Micmacs de la réserve de Burnt Church ont défilé dernièrement (4 septembre 2000) dans les rues du village voisin en hurlant et en montrant les poings avec beaucoup d'agressivité aux citoyens éberlués qui n'en revenaient tout simplement pas de se faire ainsi agresser sur leur propre terrain. Du jamais vu, de mémoire d'homme (et de femme, s'entend !). Mais ce qui est loin d'être sans conséquences et sans lendemains, plus les membres de cette communauté culturelle serrent les poings, plus nous serrons les dents –et plus les coeurs se durcissent. On a beau être du « ben bon monde », la tolérance est une vertu qui a ses limites : et de l'autre côté de la barre à ne pas franchir, il y a l'intolérance, les exactions, la violence et tous les désagréments que cela transporte. Le risque d'un conflit inter-ethnique dans le « pays le plus meilleur au monde » (dixit Chrétien) n'aura jamais été si grand, le danger de débordements si près de nous.

Voilà ce qui arrive, lorsqu'un pays commet l'imprudence de reconnaître droits et privilèges à quelques-uns de ses membres, au détriment des autres, sous prétexte fallacieux de la pureté du sang qui enchaîne le principe de l'égalité des chances et d'un quelconque droit du premier occupant qui rabroue bêtement celui du citoyen tout court.

⁴² Ce pamphlet a été rédigé dans la foulée de la crise du homard, par les Micmacs de la réserve de Burnt Church, Nouveau-Brunswick, sous le même titre dans le journal *Lubie*, vol. 7, no 68, 15 septembre 2000, p. 5.

Et pendant que de part et d'autre on se pratique à la haine en tentant de s'emparer du dernier quignon de pain, pendant que des esclaves rouges giflent à coups redoublés l'honneur et la patience désarmante des esclaves blancs pour quelques homards en sus ou en moins dans leurs assiettes, les vrais maîtres du jeu –qui sont aussi les seuls vrais coupables des malheurs qui nous affligent– continuent de dominer sur la multitude sous prétexte de l'ordre à maintenir, de la Justice à faire respecter et des stocks de poissons à restaurer. À ceux et celles qui ragent et ravalent dans leur pauvreté, à ceux des nôtres qui voient l'avenir avec appréhension, il leur suffit de savoir que ce pays deviendra viable uniquement lorsque les poings rouges et les poings blancs se donneront la main pour contrer tous ces fabricants de la misère humaine qui ont construit leur empire et leurs richesses sur notre affliction. Dans ces circonstances, on ne m'en voudra certainement pas de rappeler à tout ce beau monde que la pauvreté n'avilit que ceux et celles qui en vivent !...

Russel Bouchard
Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean
5 septembre 2000

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À Pierre Dostie ⁴³
(RAP, Chicoutimi)

Chicoutimi, le 18 novembre 2000

[Retour à la table des matières](#)

Voilà ce que les journaux n'ont jamais voulu dire au public sur cette Approche commune qui, je regrette sincèrement de vous désillusionner, n'a de commune que le titre. Ils ont préféré faire superficiel, ils ont préféré faire spectacle, tirer sur le messenger plutôt que de susciter la réflexion, interroger, éprouver. C'est comme cela qu'on tue la vérité, qu'on détourne le sens des vraies questions, qu'on trompe le citoyen, qu'on permet à un gouvernement tyrannique comme il s'en trouve à Québec aujourd'hui de faire sa sale besogne. Vous vous êtes permis de vous faire une idée, d'en faire même un programme pour le Rassemblement pour l'Alternative Politique (RAP). Cela est bien, j'en suis fort aise, mais il vous faut maintenant aller jusqu'au bout de votre démarche —quitte à vous en refaire une nouvelle ! C'est là la prérogative et le devoir d'un homme libre...

MM. Kurtness et le père Chevette qui jouent ensemble du tambour dans les tipis cossus de la Grande-Allée et qui choquent leurs verres de champagne sur les plus beaux terrains de golf du Québec, soutiennent à tout micro pour justifier leur programme de traité, que les Indiens sont pauvres, qu'ils souffrent, qu'ils sont atrocement éprouvés par le suicide et la violence, qu'ils sont victimes des dix plaies d'Égypte. Soit ! Et moi je leur demande ce qu'ils pensent de la

⁴³ Le RAP, mouvement politique québécois Regroupement pour une Alternative Politique.

pauvreté à l'extérieur de leur réserve ? Je leur demande s'il est pire devant le Dieu des chrétiens, Allah, Odin ou le dieu des Montagnais qu'un petit enfant souffre à cause de l'injustice des hommes ? Je leur demande ce qu'ils pensent des 18 000 suicides supplémentaires que le Québec a comptabilisé de 1960 à aujourd'hui, ce qu'ils pensent des milliers de jeunes blancs qui ont dû quitter notre région pour aller chercher du travail ailleurs ? Je leur demande ce qu'ils pensent de la désintégration socio-économique du Saguenay–Lac-Saint-Jean, des fermetures d'écoles qu'il nous faut accepter sans dire mot, ce qu'ils pensent de la dilapidation des acquis de la Révolution tranquille, de l'érosion de notre système de santé, de la fermeture de nos hôpitaux, de ceux et celles qui meurent chaque jour faute de soins adéquats ? Souffrir de l'injustice humaine, dites-moi, est-il plus ou moins acceptable selon qu'on soit blanc ou rouge ?

Définitivement, un pays ne se peut faire sur la base de la fragmentation de la société qui l'habite —et surtout pas en favorisant un clivage social sur la base de la loi du sang. Cette avenue est suicidaire pour l'ensemble de la communauté. C'est contrevenir à la loi naturelle voulant que tous les hommes naissent égaux en droits, devant Dieu et devant les hommes. Ceci dit, je vous prie sincèrement de me croire, sans amertume aucune et avec mes considérations les plus vives pour les idéaux transcendants qui motivent votre démarche et votre action au sein de notre société...

Russel Bouchard
Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

Liberté surveillée ! ⁴⁴

« Si notre idéal ne nous inspire pas le sacrifice de notre vie,
il n'est pas digne que nous nous contrainions à le propager ou
à l'imposer aux autres. »

Angel Ganivet (1862-1898)

Chicoutimi, le 7 décembre 2000

Monsieur Girard,

[Retour à la table des matières](#)

Je suis passé par la bibliothèque municipale de Chicoutimi, hier, et j'ai eu l'occasion de voir (et de photographier) le kiosque que vous avez monté dans le hall d'entrée, pour promouvoir la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Je tiens à vous faire savoir que j'ai été particulièrement choqué, heurté, par le message qui ressort de l'habile montage que vous avez fait sur un panneau à partir de trois articles de journaux mettant en relation et en opposition une lettre ouverte du chef de Mashteuiatsh adressée à mon endroit et publiée dans *Piekuakami Ilnutsh* du 21 août 2000 (sous le titre « Approche Commune, le chef Clifford Moar répond à l'historien Russell Bouchard »), un article paru dans le *Journal de Québec* du 18 septembre 2000 (sous

⁴⁴ Lettre à M. Claude Girard, Représentant régional de la Commission des Droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec, en réaction à l'utilisation abusive de mon nom dans une promotion de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, tenue à la bibliothèque municipale de Chicoutimi au cours de la semaine du 1er décembre 2000.

le titre « C'EST L'OUVERTURE À LA GUERRE CIVILE - L'historien Russel Bouchard ») où j'évoque le danger de la violence si ce projet se concrétise, et une troisième coupure de journal causant de la montée de la pauvreté. Le jeu d'associations est criant, voire même subliminal : il (M. Moar) est l'opprimé, le démuné, celui que dit vouloir protéger la Charte ; et je suis le méchant, celui qui le menace, celui qui veut le maintenir dans la pauvreté bref, celui que dit vouloir combattre la Charte. C'est la lecture que j'en fais, et c'est la lecture qu'en ont fait d'entrée de jeu ceux et celles qui m'ont informé de l'affaire. Et il n'y a aucun autre article de journal sur votre panneau pour diluer le regard, atténuer cette horrible impression ! Que ces trois pièces choisies qui me présentent, moi, Russel Bouchard, l'honnête citoyen, un homme profondément engagé dans ma communauté, comme l'exemple type de l'intolérance au Québec, un mécréant, un raciste de la pire espèce, un fasciste, un fauteur de troubles qui prône la violence —ce que je ne suis évidemment pas et ce que je répudie de tout mon être ! Je suis absolument consterné et me sens profondément humilié !!!

Monsieur, vous dire à quel point je suis outré de votre inconduite, de cette manière insidieuse et diffamante d'utiliser mon engagement politique et ma pensée souveraine, de cette manière outrageante de déformer mon message et les vérités que je défends, ne se peut pas ! En m'attribuant, par un adroit montage de gros titres de journaux qui captent le seul regard dès qu'on entre dans votre kiosque, ce profil d'activiste répugnant —qui est totalement le contraire de ma démarche citoyenne et du combat que je livre justement depuis plus d'un quart de siècle pour promouvoir la liberté, la justice et la fraternité chez nous—, vous contrevenez justement aux articles 3, 4 et 11 de ladite Charte québécoise, disant que : (art. 3) « Toute personne est titulaire des libertés fondamentales telles la liberté de conscience, la liberté de religion, la liberté d'opinion, la liberté d'expression, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association » ; que (art. 4) « Toute personne a droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation » ; et que (art. 11) « Nul ne peut diffuser, publier ou exposer en public un avis, un symbole ou un signe comportant discrimination ni donner une autorisation à cet effet ».

Vous comprendrez que dans de telles circonstances et dans un tel contexte où je m'oppose depuis tant de mois au projet de traité concocté dans notre dos par le gouvernement du Québec et les Inuitsh —un traité que je juge raciste soit dit en passant, discriminatoire à l'endroit de la collectivité blanche de ma région, et porteur de troubles—j'y vois là matière à vous demander, dans un premier temps, des explications pour justifier cette campagne de désinformation politique et de salissage qui heurte justement l'esprit et la lettre de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec dont vous vanter les mérites dans nos bibliothèques publiques ces jours-ci. Si vous vouliez susciter des réactions en agissant de la sorte, sentez-vous comblé car je ne suis vraiment pas le seul que vous avez heurté ! Le parallèle que vous établissez est d'autant plus boiteux, qu'il utilise un combat d'idées mettant en cause deux visions diamétralement opposées de la reconnaissance de droits collectifs référant aux articles 15 et 35 de la Loi Constitutionnelle canadienne, un débat déjà périlleux et particulièrement explosif que vous soumettez au regard inopportun de la Charte des droits de la personne du Québec qui, comme son nom l'indique, réfère aux droits individuels...

Et j'ajouterai que de la manière dont vous livrez votre message à Chicoutimi, dans cette ville où je vis depuis toujours et où ma réputation, gagnée à force d'engagement et de conviction, m'est un bien plus précieux que la vie, vous avez contrevenu au code d'éthique qui régit vos charges et fonctions publiques, vous avez usurpé votre « obligation de neutralité » et votre « droit de réserve » ⁴⁵, vous témoignez de beaucoup d'intolérance, vous répandez —en me citant en exemple sur la place publique— le mépris des gens en fonction des idées qu'ils défendent, vous m'exposez à l'opprobre et à la moquerie de ma communauté, vous traînez dans la boue l'image et le nom de ceux qui ne pensent pas comme vous, le nom de ceux qui ne pensent pas comme votre employeur (se trouvant justement le promoteur du traité titré Approche commune), le nom de ceux qui s'opposent à des politiques déviantes et racistes curieusement défendues par le système que vous représentez.

⁴⁵ Loi sur la fonction publique : *«L'obligation de neutralité lie le fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions. L'obligation de réserve s'applique tant dans la vie privée du fonctionnaire que dans sa vie professionnelle.»*

Mais que savez-vous au juste de moi pour vous adonner à de tels jugements et à de tels outrages, pour vous permettre de telles libertés à mes dépens ? Je ne vous connais pas, je ne me souviens pas vous avoir déjà parlé et j'ignore encore si votre geste est soit le fruit d'une malveillance, soit celui d'une erreur de jugement, soit la réponse à une commande de vos patrons qui ont tout intérêt à me démoniser dans cette affaire de traité ? Mais quoiqu'il en soit, le mal est fait en ce qui me concerne ! Des centaines de gens ont vu et l'impair est trop grave pour ne pas y opposer une réplique nette et vibrante, pour ne pas le dénoncer avec toute la force de mon être auprès des instances sensées protéger ma vie privée et ma réputation contre les abus d'un système qui s'est dégénéré au point où il ne voit plus le mal qu'il crée autour de lui.

Certes, je vous reconnais le droit sacré d'avoir des opinions personnelles et je suis même prêt à en débattre avec vous pour les éprouver, pour tenter d'en faire ressortir le bon et l'erreur, je vous reconnais le droit de penser tout le mal ou tout le bien de ma personne et de mes engagements, je vous reconnais le droit de privilégier une option politique plutôt qu'une autre. Mais je vous rappelle, Monsieur Girard, que vous êtes explicitement tenu de ne pas exprimer ceci et cela dans le cadre de vos fonctions, je vous rappelle que vous ne pouvez faire de propagande politique et que vous ne pouvez vous servir des deniers publics et des puissantes tribunes que nous vous confions pour les exposer et les propager avec force ruse. Lorsqu'un « pays » est rendu à ce niveau d'intolérance, à ce degré de partisanerie, c'est que le mensonge a été élevé au niveau de vertu d'État, c'est que la répression a pris des formes vilaines et subtiles et qu'elle est devenue le moyen que s'offre le régime pour se maintenir au pouvoir, c'est que la liberté a cessé d'être un acquis et se présente désormais comme un projet, un but à atteindre, ce genre de buts qui motivent justement tous mes engagements et canalisent l'essentiel de mes énergies. Et tout cela été fait sous le couvert de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, une loi suprême je vous le répète, sous prétexte de promouvoir les libertés fondamentales d'un « pays » qu'on dit en devenir !!! Vous m'en voyez réellement navré !...

Cela dit, souffrez encore que je vous dise enfin qu'il m'est mille fois préférable d'avoir tous ces ennemis qu'on m'attribue, à tort ou à raison, que de n'être rien du tout ! Car envers et contre tous, je suis encore et pour toujours,

Russel Bouchard
Citoyen et historien
Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

Raciste, vous avez dit !

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec a fait grand cas de l'affaire Yves Michaud ces derniers jours et ne cesse de s'émouvoir du fait que l'un des bardes de l'aile radicale du mouvement souverainiste ait finalement dénoncé tout haut ce que la communion des saints de l'indépendance (aussi bien dire la communion québécoise des saints des derniers jours !) pense tout bas de ceux et celles qui ne disent pas comme elle depuis l'échec référendaire de 1995. Après les cris d'horreur du B'nai Braith, suivi du cri d'horreur du parti libéral du Québec, lui-même suivi par le haut-le-cœur de l'aile ministérielle (sans exception ni dissidence !), ce fut le ressac médiatique. Il faut lire et relire les cris de douleurs de Pierre Bourgault (la vierge folle des nationalistes), dans sa chronique de Samedi dernier, pour apprécier à quel point le délire est rapide chez ces gens lorsqu'il est question du fameux « vote ethnique ».

« Le véritable problème », écrit plus décemment Michel C. Auger dans le Journal de Québec de ce matin, n'est pas tant ce que Michaud, ce petit bourgeois maniéré aurait dit sur la fratrie juive québécoise, sur ses accointances fédéralistes et sur sa ghettoïsation (même si cela est vrai), mais « plutôt ce que lui et beaucoup de ses amis du P.Q. disent sur l'intégration des immigrants ». Et faut-il dès lors s'étonner que ces gens —qui suggéraient que l'Assemblée Nationale restreigne la liberté de presse advenant la victoire du « Oui », en 1995, (et j'ai encore nommé Bourgault)— ne trouvent grâce à leurs yeux et ne trouvent dignes d'immigrer au Québec que ceux et celles qui sont prêts à faire un serment d'allégeance et de soumission envers la « Cause » et ses porte-flambeaux.

Voilà effectivement ce qu'aurait dû dénoncer l'Assemblée Nationale, si elle tenait tant à se mêler de cette affaire citoyenne qui, répétons-le, n'aurait jamais dû aboutir en si haut lieu. Pour un, le salon du peuple, n'a pas à se faire tribunal lorsqu'il s'agit d'un propos qui n'a pas été tenu par un député, fut-il le propos déphasé d'un pédant trublion qui a finalement réussi à croire qu'il incarnait l'âme du Québec. Pour deux, les médias tous azimuts, devraient prendre prétexte de cette insoutenable dérive parlementaire pour permettre à ceux et celles qui le désirent de dénoncer vertement cette ingérence étatique infâme de leur Parlement dans la vie citoyenne, et pour répudier, haut et fort, ce nationalisme exacerbé qui prend une drôle de couleur. Et pour trois, le peuple tout entier, devrait en profiter pour faire un sérieux examen de conscience sur le mot « racisme », sur sa signification profonde et sur la peur pathologique qu'il soulève dès qu'il est question d'ethnicité au Québec qui se dit et se veut pourtant une société pluraliste. Car donner un appui aussi inconditionnel à des « sociétés » particulières qui défendent justement des intérêts définis à partir de pré-occupations strictement raciales (tel le B'naï Brith, la société des « Premières Nations du Canada », la Société Nationale des Québécois, etc.) et qui leur permettent d'avoir une force politique répressive aussi incontournable dans notre pays, nous met justement à la merci des exactions, des injustices et de la haine raciale. À force de crier au loup dans ce pays, on a finalement réussi à oublier son vrai visage, et nul ne s'est aperçu qu'il avait total contrôle sur la bergerie...

Russel Bouchard
Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean
18 décembre 2000

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

Liberté surveillée ! ⁴⁶
(suite)

« La véritable dimension humaine c'est donc le plein développement de notre liberté : elle consiste à se dépasser, à décoller de soi, à devenir un espace sans limite et sans ombre, par rapport à un Autre, qui n'est pas nous et dont cet espace marque la place. »

Maurice Zundel

Chicoutimi, le 5 janvier 2001

Monsieur Jalbert,

[Retour à la table des matières](#)

Je viens à peine de recevoir votre lettre en date du 27 décembre 2000 (un millénaire en retard !), et vous remercie pour la... diligence avec laquelle vous avez répondu à ma plainte du 8 décembre. Je suis particulièrement heureux de voir que l'institution municipale que vous représentez convient que l'exposition montée par M. Claude Girard, sur le 25^e anniversaire de la Charte des droits de la personne et de la jeunesse du Québec et présentée en vos murs au début du mois de décembre, « permettait une interprétation qui pouvait porter atteinte à [mon] image et à [ma] réputation » —je dirai même je dirai plus, suggérerait une propagande gouvernementale blessante, biaisée (ce qui veut dire intentionnellement tordue), inconvenante, inappropriée et injuste

⁴⁶ Lettre à M. Louis Jalbert, Directeur de la Bibliothèque municipale de Chicoutimi, en complément à l'affaire Claude-Girard.

à mon endroit. Votre offre de répliquer à cet inqualifiable affront en produisant une « exposition réponse » dans la semaine du 8 janvier (donc à compter de lundi prochain), est une ouverture notable, mais vous comprendrez, d'une part, que le délai qui m'est alloué pour m'y préparer et conformer (trois jours !), s'en trouve définitivement trop serré, et qu'il m'est impossible de me prêter à cet exercice avec classe, convenance et efficacité.

D'autre part, j'attends toujours les répliques de M. Claude Girard et de sa patronne qui... sévit dans ses bureaux de Montréal, et il m'importe d'avoir toutes les cartes en mains avant de me manifester chez vous et dans les journaux qui leur ont donné pleine page pour exprimer leur propagande (*Progrès-Dimanche*, 17 décembre 2000, A37). Je vous rappelle bien humblement que le concepteur de l'exposition qui a permis au Gouvernement du Québec de me clouer si brutalement au pilori dans le hall d'entrée de l'édifice le plus significatif de ma ville (la Bibliothèque municipale), a profité des ressources de l'État pour commettre ses méfaits, et je vois difficilement comment il me sera possible d'obtenir autant de visibilité —et pleine justice— avec si peu de moyens.

Tout considéré, cette affaire est définitivement trop grave, elle heurte trop de principes fondamentaux qui me tiennent à coeur et elle contrevient trop féroce­ment à l'idée que je me fais de la justice, de la vérité et de la liberté, pour la laisser se perdre dans le courant d'air d'un simple babillard que vous m'offrez, sans qu'il n'y soit apporté plus de consistance, plus de décorum pour en restituer le sens à vos habitués, et sans être convaincu d'avoir fait tout ce qui devait être fait pour conserver ma dignité de citoyen responsable et d'homme public profondément engagé dans ma communauté. Il me faut vous rappeler au reste que c'est de démocratie (même s'il ne s'agit plus que de lambeaux) et du parlement qui lui sert de cadavre ces jours-ci, dont il est question ; et il me faut vous sensibiliser au fait qu'au cours de la dernière année ces gens ont mis en oeuvre un puissant programme de promotion de la Charte des droits du Québec en la violant impunément sous l'oeil bienveillant de la bibliothèque municipale de Chicoutimi, une institution au demeurant apolitique, une institution auréolée de crédibilité et dont la mission est justement de favoriser

l'élargissement des consciences, la tolérance aux idées et le respect des différences.

Autrement dit, sous le couvert de la vertu, sous le prétexte de faire la promotion des droits et libertés, en se servant avec force brutalité d'une institution municipale de prestige dont la fonction est d'instruire et non pas de réduire, ces fonctionnaires se sont emparés d'un outil suprême (la Charte) sensé les protéger, ils l'ont déviée de sa mission sacrée et l'ont utilisée à leur profit pour ridiculiser un honnête citoyen qui ne pense pas comme eux, pour neutraliser son engagement socio-politique et pour museler un esprit libre qui interroge et conteste le bien-fondé d'une démarche gouvernementale particulière (le projet de traité Chevette-Ilnutsh) qui heurte à son tour les notions d'égalité, de justice et de fraternité, notions protégées par la Charte canadienne des droits et libertés. M'est-il permis d'ajouter enfin que c'est en irresponsabilisant les fonctionnaires et en banalisant leurs méfaits et le fruit de leur incompétence qu'on réussit à réunir les prérequis pour créer les pires dictatures et pour monter les bûchers de l'intolérance.

L'affaire, plus conséquente que ne le suggère votre lettre qui a le défaut de réduire le contentieux à ma simple personne, est donc d'un double considérant : il y a, certes, l'individu heurté dans sa crédibilité, l'individu offensé, mais il y a davantage les droits fondamentaux bafoués, foulés au pied, souillés par ceux-là mêmes qui ont été chargés de les protéger. Et il est conséquemment hors de question que je laisse à ces fonctionnaires fautifs l'opportunité de s'en tirer sans devoir s'expliquer et rendre de compte en vertu de ceci et de cela ! Je ne voudrais, en aucune façon, porter ombrage à votre ouverture et à la générosité de votre démarche à mon endroit, mais mon devoir est de vous rappeler également et enfin que ces gens sont au service du public —souhaitons du moins qu'il en soit encore ainsi !—, qu'ils ont des devoirs souverains envers le citoyen, la vérité et la justice, et que je me mépriserais comme le dernier des mécréants si j'acceptais de passer l'éponge sur ce préjudice fondamental. Au risque de vous paraître dépassé, je suis toujours de ceux qui croient aux valeurs de la démocratie, et qu'il vaut mieux périr dans l'honneur que de vaincre souillé par la facilité d'avoir obtenu un maigre prix de consolation qui aurait pour conséquences perverses de donner du tonus à leur action et

de les affranchir des devoirs souverains auxquels ils sont tenus en tout temps.

En ce qui me concerne, la liberté n'est ni un privilège qui nous est accordé ni un droit créé par l'homme, mais un droit naturel, universel et fondamental réduit par la société et par des lois humaines devenues abusives, un devoir de l'être qu'il faut savoir reconnaître dans sa pleine mesure et assumer jour après jour, nuit après nuit, année après année. Et nous y sommes ! Pour bien d'autre chose que la lâcheté et la compromission, comprenez aussi que je suis, Monsieur, votre concitoyen, votre pair, et sincèrement vôtre,

Russel Bouchard
Pays du Saguenay—Lac-Saint-Jean

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

De la présumée disparition des Montagnais :
la vérité historique soumise à la censure
des anthropologues ! ⁴⁷

Chicoutimi, le 9 mai 2001

Monsieur Trudel,

[Retour à la table des matières](#)

Je vais aller droit au but et tenter de ne pas m'égarer bien que le sujet soit des plus complexes ! J'ai lu votre réplique adressée à l'historien Alain Beaulieu et publiée dans le dernier numéro de la Revue d'Histoire de l'Amérique Française (hiver 2001), et je vous trouve particulièrement effronté de continuer de soutenir vos balivernes à mon endroit pour justifier vos errances ! Je sais qu'il aurait paru plus digne de feindre l'indifférence encore une fois et de laisser passer, mais après six ans d'une campagne de dénigrement injuste et diffamante votre dernière attaque ne me laisse plus le choix de remettre les pendules à l'heure. Dans votre naufrage, vous vous raccrochez, comme à une ultime planche de salut, à ma propre réplique publiée dans la revue Recherches Amérindiennes au Québec de l'hiver 1997, et soutenez, sans jamais vous soumettre à l'épreuve d'une quelconque démonstration scientifique, que je n'ai répondu « en rien aux critiques [des professeurs] Charest et Clermont ». Je comprends l'inconfort que vous créent les graves reproches de M. Beaulieu, et je suis au courant des compromis (un euphémisme ici) que le milieu de la recherche historique et anthropologique institutionnalisée doit accepter pour obtenir

⁴⁷ Lettre ouverte à l'anthropologue Pierre Trudel en réponse à sa réplique adressée à l'historien Alain Beaulieu et publiée dans la RHAF, hiver 2001.

les subventions de recherches afférentes aux amérindiens du Québec, mais je vous interdis de continuer de mouiller mon lit pour garder le vôtre au sec !

Contrairement à vos soutenance ma réponse était, en de telles circonstances, la plus convenable qu'il soit séant de faire. Certes, elle n'était pas politiquement correcte, elle n'allait pas dans le sens que vous auriez aimé mais elle disait ce qui devait être dit, évitait de monter des autels et des bûchers ; elle traduisait parfaitement bien le sens modéré et empreint de respect que je voulais donner à un débat scientifique qui n'est jamais venu ; elle était ma réponse que j'ai voulu la plus sobre possible, réfléchie, respectueuse, ouverte aux idées des autres malgré vos injures et vos accusations particulièrement graves mettant en cause mon honnêteté intellectuelle et la rigueur de ma démarche. Jusqu'à tout récemment, je croyais encore que le milieu universitaire, bien que lâche et poussiéreux, pouvait garder quelques traces de l'esprit de vérité qui l'animait au siècle des encyclopédistes, mais il me faut convenir à vous lire aujourd'hui et à voir mon nom associé aussi péjorativement à vos déboires, qu'il (le milieu !) s'est abaissé au cran de la banalité et de la médisance et qu'il devra survivre avec les traces de ses manquements envers la vérité. Et pour ne pas perdre le fil de cette histoire galvaudée où j'ai été injustement calomnié —notamment de « raciste », ce qui est une accusation d'une extrême gravité, une accusation fausse et mensongère que je n'entends plus laisser passer— par l'équipe de Recherches Amérindiennes au Québec, je vous rappelle succinctement les faits :

- 3 octobre 1995, lancement de mon livre, *Le dernier des Montagnais*, à la salle du Parc de la Colline, Chicoutimi ;
- 12 mars 1996, donc cinq mois plus tard, le journaliste Paul Toutant commente la sortie de mon livre au téléjournal de Radio-Canada dont les conclusions coïncident avec celles d'un historien rattaché au ministère des Ressources naturelles du Québec, Maurice Ratelle ;
- 25 mars 1996, Paul Charest, du Département d'Anthropologie de l'Université Laval, publie dans le journal *Le Soleil* un pamphlet titré, « La supposée disparition des Atikamekw et

des Montagnais », libelle diffamant où il avoue, noir sur blanc, ses préoccupations politiques et son appui à la cause autochtone dans une conclusion qui ne laisse aucun doute sur ses accointances et intérêts avec les Montagnais et les Atikamekw : « ... plutôt que de trouver dans des fictions historiques des échappatoires à la négociation territoriale, écrit-il alors, que le gouvernement du Québec accorde ses pratiques à son discours et qu'il négocie de bonne foi avec les Atikamekw et les Montagnais. » Fin de la citation et du texte. Voilà pour la semonce proférée à l'endroit du P.Q. qui vient de prendre le pouvoir à Québec et la commande adressée au ministre Chevrette chargé du dossier autochtone !

- 19 avril 1996, Normand Clermont, lui aussi du Département d'Anthropologie de l'Université Laval, publie dans le journal *La Presse* un autre pamphlet titré, *Les Attikameks, des squatters ?* » pour appuyer la précédente dénonciation de son collègue Charest. Un texte plus timoré que le premier et mieux construit, mais qui trahit tout de même les préoccupations politiques pro-autochtones de son auteur : « Ces circonstances [de leur existence, écrit-il en conclusion], ont toujours été agressantes sur leur territoire et sur leur mode de vie. Elles en viennent maintenant à une remise en cause de la légitimité de leur identité, à une volonté d'évacuation de la table de négociation. Il y a des maringouins qui, à force de trop insister dans leurs agressions, ont dû faire face un jour à la main qui avait trop souvent été piquée... »
- Dans le numéro suivant de *Recherches Amérindiennes au Québec*, vol. XXVI, no 2, 1996, Pierre Trudel —c'est bien vous ? !— présentait une partie de l'entrevue de Paul Toutant et la publication intégrale des deux textes de ses collègues (Charest-Clermont) en soutenant sa démarche de rectitude historiographique par des préoccupations, lui aussi, strictement politiques et pro-autochtones disant notamment ceci : « En reproduisant ici les répliques de deux anthropologues, [...], nous désirons contribuer, bien modestement, à équilibrer l'information sur les revendications autochtones. En effet, le nombre de gens qui ont lu les textes de Charest et Clermont ne

souffre pas la comparaison avec le nombre de citoyens qui ont lu ou entendu le prétendu scoop. Puisque sans aucun doute cette vieille histoire finira par ressortir à un moment ou à un autre, les pages de RAQ, plus permanentes que celles des quotidiens, assureront tout au moins une réplique. »

- Et puis ma réplique publiée dans *Recherches Amérindiennes au Québec* (vol. XXVII, no 2, 1997) sous le titre, « L'histoire n'est pas une question d'équité mais de vérité », et où je conclus par cette profession de foi envers mes engagements professionnels voués à la seule et stricte recherche de la vérité historique : « L'histoire, engagée ou pas, écrivais-je alors, conciliante ou déplaisante, est celle du reflet que nous envoie le miroir de l'âme du passé des hommes qui ont habité et habitent toujours cette région, ce pays, ce continent, cette planète. Ici, il n'y a pas de diplomatie ni d'alliances qui vaillent ! Il n'y a qu'à se pencher et cueillir ce qu'on voit, ce qu'on goûte et ce qu'on mange. Le reste n'est qu'illusion, fabulation, mensonge, néant... »

Et il y a eu ensuite, permettez que j'élague sans m'attarder vu que le sentier est encore long, un moment de silence qui s'est étiré jusqu'à la rédaction finale du projet de traité Chevette-Montagnais titré « Approche commune / Février 2000 » (texte préliminaire retenu intentionnellement jusqu'en juillet 2000, le temps que la population parte en vacances !) ; et puis le texte critique d'Alain Beaulieu publié dans la *Revue d'Histoire de l'Amérique Française* (53-4, printemps 2000) sous le titre, « Les pièges de la judiciarisation de l'histoire autochtone ». Dans cette dernière commission, prenons le temps de le préciser, M. Beaulieu critique vos précédentes sorties et questionne vos préoccupations politiques dans des travaux de recherches et des commentaires qui se sont périlleusement écartés de leur mission scientifique ; un texte critique particulièrement dérangeant qui amène finalement le vôtre, objet de la présente... et qui nous fait craindre pour le retour des exorcistes de Salem !

De fait, dans votre réponse à Alain Beaulieu (RHAF, hiver 2001), vous écrivez : « L'intérêt qu'ont les Autochtones à démontrer la continuité et l'exclusivité de l'occupation du territoire peut sans doute ne pas favoriser l'objectivité en histoire. Mais il serait un peu naïf de croire que des avocats, des historiens ou des anthropologues n'auront jamais à travailler pour une cause. Bien que cela puisse nuire à la vérité historique, il importe de rappeler que les droits des uns et des autres ont tout intérêt à être soutenus par des experts. Hors de l'université, les historiens ou les anthropologues font souvent face à ce problème. Et, dans la vraie vie, le problème du droit des gens est tout aussi important que l'absolue vérité historique. — Par ailleurs, Alain Beaulieu a également raison de critiquer Rémy Savard d'avoir qualifié Denis Vaugeois de « raciste » dans un compte rendu de son livre par RAQ. La revue aurait dû demander à l'auteur du compte rendu de retirer cette accusation. » Fin de la citation et de votre réplique.

Voilà qui s'ajoute à des déclarations déjà suspectes et qui risque de nous laisser davantage perplexes ! Où situez-vous votre travail d'anthropologue dans cette curieuse confession où vous exprimez un problème de conscience qui vous est personnel et auquel je ne saurais souscrire en aucun temps ? Vous qui enseignez l'anthropologie, ne vous a-t-on pas enseigné qu'il ne saurait y avoir de justice sans vérité et que toute justice basée sur des lambeaux de vérité n'est qu'un lambeau de justice ? ! Après une telle déclaration qui clôt votre plaidoirie en trahissant un état d'âme qui n'a pas sa place dans un exercice où la vérité est en cause, quelle crédibilité scientifique faut-il donner à une revue, la RAQ, qui s'est donné comme mission de soutenir la « cause » amérindienne, une cause politique, sous prétexte de rétablir les torts du passé, d'influencer la courbe du temps ? Quelle crédibilité faut-il maintenant donner aux plumes qui l'alimentent ?

Au cas où l'affaire vous aurait échappé, je vous répète que l'histoire n'a pas à se faire justicière de celui-ci ou de celui-là, fut-il le fruit d'une mutilation condamnable, qu'elle n'est pas une question d'équité mais de vérité, qu'elle est une gueuse qui se prête à bien des connivences mais qu'on ne saurait trop lui reprocher de vouloir faire la charité au prix de la vérité. Enseignez-moi, vous qui me semblez avoir toujours cette curieuse manie de remettre sur le dos des autres le fruit de vos incohérences et de vos préjugés sans jamais vous commet-

tre sur un écrit fondé, qu'aurait-il fallu que je réplique pour survivre au verdict sans appel et au jugement d'intention particulièrement inconvenant —parfois même diffamant— que m'ont fait subir vos deux vicaires anthropologues dans la campagne de désinformation fortement médiatisée qui a suivi la sortie de mon livre, *Le dernier des Montagnais* ? Qu'aurait-il fallu que je réponde plus particulièrement à M. Charest, après qu'il m'eut accusé, dans *Le Soleil* du 25 mars 1996 (p. B-7) et dans la RAQ de 1996, d'avoir publié, et je cite, une « thèse tout aussi raciste » (sic !), d'être « parti en guerre contre certains leaders amérindiens » (sic !), de « manipuler l'histoire », d'être « obsédé par la pureté du sang » et d'être l'auteur d'« une telle thèse assimilationniste » (sic !). ⁴⁸

Drôle de manière de partir un débat d'histoire et de l'engager par des accusations qui portent sur le politique ! Belle ouverture d'esprit ! Était-ce une sommation pour comparaître devant le tribunal de la vérité historique de la RAQ ou une critique ? Et vous voudriez que je fasse quoi devant ces « pairs » enragés (!) pour me faire pardonner ce dont ils m'accusent... et pour avoir droit aux subventions de recherches qui passent bien souvent—trop souvent devrais-je dire— par vos bureaux qui sont attenants au long house autochtone et par ceux de cette même école qui sévissent dans d'autres universités du Québec ? Après toutes les insanités et les faussetés que mes accusateurs publics ont pu proférer sur mon compte grâce à votre concours, après cette charge frénétique qui ne souffrait aucune nuance ni retenue contre mon oeuvre, une charge qui s'est étirée sur plusieurs années et que j'ai

⁴⁸ À propos de cette accusation de « raciste » proférée par Rémy Savard à l'endroit de Denis Vaugois : en vertu de quelle logique, la condamnez-vous aujourd'hui sous cette plume alors que vous avez cautionné celle que me faisait Paul Charest dans la RAQ, vol. XXVI, no 2, p. 85, accusation particulièrement grave que vous avez même confortée dans la Note de la Direction de la Revue enterrant ma réplique publiée dans le RAQ vol. XXVII, no 2, pp. 92-93 ? Comment comprendre et justifier que de telles accusations soient jugées inacceptables pour l'un, et qu'elles ne le soient pas pour l'autre ? Permettez que je cite l'article 5 de la NDLR que vous avez signé à la page 94 dudit numéro : « 5. Bouchard avance une conception raciste des Montagnais puisque ce dernier conclut qu'il n'y a plus de Montagnais du fait que cette population s'adonne à des intermariages avec d'autres populations. » Le soulignage est de moi.

accepté avec beaucoup de renoncement en me disant que le temps allait bien réussir à sécher votre salive et à me donner raison, vous me reprochez aujourd'hui d'avoir dévié de la question sur la seule foi de ce réquisitoire outrageant et vous osez dire, car vous dites n'importe quoi, que la « RAQ a été très généreuse d'avoir publié un texte qui ne répondait en rien à au moins six arguments nuancés ou contredisant la thèse de la disparition des Atikamekw et des Montagnais ».

Vu que vous ouvrez la porte, M. Trudel (Pierre), où est votre analyse scientifique, savante et impartiale de mon livre —qui n'était que le fruit d'une quête de vérité, que la somme de mes observations scientifiques et du questionnement que m'autorisait alors un quart de siècle de travail assidu passé à la recherche de mes propres racines. Où est ce compte rendu de volume, le vôtre et celui de vos collègues, ce compte rendu juste et équitable (j'entends par là, sortir les points forts autant que les points faibles, critique de sources, originalité de l'approche et intérêt du débat que ses conclusions soulèvent), celui que vous auriez dû commettre avant toute autre démarche, avant de crier à l'impie et de réclamer l'excommunication pour son auteur ? Au fait, l'avez-vous seulement lu mon livre ? Et qui, dans votre chapelle, l'a lu d'un couvert à l'autre ? Dans votre dernier papier à l'historien Beaulieu, vous dites vous en être tenu à me rappeler mon « rôle de répliquer à des pairs qui les avaient critiqués publiquement ». Encore faudrait-il, avant d'y surseoir, quitter ce lit de préjugés qui vous étreint à mon endroit, encore faudrait-il vous informer et vous astreindre à une analyse qui vise plus à comprendre qu'à convaincre, à préciser qu'à démolir. Car il n'est pas tout de dire et dédire ; encore faut-il être assez vrai pour le bien dire, et assez bien pour le dire vrai !

Russel Bouchard
Toujours insoumis

P.-S. Quelle mouche vous pique pour réagir encore contre mon oeuvre littéraire six ans après sa parution, alors que les Montagnais et les Atikamekw sont justement en train de concocter une entente injuste et contre laquelle je m'oppose avec force vigueur parce qu'elle est basée sur une histoire déviée par des notions justement « racistes », une histoire biaisée à la base, insoutenable dans les faits et in-

concevable sur le plan philosophique puisque cette démarche contre- vient à la loi universelle voulant que les hommes naissent égaux en droits ? Après les hagiographies autorisées, après les grilles d'analyses universitaires qui étouffent la libre pensée, qui pénalisent l'originalité et la liberté de pensée chez vos étudiants et qui alimentent les débats de vos sociétés d'admiration mutuelle, faut-il désormais craindre à la promulgation d'une loi québécoise qui interdirait la publication de livres d'histoire référant aux Autochtones sans avoir été préalablement autorisés par ceux-ci... et leurs obligés subventionnés ? Faut-il craindre le retour de « l'infâme » ? Faut-il craindre le harcèlement frénétique et les bûchers montés par des chasseurs de sorcières pour brûler la pensée de ceux et celles qui n'appartiennent pas à votre milieu et qui refusent de compromettre la vérité pour survivre de leur art et de leur science ?

Ne vous en déplaie, et c'est probablement ce qui vous ulcère tant, mon livre, *Le dernier des Montagnais*, n'a bénéficié d'aucune subvention et n'est lié à aucune institution. Il est le fruit de ma pensée qui se veut, cela est un honneur pour moi, en rupture de ban avec la pensée codée du milieu universitaire. Il est le témoin de ma quête de vérité et de mes limites honnêtement exprimées. Il a été rédigé par une plume avide de comprendre et libérée de toute attache subventionnelle, et il a été publié avec le seul fruit de mes ventes et de ma bonne renommée que vous vous appliquez, depuis, à souiller sans vous être astreint à une démarche libre, généreuse et cohérente. Et c'est pour cela, parce qu'il s'exprime à l'extérieur de vos sillons, parce qu'il secoue une insoutenable harmonie discursive et empirique, parce qu'il bouscule vos confortables certitudes qu'il subit tous vos assauts depuis six ans, qu'il a survécu à toutes vos médisances, qu'il n'a jamais été présenté dans vos revues savantes (RAQ autant que RHAF) qui ne souffrent aucune dissidence ; revues prétentieuses, élitistes et corporatistes, cela doit être dit aussi, qui s'entendent comme des lutteurs de foire pour décréter la vérité bonne à dire et celle à étouffer, pour monter ou détruire une renommée sans égard au mérite, selon que le titulaire d'une vérité dérangeante soit suffisamment malléable pour avoir droit à vos indulgences, subventions, reconnaissances officielles et autres prix de mérite, selon qu'il soit jugé trop autonome, trop indépendant, trop en retrait de la pensée dominante supportée par vos instances institution-

nelles qui maîtrisent tous les canaux d'expression, les forums savants et les tribunes de congrès.

Il y a une fatalité incontournable sur les académies, écrivait un jour Voltaire qui avait eu également son lot de mésaventures avec les institutions savantes investies du pouvoir d'étouffer la vérité : « aucun ouvrage qu'on appelle académique n'a été encore, en aucun genre, un ouvrage de génie : donnez-moi un artiste tout occupé de la crainte de ne pas saisir la manière de ses confrères, ses productions seront compassées et contraintes. Donnez-moi un homme d'un esprit libre, plein de la nature qu'il copie, il réussira. Presque tous les artistes sublimes ou ont fleuri avant les établissements des académies, ou ont travaillé dans un goût différent de celui qui régnait dans ces sociétés. — Corneille, Racine, Despreaux, Lesueur, Lemoine, non seulement prirent une route différente de leurs confrères, mais il les avaient presque tous pour ennemis. » (Le siècle de Louis XIV, 1825, vol. 25 (1), p. 272). Imaginez seulement ce qui serait advenu de la réputation de Galilée, le seul pas de travers à la cadence de son temps, s'il avait suivi le parcours du tribunal de l'Inquisition qui l'avait condamné à crier tout haut que la Terre est plate. Imaginez l'état pitoyable de la science et de la philosophie si les travaux dissidents de Rousseau, Hume, Marx, Ghandi et mille autres réverbères de l'humanité auxquels j'aimerais bien m'associer, n'avaient pas survécu aux préjugés et à la pensée dominante de leur époque.

Ceci dit, si j'ai tort, M. Trudel (Pierre !), si j'ai tenu des propos racistes dans Le dernier des Montagnais comme le suggèrent vos textes et celui de M. Charest (Paul !), citez les extraits et prouvez-le hors de tout doute. Si j'ai été mal inspiré d'écrire ceci ou cela dans un chapitre d'histoire amérindienne qui est passé sous le diktat parsemé d'anathèmes de la science anthropologique —une science interprétative et inexacte soit dit en passant, une science qui compte parmi les plus grands souteneurs de la cause autochtone, « des anthropologues et autres consultants » qui, aux dires de l'ex-grand chef de la nation cri, Billy Diamond, sont devenus « plus indiens que les Indiens » ⁴⁹—

⁴⁹ Pour ceux et celles qui ne sont pas au courant de cette histoire qui prend tout son sens ici, disons seulement que Billy Diamond est le chef cri qui a signé la Convention de la Baie James, un chef qui s'affiche d'abord et avant tout Qué-

dites simplement où j'ai erré et apprenez-moi ce que je n'ai su comprendre. Et si vous n'êtes pas certain de vos accusations et de vos avancés scientifiques qui seront toujours à vérifier, si vous doutez de l'éternité de votre vérité ayez à tout le moins l'intelligence de la fermer à double tour car ma plume ne rentrera pas dans son fourreau pour autant, ne s'éteindra pas pour une vérité qui n'en sera plus une demain...

« Peut-on faire partir de l'histoire une certitude éternelle ?
trouver à un pareil point de départ un intérêt autre qu'historique ?
fonder sur un savoir historique une félicité éternelle ? »

S. Kierkegaard,
Miettes philosophiques, 1844

bécois, un chef recyclé qui porte un jugement particulièrement dur sur « tous les agents blancs influents —avocats, anthropologues et autres « consultants »—, qu'il accuse de manipuler les Indiens dans le but de nuire au Québec. » Voir à ce sujet la chronique éditoriale de Luc Chartrand, « Je suis un Cribécois », in L'actualité, août 2000, pp. 14-20.

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À M. Pierre Lanthier
(RHAF, Montréal)

Chicoutimi, le 10 mai 2001

Monsieur le directeur,

[Retour à la table des matières](#)

Veillez trouver sous ce pli, copie d'une lettre ouverte que j'ai adressée à l'anthropologue Pierre Trudel, auteur d'un article publié dans votre dernier numéro de la Revue d'Histoire de l'Amérique Française (« Recherches amérindiennes au Québec et la présumée disparition des Atikamekw et des Montagnais », vol. 54, no 3, hiver 2001, pp. 449-451). La présente fait suite à une autre lettre datée du 7 août 2000 et accompagnée d'un dossier que j'avais adressé à vos bureaux de Montréal à l'attention de votre secrétaire M. Paul Aubin — qui n'a pas fait le suivi auquel il était tenu et qui n'a même pas eu l'obligeance d'accuser réception.

Je comprends que le nuage de rectitude politico-historique qui noircit le ciel du Québec depuis plusieurs années, oblige salutaire prudence dans vos milieux lorsqu'il est question d'ethnie, de racisme, de Juifs, de Québécois pure laine et d'Amérindiens, mais je ne crois pas que le fait de favoriser le débat entre attachés institutionnels au détriment de la pensée d'un historien sans port d'attache puisse auréoler les devoirs de transparence, de générosité et d'impartialité auxquels est tenue la RHAF. Je crois pertinent de vous signaler que dans sa réplique à l'historien Alain Beaulieu, le professeur Trudel s'appuie sur des écrits antérieurs auxquels mon nom est associé noir sur blanc, et cela mérite un arc-en-ciel de nuances. Il me faut vous rappeler égale-

ment que les ruades un peu gauches de Pierre Trudel prennent leur énergie dans un dossier particulièrement controversé où il a tenu et avalisé des propos inexacts et injustes à mon endroit, et qu'il me revient aujourd'hui de répliquer à la mesure des préjudices qu'il perpétue dans vos plus récentes pages. Un accusé de réception à la présente serait, au préalable, fortement apprécié.

Avec mes respects !

Russel Bouchard
Historien
Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À M. Pierre Lanthier
(RHAF, Montréal)

Chicoutimi, le 1er juin 2001

Monsieur le directeur,

[Retour à la table des matières](#)

J'ai bien reçu votre lettre du 25 mai de la présente, et je ne vous cacherai pas mon premier bonheur d'apprendre que la revue placée sous votre gouverne montre enfin un peu d'ouverture à mon endroit. Un bien petit bonheur cependant, car il me faut vous dire tout l'inconfort que me créent vos « conditions » —à prendre ou à laisser— pour que je puisse user de mon droit de réplique (un bien petit droit !). Je vois difficilement, en effet, où la vérité pourrait trouver son profit dans ce genre de surenchère où il me faut réécrire une réplique à ma réplique. Si j'ai bien compris la logique de vos propos, c'est donc de deux choses l'une : où je me censure pour avoir droit à vos colonnes (ce qui entend que ma lettre du 9 mai ne sera pas publiée sous sa forme originelle et que celle qui sera publiée ne le sera qu'à travers le corset que vous m'avez cousu) ; où je refuse de me soumettre à cet étrange manège, et me voilà encore une fois recalé à l'examen. Dans les deux cas, reprenez-moi si je me trompe, la lettre du 9 mai que je vous ai adressée ne sera pas publiée ?

La question n'est pourtant pas si compliquée, et pardonnez que je me répète succinctement pour le besoin de la cause. Dans une série d'articles publiés dans les grands journaux du Québec et dans la RAQ, certains de vos « collègues anthropologues » (Pierre Trudel et Paul Charest nommément) se sont permis à mon endroit des propos mensongers, injurieux, diffamants et indignes de scientifiques qui se pro-

mènent sous cette auréole. Bien protégés par le couvert de la revue qu'ils dominent, ils ont condamné mon livre —Le dernier des Montagnais— de la manière la plus injuste qui soit en s'appuyant sur des extraits cités hors contexte, ils m'ont qualifié coup sur coup par des termes innommables, allant même jusqu'à m'accuser de « manipuler l'histoire » et d'avoir commis une « thèse assimilationniste », ce qui me rabaisse au plus bas niveau de plancher que puisse atteindre un historien dans sa déchéance. Sans ménagement, sans faire montre de la moindre rigueur ni grandeur d'âme, en usant des « propos désobligeants » à mon endroit et à l'encontre de toute vérité, l'un d'eux, M. Trudel (Pierre !), s'est ensuite permis l'outrage d'en remettre sur les braises encore fumantes d'un odieux bûcher que sa colonie d'anthropologues (vos « collègues » !) m'a monté, il a cité mon nom à plusieurs reprises dans le dernier numéro de la RHAF (54-3 : 449-451) comme étant un bel exemple de sa « générosité » (sic) —des commentaires qui, ne vous en déplaise et grâce au concours de votre revue, continuent de jeter un lourd discrédit sur l'ensemble de mon oeuvre et sur l'intégrité de ma démarche. Un peu plus, et ces gens m'accusaient d'avoir importé le bacille de la peste de Marseille qui a frappé avec force brutalité les Montagnais, en 1720-1721 !!!

Bref, ces convulsionnaires, qui tirent toute leur science de discours raboutés année après année et qui placent la mémoire orale au-dessus de la preuve écrite, en ont mis tant et tant dans leur délire qu'ils se sont eux-mêmes condamnés à devoir, un jour, s'expliquer devant leurs « pairs ». Et nous y sommes ! Monsieur le directeur, je regrette de vous décevoir, mais dans ces circonstances où j'ai été mordu partout le corps avec autant d'agressivité par des ergoteurs qui n'ont nul souci de la vérité et qui défendent l'idée que les intérêts des uns puissent prévaloir sur la vérité absolue (rappelons-nous seulement cet aveu de Trudel dans vos colonnes : « Bien que cela puisse nuire à la vérité historique, il importe de rappeler que les droits des uns et des autres ont tout intérêt à être soutenus par des experts. »), je n'ai absolument pas le goût de jouer du bistouri dans ma dernière lettre simplement pour soulager l'irritabilité de ces gens et ménager leur susceptibilité. En noyant leurs questions sous un torrent d'injures et d'accusations impertinentes, ces chercheurs ont terni d'entrée de jeu leur crédibilité scientifique et souillé le débat, ils se sont disqualifiés de l'exercice réclamé et ont perdu droit à une réponse sereine. Le mur de mépris

qu'ils ont dressé est absolument infranchissable et il n'est pas d'arguments assez convainquants pour m'amener à me soumettre à leur ultimatum.

Cela étant, si les propres règles de la RHAF l'autorisent à prendre des libertés avec la vérité pour ménager ses acquis, pour préserver sa douce tranquillité et « pour éviter que le débat ne s'éternise » (sic) lorsqu'il secoue ses « collègues anthropologues » agissant dans sa sphère de compétences et d'influences, je crois qu'il y a lieu de questionner de suite la rigueur de son action et les termes de sa mission car il y a signes d'une inquiétante dérive. Éclairez ma lanterne je vous prie : cette revue est-elle là pour dire, soutenir, définir, dessiner des contours contraignants à la vérité, sympathiser avec ses « collègues » ? Ou pour comprendre, aider ses lecteurs à disposer de toute l'information possible pour se faire une idée propre, juste et complète d'une situation donnée, d'un problème soulevé ?

Tout considéré monsieur le directeur, dans un tel contexte où le protocole et les apparences ont mille fois plus d'importance que la teneur du message à publier, vous comprendrez que ma position d'offensé me donne droit à une réplique appropriée, à la mesure de la férocité des attaques. Mais comme ce droit m'est refusé et que vous avez montré à mon endroit une ouverture qui n'est pas habituelle dans votre milieu où il faut mettre des gants blancs, lever le petit doigt et faire courbette avant de répliquer à celui qui nous assène un coup de massue par derrière, je vous offre plutôt l'alternative suivante : soit enlever —à votre convenance— les « propos désobligeants » qui vous irritent tant dans ma lettre du 9 mai, et publier les lambeaux qui restent ; soit faire une présentation de ma réplique en prenant bien soin de la contextualiser et publier quelques extraits dont le choix est laissé à vos bons soins et jugements. En ce qui me concerne mes devoirs sont faits. À vous de voir pour la suite...

Bien respectueusement à vous,
Russel Bouchard
Historien
La vérité, ma seule maîtresse

P.-S. Dans le cas de la « vérité historique » justement, vous m'avez demandé de mettre à contribution mon expérience d'historien pour apporter « des explications plus longues, mieux soutenues ». J'entends combler cette lacune de suite par les quelques réflexions qui accompagnent ce pli. Je vous offre également, en toute courtoisie et de la manière la plus désintéressée qui soit, quatre livres de mon cru où il est questions d'Indiens (dont *Le dernier des Montagnais*). Jugez par vous-mêmes de leur contenu, voyez comme j'ai été bon prince avec vos... « collègues » et expliquez-moi pourquoi votre revue n'a jamais daigné présenter aucune de mes publications dans les pages consacrées à cet effet ? ! Ceci dit, sachez que j'ai consacré la plus grande partie de ma vie à l'Histoire sans jamais rien demander à quiconque. J'ai fait mon chemin dans des sentiers que nul n'a voulu emprunter parce qu'à contre-courant, parce que peu glorieux et chargés de mépris, parce que trop mal payés et trop ingrats. J'ai publié en solo 34 titres en 26 ans, des livres nettement imparfaits j'en conviens, la plupart à compte d'auteur pour ne pas trahir mes poussières de vérité arrachées de haute lutte à l'oubli du temps, pour ne pas me soumettre à des normes abusives et réductrices. Et je ne compte plus les articles donnés sans espoir de retour. Sincèrement, si cela n'est pas suffisant pour me mériter l'estime et le respect de mes « pairs », et qu'il me faut, de surcroît, me traîner à genou pour faire sortir la vérité, démasquer mes calomniateurs et obtenir justice, alors restons-en là, personne ne s'en portera plus mal. Car il n'est pas de ma nature de me soumettre à de telles inélégances. Je me mépriserais moi-même...

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

« La Grande Paix de Montréal »
du 4 août... 2001 ⁵⁰

« Les traités de paix sont si sacrés parmi les hommes qu'il semble qu'ils soient la voix de la nature, qui réclame ses droits. Ils sont tous légitimes lorsque les conditions en sont telles que les deux peuples peuvent se conserver ; sans quoi, celle des deux sociétés qui doit périr, privée de sa défense naturelle par la paix, la peut chercher dans la guerre. »

Montesquieu, [Lettres persanes](#), XCV

Chicoutimi, le 16 juin 2001

Cher monsieur,

[Retour à la table des matières](#)

Je prends le temps de réagir à votre excellent commentaire publié ce jour dans Le Devoir. Franchement bon (mais avec « réserves » !) : le texte est bien construit ; il dit ce qui doit être dit —d'entrée de jeu— pour dénoncer la surexposition d'un discours nostalgique et réducteur, il sait mettre en évidence avec beaucoup d'adresse les nouveaux défis qui s'ajoutent aux anciens, et il sait questionner, parfois même avec force vigueur, certains tenants et aboutissants du problème « sociétal » auxquels est confronté l'Amérindien d'aujourd'hui (vous me pardonnerez de ne pas utiliser le terme « autochtone », car je suis

⁵⁰ Lettre ouverte à M. Jean-Jacques Simard, professeur de sociologie et spécialiste gouvernemental de la question autochtone au Québec, en réplique à son commentaire (« Adieu aux Indiens imaginaires ») publié dans Le Devoir, le 16-17 juin 2001. Cette lettre a été publiée dans Le Devoir du 29 juin 2001 sous un autre titre, altérée sans préavis, lobotomisée, libérée d'une partie de sa substance...

farouchement d'avis que ceux et celles qui sont nés dans ce pays sont tous des autochtones et dans tous les sens du terme).

Même que pour une bonne partie des thèmes soulevés, votre discours rejoint le mien ; mais j'ai un certain inconfort cependant avec votre conclusion qui confirme le vieux credo de « l'autonomie politique » comme seule issue possible du débat, la vieille rhétorique d'un discours brillamment revampé et presque sans bavure apparente qui sacralise la fracture ethnique du Pays et qui relève d'un principe erroné à la base parce qu'exclusif, celui de l'apartheid et du racisme. Dans votre plaidoirie finale, pour justifier cette nécessité « d'autonomie », vous écrivez avec beaucoup de justesse et d'un trait bien aiguisé : « Ce n'est pas tant un « droit inhérent », hélas, qu'une très difficile tâche à réapprendre après presque deux siècles d'un régime fondé sur l'expropriation territoriale, l'étouffement bureaucratique, la dépendance fiscale et les alibis imaginaires ». Voilà effectivement le fond du problème auquel la population —toute entière et sans exclusion— de mon Pays, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, est confrontée. Pensez-vous sincèrement qu'il sera réglé lorsque le Nitassinan Mamuitun sera officiellement reconnu dans un traité et qu'il confirmera officiellement l'inexistence de ma collectivité aux yeux des Inutsh, de Québec, d'Ottawa et du monde ?

« En somme, récriminez-vous à l'endroit de l'État providence, « depuis trois ou quatre décennies, les conditions de vie matérielles se sont beaucoup améliorées [chez les Indiens], entraînant une très forte croissance démographique et un allongement de l'espérance de vie ; mais en même temps, l'économie de subsistance s'est écroulée sans que se créent suffisamment de nouveaux emplois salariés pour absorber la demande d'embauche toujours croissante... » Curieux que cela soit perçu comme un problème « sociétal », si l'on considère, en contrepartie : que l'Autre segment de la communauté saguenéenne et jeannoise dispose, au contraire, de conditions de vie matérielles qui ne cessent de se détériorer depuis les trente dernières années ; que son espérance de vie est ternie par l'augmentation catastrophique du suicide, une épidémie qui incrimine d'ailleurs fortement les politiques du gouvernement provincial à son endroit ; que le niveau de vie de la classe moyenne s'est effondré et qu'il est en train de passer à celui de subsistance ; et que le manque d'emplois chronique, au-delà des appa-

rences, a provoqué le départ de 37,000 jeunes Saguenéens et Jeannois de 1971 à 1996 (dix fois la population amérindienne du Saguenay–Lac-Saint-Jean).

(À y regarder de plus près, c'est toujours, sur le vrai fond des choses, la vieille idéologie amérindianophile, mais ajustée au discours de la mondialisation : plume à la tête et tambour battant lorsque l'image d'Épinal de la victimisation requiert l'appui de la communauté internationale et qu'il faut stimuler son sentiment de culpabilité historique par le biais d'une symbolique habilement exhibée —la célébration de la paix de Montréal de 1701, par exemple !—, mais téléphone portable à l'oreille, attaché-case en main, armada de conseillers juridiques et jet nolisé lorsque la modernité sied à leurs intérêts sur le terrain.)

Une telle approche, pardonnez ce point d'ordre, est « donc » loin de proposer une solution viable au problème ! Du reste, elle me convainc davantage qu'il ne saurait y avoir d'avenir pour un projet de société, là où il y a séparation des membres communautaires et individuels en fonction de l'inopportune loi du sang (ce qui est évidemment insoutenable sur le strict plan humaniste), là où il y a déresponsabilisation d'une communauté culturelle et ethnique par rapport à l'Autre (que cette communauté soit amérindienne ou blanche ne présente aucune pertinence dans le débat actuel, car le défi nous concerne tous, sans exception aucune). Certes, je vous trouve particulièrement bien inspiré de dénoncer les problèmes sociaux endémiques et inacceptables qui affligent « les communautés de l'arrière-pays » et les « ghettos urbains », dont « le mal de vivre », « la pauvreté », « la violence domestique », « la grossesse adolescente », « l'abandon scolaire », « l'obésité épidémique », « la drogue et l'alcool » (peut-on franchement être contre la vertu ! je vous le demande ?), mais il importe également de préciser que ces tares odieuses de la modernité affligent tout aussi atrocement l'Autre communauté culturelle, de loin la plus peuplée des deux.

Il me tarde de comprendre, le fait de parler en faveur d'une reconnaissance spécifique du problème amérindien ne contribue-t-il pas justement à perpétuer cette ghettoïsation que vous dénoncez avec autant d'à-propos ? Pourquoi toujours ce deux poids deux mesures sous prétexte non éprouvé de vouloir trouver une solution durable —et via-

ble— à un problème qui concerne le nombre ? Êtes-vous en train de nous dire que ces souffrances qui me répugnent tout autant qu'à vous, sont plus ou moins inacceptables (ou acceptables !), selon qu'on soit au chevet de l'un ou l'autre de nos enfants et petits-enfants, selon qu'on soit de l'une ou l'Autre des deux communautés ? Éclairez ma lanterne je vous prie, car il me tarde de lire la définition que le professeur de sociologie donne au sens commun et au principe de l'égalité universelle des droits et devoirs collectifs et individuels, principes qui m'apparaissent comme un prérequis incontournable à l'harmonie des peuples, au respect et à la prospérité —et qu'ils reconnaissent pourtant lorsqu'ils se présentent devant l'ONU pour défendre leurs intérêts.

Dernière question avant de quitter le clavier... question posée du reste à la même date l'an dernier et toujours sans réponse : comment pouvez-vous justifier « l'autonomie politique » réclamée notamment pour les quelque 4,000 Inutsh de Mashteuiatsh et la mainmise sur tout un territoire —le Saguenay–Lac-Saint-Jean qu'ils ont rebaptisé le Nitassinan Mamuitun—, sans demander l'avis aux 282,000 laissés-pour-compte qui y vivent, sans reconnaissance de leur identité, réalité et souffrances propres, sans aucune sensibilité envers leurs rêves bien à eux, et sans égard à leur sentiment d'appartenance envers ce Pays ? Expliquez-moi ce qui m'échappe ! Si ce groupe qui exclut l'immense majorité réussit à obtenir cette « autonomie politique », que restera-t-il de celle de l'Autre qui n'a même pas la reconnaissance d'un gouvernement représentatif à Québec qui s'applique à l'assimiler à la population « franco montréalaise » ? Il me tarde réellement de comprendre comment vous pouvez justifier le principe de ce respect —exclusif— et de cette autonomie que vous réclamez à cor et à cris pour la communauté amérindienne, et qu'elle nous refuse ?

Comprenez-moi bien : je ne suis pas contre les revendications de la communauté inuth et le principe d'un traité, c'est même tout le contraire ; je suis cependant contre le fait que les avantages et reconnaissance qui leur sont consentis en tant que collectivité, soient refusés à la mienne du Saguenay–Lac-Saint-Jean par un gouvernement, celui de Québec, qui n'a pas le mandat légitime de négocier et parapher une telle entente ! Certes, ces gens et le gouvernement qui dit nous représenter peuvent signer des traités sans notre aval et continuer de nous ignorer avec mépris, qui peut les en empêcher vu l'état la-

mentable de la démocratie au Québec ? Mais j'ai peine à imaginer comment un tel traité pourra assurer l'harmonie —à long terme— avec cette nouvelle paix... « de Montréal » concoctée par astuces, s'il (le gouvernement de Québec) exclut des négociations 98% de la population territoriale qu'il s'applique déjà à éradiquer par le biais de politiques centralisatrices insalubres qui confond le Québec à la seule population de Montréal ?

J'appuie sur cette donnée incontournable, puisque c'est l'ensemble qui est souverain dans une démocratie (et non pas le gouvernement qui n'en est idéalement que le serviteur) ! Au-delà des harangues politiciennes et de la fumée des calumets qui ne se rendent pas jusqu'à Nous, comment justifier, en effet, la validité morale et légale d'un référendum exercé sur cette question engageante par 1,4% de la population (les Inutsh du Lac-Saint-Jean) et refusé à l'immense majorité qui, de surcroît, se sent flouée par ses représentants et qui se sait victime d'une injustice criante et infâme ? Vos protégés qui, par tradition, ont toujours exigé un consensus avant de s'engager au nom du groupe, se contenteront-ils cette fois-ci d'une signature de chefs — québécois en l'occurrence— qui ne représentent pas le consensus de l'Autre, qui crachent sur le problème « sociétal » de ce dernier et qui soutirent, au mieux, les apparences d'un consentement par des manœuvres totalitaires brigüées par des spécialistes de la manipulation de l'opinion publique ?

Russel Bouchard
Membre de l'Alliance autochtone du Québec
Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean

P.-S. Ah oui ! j'oubliais presque, signez-vous ce texte comme professeur de sociologie, négociateur pour la cause « autochtone », collaborateur du Devoir, « autochtone », ou tout cela à la fois ? Pourquoi cette ambiguïté dans un commentaire si bien ficelé ?

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

Journal Le Devoir
(Montréal)

A\S M. Venne ou à un membre de l'équipe éditoriale

Chicoutimi, le 19 juin 2001

[Retour à la table des matières](#)

Ci-jointe, ma réplique à la réflexion de M. Jean-Jacques Simard, publiée pleine page dans Le Devoir du 16 et 17 juin 2001. J'aimerais qu'elle reçoive parité de traitement, sans coupure aucune, même titre, même signature. Je reste toutefois ouvert à toute suggestion qui pourrait améliorer la qualité de ma réplique pour le profit de vos lecteurs. Vous pouvez me rejoindre à mon numéro habituel (418-543-0962) qui est celui de ma résidence et de mon encrier. J'y serai tout l'avant-midi.

« Les autochtones et nous », titrez-vous cette série qui arrive justement, Ô coïncidence ! à l'orée des fêtes devant marquer le 300^e anniversaire de la grande Paix de Montréal du 4 août 1701. Dans le Dictionnaire du français plus, le terme « autochtone » est défini comme suit : « Se dit d'un peuple réputé avoir toujours habité le pays où il se trouve. Personne née dans le pays où elle vit ou qui est originaire de ce pays. Se dit de formations géologiques qui n'ont pas subi de transport ». Voilà bien le seul pays que je connais où la définition de l'autochtone » passe obligatoirement par le sang, par la Constitution dans un article spécifique (l'art. 35), et par un numéro de bande ; les autres qui sont nés sur ce continent sont donc forcément des « Nous » ! Et les migrants sont quoi, eux, s'ils ne sont ni l'un ni nous (Nynous !) ? Des « Eux » ? ! À moins que ce soient Nous qui ne

soient plus rien et que ce soient Eux qui soient Nous, vu qu'ils ne sont pas autochtones dans le sens littéral du terme et qu'ils ne sont pas l'Autre qui est né sur ce continent ! Un chat y perdrait son veau (à moins que ce soit le veau qui ait donné sa langue au chat, pardonnez-moi j'en ai perdu mon latin) ! Que le Grand Manitou Nous protège... Grand Dieu ! vu que le ridicule tue et qu'il s'est emparé des têtes dirigeantes de ce pays...

Bien que je sois assurément solidaire à Eux, je reste bien cordialement l'Un et l'Autre,

Russel Bouchard

Historien

De l'Alliance autochtone du Québec (No 037-0264)

Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean

P.-S. Si vous décidez de ne pas publier ma lettre (je parle évidemment de celle adressée à M. Simard), je vous serai obligé de bien vouloir en transmettre copie au destinataire et m'en informer promptement pour que je puisse prendre les dispositions pour qu'elle atteigne, malgré tout, une certaine audience.

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

Nous sommes tous des... Canadiens ⁵¹

« En vain, les lois civiles forment des chaînes ;
la Loi naturelle les rompra toujours. »
Montesquieu, Mes pensées.

Chicoutimi, le 27 juin 2001

[M. Trudel],

[Retour à la table des matières](#)

Considérant la préséance de l'égalité des droits, écrivez-vous en exergue de votre pamphlet publié dans la série « Les autochtones et nous » (Le Devoir, 23-24 juin 2001), ce qui apparaît comme une exception à la règle irrite d'autant plus qu'elle contredit les fondements idéologiques du lien social. » Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on est particulièrement loin de la limpidité conceptuelle à laquelle on est en droit de s'attendre d'un éminent anthropologue qui donne des cours sur « l'équité en emploi », et qu'il y a là amplement matière à discussion, en commençant par la remise en place des morceaux de ce casse-tête romanesque éminemment mal assemblé. Ainsi, et bien que sur le plan stylistique l'élan littéraire comporte toujours une certaine défaillance, il eut été beaucoup plus près de la vérité et conforme à la logique de dire : « Considérant [que tous les hommes naissent égaux et

⁵¹ Lettre ouverte à M. Pierre Trudel, anthropologue spécialiste de la question autochtone au Québec et de l'équité en emploi, en réplique à son commentaire (« La perception négative des droits ancestraux ») publié dans Le Devoir du 23-24 juin 2001. Est-il utile de préciser que cette lettre n'a reçu aucun traitement dans le journal en question.

que les différences qui les divisent relèvent de l'histoire et des lois humaines], ce qui [fait] exception à la règle irrite d'autant plus qu'elle contredit [et heurte] les fondements [moraux] du lien social. »

Mais l'ennui dans ce dialogue de sourds, c'est que l'État canadien en soit rendu au stade où il lui faut fractionner la société et la compartimenter sur la base du sang pour solutionner des problèmes domestiques qui concernent pourtant l'ensemble. L'enjeu est donc périlleux à maints égards puisqu'il sous-tend deux qualités de citoyens et qu'il ouvre la porte à l'injustice, aux abus et à la haine raciale. Du reste, cette manière partielle et exclusive d'aborder la question amérindienne et la diversité ethno-culturelle canadienne —et québécoise— est économiquement injuste, politiquement mal fondée et socialement corrosive et explosive parce qu'elle remet en question le principe fondamental universellement admis de l'égalité des droits et des chances. C'est la culture de la discrimination raciale qui heurte les assises mêmes de notre démocratie et bafoue le principe de la raison commune sensé supporter les termes du contrat social.

Eu égard à ceci et à cela, nos vues sont donc irréconciliables : vous parlez des droits des uns en vertu du passé ; alors qu'il convient d'évoquer les droits de tous en fonction d'un présent qui nous confronte. Car quoiqu'on dise quoiqu'on fasse, la Terre dont nous héritons des morts est faite pour les vivants qui ont devoir de la préparer pour leurs héritiers. Et dans cette perspective, je vous rappelle qu'un pays est tout et à tous, où qu'il est sans avenir.

Par conséquent, il faut cesser de penser en fonction de la majorité montréalaise qui écrase le reste du Québec et qui décide en despote — sur la seule foi du nombre de députés provinciaux du grand Montréal (qui en compte 53%)— de questions qui ne relèvent pas de son territoire, et il faut voir l'intérêt supérieur de l'ensemble qui rejoint inévitablement les communautés régionales laissées pour compte (ce que vous appelez abusivement et outrageusement « régions ressources » ou « périphériques »). ⁵² Que ce « pays en devenir » (sic), le Québec,

⁵² Peut-on parler d'« États ressources » ou « périphériques » aux États-Unis ? de « provinces ressources » ou « périphériques » au Canada ? de « départements ressources » ou « périphériques » en France ?

soit fractionné sur les plans ethnique et culturel avec l'aval de la Constitution canadienne est une chose, mais pour que cette attitude soit politiquement gouvernable et socialement viable encore faut-il reconnaître —au préalable— les communautés humaines et régionales, et établir des relations d'égal à égal entre elles. On n'en sort pas ! Si nous ne portons pas de suite les correctifs qui s'imposent pour contrer cette errance dégénérative qui est en train de tuer le Québec, ce sont nos petits-enfants voire même nos enfants qui seront contraints de le faire —et peut-être pas de la manière la plus élégante !

« Pour concilier les intérêts des Canadiens, écrivez-vous enfin dans votre conclusion, l'État détient le pouvoir de porter atteinte aux droits ancestraux pour des motifs impérieux et réels. Les motifs sont nombreux et comprennent la conciliation de ces droits avec les activités économiques des autres. [...] Vu la croissance démographique des autochtones et compte tenu de leur force politique tout comme de leur niveau de pauvreté, on comprendra que ces droits concernent de plus en plus des pratiques et des pouvoirs qui dépassent le strict maintien de l'identité culturelle des peuples pour déboucher sur des enjeux économiques et politiques. » Cet aveu et ce repli, qui étaient encore impensables le mois dernier sont, de toute évidence, une conséquence du dernier jugement de la Cour Suprême dans le cas Mitchell (alias Kanentakeron), jugement capital qui limite davantage la portée des droits ancestraux et confirme la souveraineté absolue du Canada.

Les « autochtones » sont des Canadiens et « font partie de la souveraineté canadienne » confirme en effet le jugement. La mémoire orale a ses limites, les droits ancestraux et issus de traités sont mieux balisés, et les intérêts distinctifs ne peuvent mettre en péril la souveraineté collective, voilà autant de nouveautés qui ouvrent une porte beaucoup plus grande qu'il n'y paraît de prime abord. Partant de ces précisions qui faisaient cruellement défaut jusqu'alors, tout devient possible pour les collectivités qui vont décider de réclamer leur part d'héritage de la maison canadienne que d'aucuns s'occupent à vendre à la pièce. Et, en principe, ce qui est accordé à l'une en fonction de la Constitution (ré. Art. 35), devra obligatoirement être accordé à l'autre en fonction de la même Loi (ré. Art. 15) si elle fait l'effort requis pour obtenir la pleine reconnaissance de ses droits.

Une dernière mise au point avant de vous quitter : Lorsque vous écrivez, à titre de collaborateur privilégié, dans un dossier journalistique montréalais titré « Les autochtones et nous », au nom de qui parlez-vous ? De Nous ? Absolument pas ! Ils sont Eux, vous êtes Vous, et nous sommes Nous ! Et c'est sur ce terrain aussi grand que nature, d'un Pays particulièrement mal engagé dans sa destinée et que je veux respectueux de l'ensemble qu'il faut déplacer le débat. Car en ce qui concerne les « autochtones », il n'est nulle solution envisagée qui ait de l'avenir si Vous persistez à Nous ignorer et si Vous vous acharnez à ne pas tenir compte de Notre réalité et de Nos espoirs qui ne peuvent être plus longtemps dilués dans le melting-pot montréalais comme Vous vous appliquez à le faire présentement. Un traité ? Pourquoi pas ! Mais faudra Nous reconnaître les mêmes droits ! Et je suis d'avis que mieux vaut avant qu'après...

Russel Bouchard

Historien

De l'Alliance autochtone du Québec

Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean

P.-S. Je vais vous faire sauver un peu de temps. Si vous avez le goût d'un vrai dialogue, je vous recommande de lire ces réflexions qui accompagnent la présente et je m'engage à méditer avec vous pour nous enrichir mutuellement de nos pensées et découvertes. Dans le cas contraire, continuez de lever le nez et de vous enliser dans ce qui n'est qu'un fragment de la problématique ! L'Histoire saura bien nous ratrapper...

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À Michel Venne
(Le Devoir, Montréal)

Chicoutimi, le 29 juin 2001

Monsieur Venne,

[Retour à la table des matières](#)

Bien que vous vous soyez permis quelques libertés avec mes vérités, ce fut un grand plaisir de voir mon texte publié dans votre édition de ce vendredi. J'accepte, malgré l'irritation que cela me cause, que la citation du début ait été scalpée sans autre forme de procès. Mais que tout ce qui réfère à la célébration du tricentenaire de la Grande Paix de Montréal (1701-2001) ait été éradiqué arbitrairement du texte original sans ma permission, me laisse par contre décontenancé, perplexe sur vos desseins réels dans ce dossier —pro-autochtone !— que vous avez récemment initié. Qu'à cela ne tienne, cette manière inopportune d'intervenir subjectivement dans l'esprit de l'Autre, a au moins le double avantage de justifier la méfiance que je nourris à votre enseigne et de donner du poids à mes dénonciations du pouvoir hégémonique de la métropole du Québec à l'endroit des autres collectivités territoriales.

Que vous ayez subrogé mon titre —« La Grande Paix de Montréal du 4 août... 2001 »— par un autre, et que vous ayez enlevé cette longue parenthèse —« (À y regarder de plus près, c'est toujours, sur le vrai fond des choses, la vieille idéologie amérindianophile, mais ajustée au discours de la mondialisation : plume à la tête et tambour battant lorsque l'image d'Épinal de la victimisation requiert l'appui de la communauté internationale et qu'il faut stimuler son sentiment de culpabilité historique par le biais d'une symbolique habilement exhibée —la célébration de la paix de Montréal de 1701, par exemple !—, mais téléphone portable à l'oreille, attaché-case en main, armada de

conseillers juridiques et jet nolisé lorsque la modernité sied à leurs intérêts sur le terrain.) »— sans me demander mon avis, pourrait, à la rigueur, être acceptable ; mais que cela n'ait pas été fait avec les règles de l'art que vous savez, c'est-à-dire en ayant pris soin de mettre les trois points de suspension entre deux crochets ([...]) pour signifier, dans le second cas, que l'original a été altéré ou soulagé d'une partie du commentaire, frelate et appauvrit l'esprit de ma lettre, élimine manu militari un élément important de ma contestation et contrevient à l'abécédaire de l'éthique journalistique. Je déplore ce manquement.

Cela dit, votre série ouvre un débat qui se faisait cruellement attendre et je crois que votre journal s'est engagé dans un défi périlleux qui le confronte à ses devoirs sacrés de transparence et d'ouverture aux idées contraires soutenues par son équipe éditoriale. Certes, vous avez là tout le pouvoir de rapprocher les parties —mais vous maîtrisez aussi l'outil qui peut les faire se séparer davantage. On verra bien d'ici peu si vous avez été marteau, enclume, feu de forge, maître de forge... ou étau ?

Mais d'ici là, j'aimerais attirer votre attention sur la réplique que j'ai adressée le 27 juin 2001 à votre deuxième collaborateur, M. Pierre Trudel, un autre fer de lance de la cause autochtone (ce qui n'a rien de répréhensible si les deux écoles de pensée peuvent s'exprimer équitablement). Cette dernière correspondance répond à un second volet de ce débat depuis trop longtemps biaisé à sa source ; elle est la face cachée de l'histoire, le monceau de poussière empoisonnée que le Québec bien-pensant et métropolitain s'évertue à cacher sous le tapis liséré de bleu. Et il me plaît d'espérer que vous saurez y donner toute l'attention qu'elle mérite dans vos colonnes. Cette avenue relève de vos prérogatives...

Je suis, malgré toutes les objections que vous me faites, très prosaïquement,

Russel Bouchard
Toujours insoumis

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

Les autochtones et... vous ! ⁵³

Chicoutimi, le 13 août 2001

Cher Monsieur,

[Retour à la table des matières](#)

Je me suis évidemment fait un devoir de lire la totalité des textes et réactions publiés dans votre série « Les autochtones et nous », depuis le 16 juin dernier. En ce qui me concerne, celui de l'universitaire Ghislain Otis, publié dans l'édition de la fin de semaine du 11 et 12 août 2001, s'isole du lot publié jusqu'à ce jour par sa froideur d'un sujet qui stimule pourtant les passions les plus vives et par les questions de principe qu'il soulève. « Même enserrés dans le carcan précolonial, écrit-il en préambule à sa conclusion, les droits ancestraux peuvent grever des territoires considérables. À défaut d'être un facteur positif de développement économique pour les autochtones, ils comportent un potentiel de blocage des activités non autochtones incompatibles... » Peut-on, lorsqu'on est citoyen de la Métropole, sincèrement être capable d'imaginer ce que cet aveu dérangeant signifie dans une région, comme la nôtre, alors que les rescapés privilégiés de l'autochtonie canadienne ne représentent qu'une infime minorité de l'ensemble, que le largage de la propriété du territoire est un enjeu crucial et qu'il nous faut leur inféoder le reste de la société —blanche en l'occurrence— selon ce qui ressort des projets gouvernementaux en cours ?

⁵³ Lettre ouverte à Michel Venne, en réplique à la série « Les autochtones et nous » publiée dans le journal *Le Devoir*, entre le 11 juin et le 12 août 2001.

Les gens de Montréal, qui croient contre nature que le Québec est leur colonie et qui soutiennent massivement la cause « autochtone » pour quelque raison que ce soit, n'ont tout simplement pas idée de l'énergie explosive que cela représente.

Ainsi donc, si ce que prétend votre collaborateur de cette semaine est vrai, comprenons dès lors que le Canada n'est plus (n'est pas) un pays, mais un terrain vague abandonné aux forces vives du moment et aux aléas de l'histoire sur laquelle l'État n'a plus aucune emprise, une épave éventrée de tribord et de bâbord qui se cherche un dernier récif avant de couler à pic vers les abîmes (et comprenons conséquemment que la nation canadienne, comme la québécoise d'ailleurs, n'est plus qu'un vague projet, qu'une utopie régressive parce que tournée vers une option politique surgie du fin fond du Moyen-Âge). Et pour ce qui est de faire un pays avec le territoire québécois, oubliez ça tout de suite !

Comment, en effet, adhérer au concept illogique et contradictoire voulant qu'il puisse y avoir, en une seule entité, deux égalités distinctes (dont l'une est discriminatoire par rapport à l'autre) ? Par définition, l'idée même d'égalité, cet état de ce qui est uni, ce principe de base de la démocratie telle que définit dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme du 10 décembre 1948 et selon lequel tous les citoyens vivant sur un même territoire donné puissent invoquer les mêmes droits (et exiger de l'autre les mêmes devoirs), proscriit dès le départ toute fragmentation de cet ensemble. Une caste de citoyens, faible en nombre et « plus égaux que d'autres » (!), qui se replie sur son passé et son hérédité et qui s'épanouit par ses privilèges dérobés à la fraternité, n'est-ce pas là, justement, l'esprit même de l'aristocratie féodale ? N'est-ce pas le détonateur des grandes révolutions qui ont marqué le début des temps modernes ? Qu'est-ce que la Cité ? sinon le lieu où l'égalité des droits et des devoirs, l'égalité des chances et l'égalité des conditions sociales, économiques et politiques menant au bonheur de chacun sont reconnues à tous, sans discrimination aucune, et servent de clef de voûte à l'idéal commun et à l'émancipation individuelle.

[...]

Dans cette perspective, si l'analyse de votre dernier collaborateur s'avère fondée et qu'elle confirme mes appréhensions, l'impasse est donc plus que juridique : elle est fondamentale ! Et pour tâcher de trouver une issue, il nous faudra soit résilier l'article 35 de la Constitution canadienne de 1982 qui est le chancre mou de cette loi suprême parce qu'exclusif et totalement fermé (ce qui, dans l'état de faiblesse actuelle et de délabrement de l'État canadien, m'apparaît nettement irréalisable), soit mettre en mouvement les dispositions de l'article 15, la soupape de sécurité justement pensée par le législateur, et faciliter tous les recours qu'il permet pour rétablir l'équilibre des droits des collectivités territoriales et des individus (ce qui, dans le contexte présent, m'apparaît infiniment plus prometteur). Mais dans un cas comme dans l'autre, un changement de cap à 180 degrés s'impose, puisque les vents déjà dérangeants que nous traversons ne font qu'annoncer la tempête.

Russel Bouchard
Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean

P.-S. Dans votre série consacrée à « Penser la nation », j'avais déjà déploré l'élitisme de votre impressionnant carnet d'invités, et j'avais vertement dénoncé la montréalisation de ce débat biaisé à sa base. Dans la présente série sur « Les autochtones et nous », j'y ajoute la collusion parfaite entre l'élite intellectuelle et institutionnalisée qui s'est soumise à ce confortable exercice de crémage idéologique, les hauts fonctionnaires engagés dans cette épineuse et sournoise tractation, « Le Devoir » et les « autochtones » statués. Vu de l'extérieur, il serait plus près de la vérité de titrer la présente série, « Les autochtones et... vous (!) ».

En fait et en dit, de quelle manière réagiraient les Montréalais de souche si le Québec des autres régions, sans tenir compte de leurs avis et préoccupations, se mettait à appuyer le droit constitutionnel des Mohawks à revendiquer la propriété ancestrale de Hochelaga ? Comment réagiraient les citoyens de la ville de Québec si les Hurons de Lorette recouraient au même stratagème pour revendiquer la propriété ancestrale de Stadaconé ? Comment réagiriez-vous, si ceux-ci et ceux-là, soutenus dans leur quête par les populations des régions étiquetées

ressources, se préparaient à passer, sans vous demander votre avis, des traités identiques à l'« Approche commune » il n'est que d'aucuns se préparent à nous enfile par derrière ? Imaginez qu'on vous rentre de force ce corps étranger jusqu'au tréfonds de votre intimité, et dites-moi ce que vous ressentez ?

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À M. Pierre Lanthier
(RHAF, Montréal)⁵⁴

Chicoutimi, le 21 août 2001

Monsieur le directeur,

[Retour à la table des matières](#)

On ne peut être plus sensible que je le suis à votre lettre du 16 courant. Très heureux de voir que vous avez pu survivre à la lecture de mes essais littéraires consacrés aux Indiens du Saguenay et que vous n'avez pas été foudroyé sur le champ par la malédiction du grand Manitou. J'apprécie à sa juste mesure, sachez-le bien, tout le temps que

⁵⁴ Cette lettre répond à celle du 16 août 2001, dans laquelle le directeur de la R.H.A.F, M. Pierre Lanthier, acceptait finalement, au nom de l'institution qu'il représente, de publier ma réplique à l'anthropologue Trudel (Pierre !) dans le numéro de l'été 2001, sous réserve d'une correction mineure, réserve qui fut de suite approuvée.

« Je suis débordé et surtout j'ai lu vos ouvrages, puis j'ai relu les articles de Recherches amérindiennes au Québec et de la Revue d'histoire de l'Amérique française concernant la question qui nous occupe », m'écrivit-il alors avec une ouverture d'esprit qui était tout à son honneur, et « voici ce que je vous propose. Dans le prochain numéro de la RHAF (été 2001, vol. 55,1), je vais publier votre lettre du 9 mai 2001, mais avec deux modifications : 1 - je vais fusionner le long post-scriptum à la lettre principale, de façon à ce que le tout soit lu comme un texte unique ; 2 - à la page 4, dernier paragraphe, à la cinquième ligne, je vous propose de supprimer le bout de phrase suivant... et pour avoir droit aux subventions de recherches qui passent bien souvent - trop souvent devrais-je dire - par vos bureaux qui sont attenants au long house autochtone et par ceux de cette même école qui sévissent dans d'autres universités du Québec ». À moins que vous n'ayez des preuves formelles de ce que vous avancez, j'estime que ce bout de phrase pourrait vous nuire. Le reste du texte sera, quant à lui, publié tel quel. Pierre Lanthier, directeur »

vous m'avez consacré. Vos propositions d'édition m'apparaissent honorables et équitables, et j'accepte sans problème la fusion du post-scriptum au corps de la lettre ainsi que la suppression de l'allégorie évoquant les « bureaux attenants au long house autochtone... » (bien qu'il m'était d'un grand soulagement de signifier à tout ce beau monde que cette promiscuité compromettante laisse des odeurs outrageuses qui exhalent jusqu'au Pôle Nord !). Le coup de griffe était bien mérité pour eux, je vous assure, mais, comme disent les vieux d'icite, « on n'arrêtera pas le train pour ramasser une poignée de framboises ». Filons, filons à vive allure puisque le vent nous est favorable...

Vous remerciant mille et une fois de toute cette attention, permettez encore que j'abuse en vous demandant de m'expédier un exemplaire du numéro en question dès sa parution. Je reste bien respectueusement,

Russel Bouchard
Du Pays du Saguenay–Lac-Saint-Jean

P.-S. Tel que souhaité dans votre envoi, j'ai pris soin de vous fournir mon texte sur support informatique (RTF et Microsoft Word), et j'ai pris sur moi d'y joindre quelques pamphlets de mon cru. En ce qui concerne le correctif, il m'importe que la phrase supprimée soit dûment notifiée par les trois points de suspension insérés entre deux crochets ([...]). Bonne chance.

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

7000 ans pour en arriver là ! ⁵⁵

[Retour à la table des matières](#)

Les mots ont claqué comme une gifle :

« Tu es un Cri. Va-t-en chez vous. Tu veux nous expulser de la réserve, tu veux mettre les Indiens à la porte », voilà les invectives particulièrement dérangeantes qu'a dû essuyer, hier (le 22 août), le chef de la réserve indienne de Mashteuiatsh, Clifford Moar. L'émotion était effectivement à son comble et les flèches particulièrement affûtées, lorsqu'un groupe de femmes autochtones menacées d'éviction de leurs logis par le conseil de bande qui allègue des loyers non payés de longue date pour justifier cette royale mise en demeure, ont décidé de crier leur dépit devant les caméras de la presse régionale venue couvrir un tout autre sujet (celui de la disparition de la ouananiche du lac Saint-Jean, que les Blancs imputent, à tort ou à raison, aux Indiens de la réserve et à la pêche au filet qu'ils pratiquent dans la rivière As-huapmushuan).

À défaut d'explications crédibles, éprouvées et vérifiables sur l'état de ce salmonidé d'eau douce, visiblement désarçonné par le Cri de désespoir des madames jetées sur le pavée, le grand chef y a été de diversion en diversion : en manque d'arguments, il a avoué utiliser une bonne partie des 32\$ millions d'octrois fédéraux « pour défrayer

⁵⁵ Lettre ouverte en réaction à la décision du conseil de bande de Mashteuiatsh d'évincer de leur demeure, plusieurs familles autochtones sous différents prétextes allégués par le chef Clifford Moar. Cette affaire équivoque a été mise en lumière dans un texte du journaliste Roger Blackburn publié dans Le Quotidien du 22 août 2001. Ce commentaire a été publié dans le Progrès-Dimanche du 26 août 2001.

les coûts relatifs aux négociations territoriales » et a fait jouer sa vieille cassette usée où il soutient qu'il est « là depuis 7000 ans » et qu'aucun Blanc n'est en mesure de lui apprendre ce qu'est la conservation des espèces. Mathusalem, qui comptait 969 printemps à sa mort le pauvre grand-père, en est donc quitte pour se recycler au livre des Records Guinness devant un tel phénomène du genre humain qui fait plus de sept fois son âge et qui, phénomène encore plus étrange, n'a pas encore la barbe blanche.

Au-delà du pathétique qu'une telle scène de ménage dégage, ce crêpage de huppés en public met en évidence la profondeur du trou béant que les leaders amérindiens (j'ai bien dit « leaders ») ont aidé à creuser en manoeuvrant en cachette pendant des années avec une armée d'avocats — payés à prix d'or aux frais des contribuables, les leurs autant que les nôtres ! — pour obtenir des « privilèges ancestraux », l'« autonomie gouvernementale » et des « droits territoriaux » exclusifs et destructeurs au nom du sang — aussi bien dire au nom de la race. Les grands sachems et chamans de cette communauté (respectivement d'origine crie, montagnaise, abénaquise et... blanche, ne leur en déplaise) qui, de toute évidence, ne semblent pas partager le mauvais sort et la pauvreté matérielle d'une partie importante de leurs administrés, sont en train de goûter à leur propre médecine et subissent les effets pervers du discours ethnocentriste qu'ils tiennent à l'encontre de la communauté blanche saguenéenne et jeannoise avec qui ils partagent pourtant ce territoire, l'histoire, ses malheurs et ses hontes.

Du reste, ces technocrates bien instruits qui trament en sourdine des traités avec nos chefs de Québec qui nous ignorent et méprisent tout autant, ne semblent pas avoir compris que la reconnaissance de leurs droits, ne peut prendre sa force et sa légitimité morale et légale, qu'en fonction de celle de l'Autre (en l'occurrence Nous). Qu'il soit rouge ou blanc, un pauvre reste un pauvre, et son état doit être perçu comme une créature totalement inacceptable dans une société moderne qui se targue d'être juste et démocratique, dans une société qui vit dans un pays si riche. Si le système qui nous régit présentement permet et encourage cette dérive sociétale par ses lois et sa constitution, alors il faut changer le système, les lois, la constitution... et démettre les gouvernements qui s'en réclament. Et j'ajoute, vu que le sujet s'y prête à merveille, qu'il faut profiter de cette scène outré-

geante —qui nous concerne tous, puisque nous sommes gens de ce Pays— pour tâcher de comprendre que nos deux communautés, réduites à l'état tribal par nos gouvernants qui savent tirer profit de nos luttes intestines, doivent s'unir pour lutter contre la pauvreté venue d'ailleurs et ceux qui nous la fabriquent, qu'elles doivent être solidaires dans leur quête d'émancipation, qu'elles doivent leur survie passée à cette symbiose qui s'est définie et imposée d'elle-même au fil des siècles, et qu'il est absolument impensable, dans le contexte actuel de mondialisation, que l'une puisse survivre sans l'autre.

Comprenons qu'il n'y a pas de pauvreté montagnaise ou blanche au Saguenay–Lac-Saint-Jean ; comprenons qu'il n'y a pas de culture montagnaise et de culture blanche ancestrales dans ce Pays ; comprenons qu'il y a la pauvreté tout court, hideuse et insoutenable, qu'il y a une culture saguenéenne tirant ses essences et particularités de la cohabitation plus ou moins harmonieuse des groupes ethno-culturels qui la constituent depuis 350 ans, ce qui comprend les descendants d'autochtones, les Canadiens-français et tous les autres groupes humains —sans exclusion aucune— qui les ont accompagnés au fil de l'histoire. Un point c'est tout !

Si les deux communautés —rouge et blanche— ne s'entendent pas sur ce plan, si elles ne réussissent pas à établir une alliance durable fondée sur le respect mutuel et la reconnaissance des droits de tous pour contrer la pauvreté, l'injustice sociale, la désolidarisation et l'éclatement des valeurs culturelles qui sont les quatre pattes aux griffes acérées de la menace commune, elles sont irrémédiablement condamnées à la désintégration voire même à l'extinction à plus ou moins brève échéance, et la pauvreté va continuer de gagner du terrain de part et d'autre. Les étrangers qui convoitent notre bien et notre Terre l'ont compris et jouent avec adresse cette carte puissante et meurtrière de la division, une carte truquée, une astuce nauséuse et vieille comme le monde qui est en train de nous unir dans le malheur.

Il me répugne au suprême degré de savoir que, dans ce Pays qui se présente en modèle planétaire pour sa justice et son sens de la démocratie, des familles entières doivent subir les affres de l'exclusion sociale, les tares de l'injustice et les conséquences de l'incompétence de leurs leaders. Parce que je suis homme de ce Pays et que toute forme

d'injustice me répugne au suprême degré, je joins ma voix à la leur, à ces mères désemparées, pour qu'elles obtiennent le plein respect des droits et égards qui leur sont dus en tant qu'êtres humains, en tant qu'ilnutsh. Si ce que j'ai entendu hier aux nouvelles télévisées et si ce que j'ai lu ce matin dans le journal *Le Quotidien* est fondé, si ce que je redoute est vrai, il m'est tout à fait insupportable de savoir que des anciens, des hommes, des femmes et des enfants d'ici vont devoir, l'hiver prochain, subir les fruits amers de l'injustice et retourner vivre sous la tente dans les bois, comme au siècle dernier, contre leur gré et alors que les temps et les coutumes ne s'y prêtent plus.

Si les leaders ilnutsh n'ont pas compris cela, c'est qu'il sont aussi insensibles et injustes que les leaders blancs, c'est qu'ils n'ont, au même titre, aucune compassion pour leur monde, c'est que leurs agissements contredisent leur discours, c'est qu'ils habitent les mêmes tours d'ivoire et qu'ils ont adopté les manières qui qualifient au plus mal leurs architectes, c'est qu'ils doivent savoir que nous les réprouvons tout autant pour leur administration défailante et leur égarement. Soixante-dix siècles pour en arriver là, faut-il commencer à douter de la nature humaine ?...

Russel Bouchard
De l'Alliance autochtone du Québec
23 août 2001

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À M. Pierre Lanthier
(RHAF, Montréal) ⁵⁶

Chicoutimi, le 1er octobre 2001

Monsieur le directeur,

[Retour à la table des matières](#)

« Après discussion –du Comité de rédaction de la RHAF, m’informez-vous donc dans votre dernier courrier–, il a été décidé que [ma] lettre était trop longue », et que je dois limiter désormais ma réplique « au contenu explicite du texte de monsieur Trudel ». En ce qui

⁵⁶ Comment ne pas s’étonner d’un tel revirement de situation qui tend à démontrer, une fois de plus, l’académisme inacceptable de la Revue d’histoire de l’Amérique française, sa partialité dans le débat qui nous occupe, selon qu’on soit institutionnalisé ou pas, selon qu’on soit pensionné de l’État ou pas, selon qu’on soit d’une école de pensée qui lui convienne ou pas, selon qu’on soit pro-autochtone ou pas ?

« Monsieur, m’écrivait alors le directeur, Pierre Lanthier, dans une ultime lettre datée du 26 septembre 2001, où on peut sentir un puissant malaise (!), La semaine dernière, le Comité de rédaction de la « Revue d’histoire de l’Amérique française » s’est réuni pour discuter des affaires courantes de la Revue. Après avoir examiné les articles devant paraître dans le prochain numéro, il s’est penché sur la lettre que vous avez adressée à monsieur Pierre Trudel. Après discussion, il a été décidé que votre lettre était trop longue et qu’elle concernait, en très large partie, les rapports que vous avez eus avec « Recherches amérindiennes au Québec » et dont le texte de monsieur Trudel dans la RHAF ne fait pas explicitement mention. En conséquence, le comité vous demande de limiter à deux pages et de ne réagir qu’au contenu explicite du texte de monsieur Trudel. »

« Je regrette de vous avoir induit en erreur dans ma dernière lettre et je vous prie de m’excuser. »

« Veuillez recevoir, monsieur, l’expression de mes sentiments les meilleurs. Pierre Lanthier, directeur »

me concerne, l'état du contentieux reste le même ! Dans les circonstances où tout ce qui devait être dit a été dit et bien dit, « il a été décidé » par mes instances qu'il n'était absolument pas indiqué de faire plus succinct et mieux, et qu'il me faut vous retourner à ma lettre du 1er juin dernier ainsi qu'aux termes de notre entente qui a été conclue dans la correspondance des 16 et 21 août (la première étant votre lettre de proposition, la seconde se trouvant la mienne y donnant mon accord de gré à gré). En conséquence et eu égard à ce qui a été écrit, débattu, soutenu et convenu, je crois que le Comité de rédaction de la Revue d'histoire de l'Amérique française n'a pas bien évalué l'injustice qu'il me fait subir en revenant sur la parole donnée, l'humiliant préjudice qu'il vous crée en vous contraignant d'une si vilaine façon à en assumer tout le contrecoup, et la disgrâce dans laquelle il se place.

Restons l'oeil fixé sur l'objectif, je vous prie : je ne demande pas l'aumône d'un prix de consolation ; je cueille simplement mon juste droit de réplique à l'encontre de l'un de vos « collègues anthropologues » qui s'est servi de votre tribune, à sa convenance et sans aucune contrainte, pour verrouiller dans les pages de la Revue d'histoire de l'Amérique française (hiver 2001, pp. 449-451) le faux débat qu'il avait amorcé chez lui, dans la revue R.A.Q., où il avait alors plein contrôle.

On ne cueille pas une fleur à moitié. C'est l'un, ou c'est l'autre ! Ou l'institution que vous dirigez reconnaît pleinement mon droit de réplique ainsi que le veut la coutume et les usages dans les revues d'histoire dont la mission première est d'exposer et de débattre sans entraves, ou elle m'en prive. La demi-mesure n'existe pas. Impossible pour moi de répondre à la dernière attaque de M. Trudel (Pierre !) qui a déplacé le débat chez vous, sans considérer les précédentes, sans considérer ceux qui s'y sont joints en cours de route (Alain Beaulieu, par exemple, dans votre numéro du printemps 2000), et sans manoeuvrer pour répondre au meilleur de mes capacités. L'affaire forme un tout. Et la fractionner sur la base du « contenu explicite de monsieur Trudel » (sic) comme l'exige maintenant le Comité d'édition de la RHAf, équivaldrait à affronter, avec une épée cassée, un adversaire qui a pu profiter de toutes les opportunités chez vous pour bien ancrer l'objet de sa rhétorique ; cela équivaldrait à me soulager d'une équité

de traitement ; cela équivaldrait, pour dire encore plus juste, à accepter la censure, voire même d'être l'objet d'un mépris partisan que je me dois de dénoncer avec force vigueur.

Pour conclure avec le plus de rectitude possible, votre volte-face et les explications justificatives que vous apportez négligent quatre points fondamentaux qu'il importe de rappeler : primo, qu'il y a eu entente scellée entre la RHAF et moi sur une manière convenable d'intervenir dans vos pages en réplique à une attaque ; secundo, qu'il doit y avoir égalité d'ouverture et de respect envers les deux parties (ce qui exclut tout droit de regard sur le volume et l'intelligence du texte, à moins d'un abus patent) ; tertio, que le débat doit suivre son cours sans autre préoccupation que celui de dénoncer l'imposture et d'établir le plus justement possible les contours de la vérité ; quarto, que c'est mon interlocuteur, monsieur Trudel (Pierre !) qui a porté les premiers coups, qui s'est acharné à mettre du sel sur des plaies qu'il avait lui-même infligées, et qui, cela n'est pas un mince avantage, dispose chez vous du dernier droit de réplique.

Avec l'expression de mes meilleurs sentiments, je vous prie d'accepter que je sois et reste,

Russel Bouchard
Historien de libre pensée

Lettres éparses adressées à mes accusateurs publics
et à quelques témoins.

À M. Pierre Lanthier
(RHAF, Outremont)

Chicoutimi, le 12 décembre 2001

Monsieur le directeur,

[Retour à la table des matières](#)

Après lecture de votre lettre du 4 décembre, qui me retourne à la position initiale du Comité de rédaction de la Revue d'histoire de l'Amérique française, je vous informe que je ne saurais libérer votre Institution de tous ses devoirs envers la recherche de la vérité, sa mission première affichée, et que je maintiens toujours la position clairement exprimée dans ma lettre du 1er octobre 2001. Comprenez qu'il est absolument hors de question que je me soumette, dans vos pages qui ont donné du souffle aux médisances les plus infectes me concernant, à un exercice littéraire qui pâlerait ma pensée et qui ne tiendrait pas compte de mes convictions profondes et de tous les préjudices que j'ai subis depuis le début de cette guerre injuste à laquelle la RHAF a souscrit. En histoire comme dans la polémique, mes écrits sont là pour en témoigner ; j'ai toujours rejeté les détours faciles et les planques conformistes, et je refuse de me plier à un exercice de style qui n'aurait rien d'éclairant pour vos lecteurs, qui privilégie les apparences à la vérité, et qui, ultime imprudence, donnerait une chance d'en réchapper à la vermine qui infecte ce monde.

Pour toutes ces raisons, mais aussi pour les devoirs d'impartialité qui vous incombent et qu'il vous faut rappeler sans jamais fléchir, je maintiens donc, encore une fois, ma position qui est conforme à ma pensée intime, et vous réitère qu'une réplique soucieuse de rendre jus-

tice à la vérité ne se peut trouver dans vos pages, autrement que dans ma répartie du 9 mai 2001.

La censure, cette sorte de mensonge doux qui requiert la lâcheté de ceux qui s'y soumettent, a déjà suffisamment prélevé dans cette époque tordue pour que je m'interdise d'y souscrire par mes compromissions. Avec le recul, j'estime que tout ce qui devait être dit à ce sujet a été dit et bien dit, et qu'il m'apparaît bien vain de poursuivre cette conversation ! L'honneur et la vérité ont le prix du combat qu'on mène pour les faire triompher. Et ce que je crois en âme et conscience ne m'appartient pas ; il appartient au monde de la vérité et à ceux qui veulent s'en emparer pour s'en réclamer. Dans les circonstances, je comprends que le silence de vos pages me fera office de porte-voix...

Vous remerciant des efforts sincères et de l'intérêt que vous avez personnellement accordés à ce dossier, j'ai l'honneur de vous assurer que j'entends être et rester bien respectueusement,

Russel Bouchard
Vitam impendere vero

Fin du texte